

**Province de Liège**  
**BULLETIN PROVINCIAL**  
*Périodique*

---

**Sommaire**

	<i>Pages</i>
<b>N°87 <u>SERVICES PROVINCIAUX – CULTURE</u></b> <i>Approbation des règles de réservation aux activités qui se dérouleront au B3. Résolution du Conseil provincial du 6 novembre 2023.</i>	385
<b>N°88 <u>SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u></b> <i>Règlement général relatif à la perception des taxes provinciales pour 2024. Résolution du Conseil provincial du 9 novembre 2023 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2023.</i>	388
<b>N°89 <u>SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u></b> <i>Perception des taxes provinciales pour l'année 2024 – Résolution fixant le taux des centimes additionnels au précompte immobilier. Résolution du Conseil provincial du 9 novembre 2023 qui n'a appelé aucune mesure de tutelle de la part de la Région wallonne (dépêche ministérielle du 18/12/2023).</i>	407
<b>N°90 <u>SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u></b> <i>Perception des taxes provinciales pour l'année 2024 – Règlement relatif à la taxe sur les dépôts de mitrailles et de véhicules hors d'usage. Résolution du Conseil provincial du 9 novembre 2023 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2023.</i>	416
<b>N°91 <u>SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u></b> <i>Perception des taxes provinciales pour l'année 2024 – Règlement relatif à la taxe sur les véhicules isolés hors d'usage. Résolution du Conseil provincial du 9 novembre 2023 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2023.</i>	427

<b><u>N°92 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u></b>	
<i>Perception des taxes provinciales pour l'année 2024 – Règlement relatif à la taxe sur les établissements bancaires.</i>	
<b><i>Résolution du Conseil provincial du 9 novembre 2023 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2023.</i></b>	<b>437</b>
<b><u>N°93 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u></b>	
<i>Perception des taxes provinciales pour l'année 2024 – Règlement relatif à la taxe sur les permis et licences de chasse.</i>	
<b><i>Résolution du Conseil provincial du 9 novembre 2023 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2023.</i></b>	<b>447</b>
<b><u>N°94 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u></b>	
<i>Perception des taxes provinciales pour l'année 2024 – Règlement relatif à la taxe sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement.</i>	
<b><i>Résolution du Conseil provincial du 9 novembre 2023 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2023.</i></b>	<b>457</b>
<b><u>N°95 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u></b>	
<i>Perception des taxes provinciales pour l'année 2024 – Règlement relatif aux exonérations en faveur d'activités industrielles nouvelles.</i>	
<b><i>Résolution du Conseil provincial du 9 novembre 2023 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2023.</i></b>	<b>468</b>
<b><u>N°96 SERVICES PROVINCIAUX – SPORTS</u></b>	
<i>Approbation d'un règlement d'occupation pour les infrastructures sportives du Service des Sports, sis rue Lambert Marlet à Blegny.</i>	
<b><i>Résolution du Conseil provincial du 23 novembre 2023.</i></b>	<b>474</b>
<b><u>N°97 SERVICES PROVINCIAUX – ENSEIGNEMENT</u></b>	
<i>Règlement d'ordre intérieur de la Maison Erasmus de la Haute Ecole de la Province de Liège – Modification.</i>	
<b><i>Résolution du Conseil provincial du 23 novembre 2023.</i></b>	<b>487</b>
<b><u>N°98 SERVICES PROVINCIAUX – FINANCES</u></b>	
<i>Récapitulation générale du budget de l'année 2023 après 3<sup>ème</sup> série de modifications budgétaires votée par le Conseil provincial le 9 novembre 2023 et approuvée par arrêté du Gouvernement wallon en date du 11 décembre 2023.</i>	<b>497</b>

**N°99 SERVICES PROVINCIAUX – FINANCES**

*Récapitulation générale du budget de l'année 2024 votée par le Conseil provincial le 9 novembre 2023 et approuvée par arrêté du Gouvernement wallon en date du 12 décembre 2023.*

**499**

**N°100 RÈGLEMENTS COMMUNAUX D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE  
ET ORDONNANCES DE POLICE COMMUNALE**

***Arrondissement de LIÈGE***

**501**

*AWANS*

*BEYNE-HEUSAY*

*CHAUDFONTAINE*

*ESNEUX*

*GRÂCE-HOLLOGNE*

*VISÉ*

***Arrondissement de HUY-WAREMME***

**506**

*BRAIVES*

*CLAVIER*

*HUY*

*OREYE*

*REMICOURT*

***Arrondissement de VERVIERS***

**510**

*EUPEN*

*JALHAY*

*LA CALAMINE*

*LIMBOURG*

*LONTZEN*

*PLOMBIÈRES*

*RAEREN*

*THIMISTER-CLERMONT*

*TROIS-PONTS*

*VERVIERS*

*WELKENRAEDT*

**N°87 SERVICES PROVINCIAUX – CULTURE**

*Approbation des règles de réservation aux activités qui se dérouleront au B3.*

***Résolution du Conseil provincial du 6 novembre 2023.***

**RÉSOLUTION**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Considérant que la plupart des activités qui seront proposées au B3 nécessiteront une réservation,

Attendu qu'il y a lieu de définir les règles de réservation pour les activités qui se dérouleront au B3,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Sur proposition du Collège provincial,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>.** – Les règles de réservation applicables au B3, ci-annexées, sont adoptées.

**Article 2.** – La présente résolution sera insérée au Bulletin provincial et mise en ligne sur le site internet de la Province de Liège, conformément à l'article L2213-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

En séance à Liège, le 6 novembre 2023.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Le Président,

Pierre BROOZE

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ  
en séance publique du  
06 NOV. 2023

B3 – Centre de ressources et de créativité  
Règles de RESERVATION DE BILLETS  
TXT pour site internet/logiciel réservation

Les présentes conditions de réservation s'appliquent de plein droit à l'exclusion de toutes autres conditions et sans restrictions à toutes les réservations effectuées. Elles sont susceptibles de modifications sans préavis. La confirmation de la réservation par le client et le règlement des entrées emportent son adhésion sans réserves aux présentes conditions de vente, ainsi qu'au ROI du B3.

### Conditions générales de réservation

1. Toute commande validée par un mail de confirmation adressé par la Province rend la réservation ferme et définitive. Toute modification ou annulation de la réservation doit être soumise à l'approbation de la Province de Liège. Les données enregistrées par le B3 constituent la preuve de l'ensemble des transactions passées par le B3 et ses clients.

2. Les billets pourront être :

- soit imprimés par l'acheteur selon la méthode **du print @ home**.

Pour que ce billet codé soit valable, toutes les conditions ci-après doivent être scrupuleusement respectées.

Ce billet doit :

- être imprimé dans sa totalité, en format paysage (horizontal), sans modification de la taille d'impression.
- disposer d'une bonne qualité d'impression de manière à ce que toutes les informations écrites sur le billet sont parfaitement lisibles.

- soit présentés sur un support électronique (tablette, smartphone) ;
- soit imprimés au B3 si la réservation s'effectue in situ.

3. Ce billet est muni d'un QR Code permettant l'accès au B3 à un seul visiteur.

4. L'acheteur est responsable de l'utilisation qui est faite du billet. Le billet sera vérifié à l'aide d'un système électronique

5. Le billet doit être présenté à endroit indiqué sur place le jour de l'évènement. Une pièce d'identité officielle valide pourra être demandée pour identifier le détenteur des billets. Toute copie ou reproduction de billets est interdite.

6. Les billets émis sont valables à la date mentionnée sur le ticket.
7. Les personnes à mobilité réduite sont invitées à signaler leur venue lors de la réservation. Le personnel d'accueil du B3 prendra alors les dispositions nécessaires au bon déroulement de leur visite.
8. La réservation se fait en temps réel.

A l'issue des différentes étapes permettant la réservation, un e-mail de confirmation est adressé communiquant un numéro de dossier. La réservation ne sera ferme et définitive qu'après réception de cette confirmation.

9. La Direction du B3 se réserve le droit de refuser l'accès au B3 en cas d'évènement de force majeure tels que grèves, incendie, dégât des eaux, fait du prince ... (liste non exhaustive) ou pour des raisons de sécurité. Dans ce cas et dans la mesure du possible, une autre date sera proposée aux clients pour participer à l'activité réservée.
10. Toute contestation ou réclamation, quelle qu'en soit la nature, doit être formulée lors de la visite ou ultérieurement, dans les 48 heures, par courrier postal ou électronique à l'adresse [info@leb3.be](mailto:info@leb3.be)
11. La Province de Liège décline toute responsabilité pour les dommages, quelle qu'en soit la nature, qui seraient susceptibles d'atteindre les effets, objets ou matériels apportés par les visiteurs. Les visiteurs sont responsables de tout dommage direct ou indirect qu'ils pourraient causer à l'occasion de leur présence au B3.
12. Il n'est pas permis de photographier ou filmer pour un usage privé. Si vous souhaitez réaliser des photos ou des films à caractère professionnel, contactez-nous

### **Mentions légales et protection de la vie privée**

La Province de Liège, Place Saint-Lambert 18A à 4000 Liège, dont dépend le B3 – Centre de ressources et de créativité, est soucieuse de la sécurité et de la confidentialité de vos données.

Elle s'engage à respecter les dispositions du Règlement général européen sur la protection des données n°2016/679 (le RGPD), ainsi que la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les données à caractère personnel communiquées seront uniquement traitées dans le cadre de la relation contractuelle ou précontractuelle qui vous lie à la Province de Liège. Celles-ci ne seront pas transmises à des tiers.

Dans ce cadre, nous vous informons que vous disposez à tout moment des droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation de traitement, de portabilité, d'opposition et de recours concernant lesdites données.

Ces droits peuvent être exercés en prenant contact avec le délégué à la protection des données : [info.dpo@provincedeliege.be](mailto:info.dpo@provincedeliege.be) – ou A l'attention du délégué à la protection des données, place de la République française 1, 4000 Liège.

**N°88 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES***Règlement général relatif à la perception des taxes provinciales pour 2024.****Résolution du Conseil provincial du 9 novembre 2023 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2023.*****RÉSOLUTION****RÈGLEMENT GENERAL 2024 RELATIF À LA PERCEPTION DES TAXES PROVINCIALES**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, spécialement en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code judiciaire, en ses articles 1385*decies* 1385*undecies* ;

Vu l'article 414 du Code des Impôts sur le revenu, CIR'92 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), plus spécialement en ses articles L2212-22, L2212-32, L2212-51, §5, L2212-65, 62, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1, §2, 3°, L3321-1 à L3321-12 ;

Vu la Loi du 20 novembre 2022 (M.B. 30.11.2022) portant des dispositions fiscales et financières diverses ;

Vu le décret budgétaire du 17 décembre 2020, modifié par les décrets budgétaires du 22 décembre 2021 et du 14 décembre 2022, afin de transposer au niveau régional les articles 13 et 14 du Code de Recouvrement amiable et forcé, relatifs au recouvrement de créances ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu le règlement général relatif à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la circulaire budgétaire non datée, envoyée le 21 août 2023, du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2024, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes ;

Vu le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales adopté en Sa séance du 27 avril 2023 pour l'exercice 2023, et approuvé par arrêté de l'Autorité de tutelle ;

Vu la communication du dossier de la cause à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 2 octobre 2023, en vue d'obtenir son avis de légalité, conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, le 3 *dito*, tel que joint en annexe à la présente résolution ;

Attendu qu'il y a lieu de rassembler les dispositions diverses et communes, concernant l'établissement et le recouvrement des taxes provinciales dans un règlement général ;

Attendu qu'il s'impose de tenir compte des dispositions contenues au sein de la circulaire applicable pour 2024 ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2024 ;

Sur proposition du Collège provincial,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>.** – Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales 2024, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

**Article 2.** – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**Article 3.** – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

**Résultats du vote :**

- Nombre de votants : 50
- Vote(nt) pour : PS (17) - MR (14) - ECOLO (9) - LES ENGAGÉS-CS? (6) : 46
- Vote(nt) contre : PTB (4) : 4
- S'abstienne(nt) : —
- Unanimité:

En séance à Liège, le 9 novembre 2023.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Le Président,

Pierre BROOZE

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ  
en séance publique du  
09 NOV. 2023



**EXERCICE 2024**  
**REGLEMENT GÉNÉRAL RELATIF À LA PERCEPTION DES TAXES PROVINCIALES**

**CHAPITRE I - GÉNÉRALITÉS**

**Article 1<sup>er</sup>** - Le présent règlement est applicable, sauf dérogation ou indication contraire d'un règlement particulier, aux taxes provinciales généralement quelconques établies ou à établir par le Conseil provincial de Liège, à l'exception des centimes additionnels au précompte immobilier.

**Article 2** - Les travaux préliminaires au recouvrement, les recouvrements eux-mêmes et l'instruction des litiges sont effectués par les fonctionnaires et agents des Administrations désignés à cette fin par la loi ou le décret, et sous l'autorité de ceux-ci.

**Article 3 –**

§1<sup>er</sup> - Le recouvrement des impositions provinciales et le contentieux y afférent sont régis par les dispositions des articles L3321-1, à L3321-12, du Titre II, du Livre III, de la Troisième Partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

L'article L3321-8*bis*, du CDLD autorise, dans le respect du calendrier y consigné, un nouveau dispositif d'extrait de rôle, obligeant les Provinces à recourir au rappel par envoi recommandé, désormais appelé « *sommation de payer* », avant la mise en œuvre de toute mesure d'exécution.

§ 2 - Par application de l'article L3321-8*bis*, du CDLD, la Province peut récupérer les frais postaux de l'envoi recommandé valant sommation de payer.

Cette faculté est intégrée au sein de chaque règlement-taxation provincial.

La sommation de payer vaut mise en demeure et fait donc courir les intérêts de retard, calculés au taux légal, par application de l'article 414, du Code des Impôts sur les revenus (CIR'92).

Le courrier portant sommation de payer comporte les mentions obligatoires visées par la loi applicable en l'espèce.

§ 3 - Les délais de procédure à respecter sont prévus à l'article L3321-8*bis*, du CDLD. Ils sont reproduits au sein de chaque règlement-taxation particulier.

§ 4 - A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la Province.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Collège provincial.

§ 5 - Sans préjudice de ces prescriptions, les dispositions du titre VII, Chapitres 1, 3, 4, 7, à 10, du Code des Impôts sur les Revenus et les articles 126 à 175, de l'arrêté d'exécution de ce Code sont applicables aux taxes provinciales, pour autant qu'elles ne concernent pas spécialement les impôts sur les revenus.

Toutefois, les poursuites, les privilèges et l'hypothèque légale pour le recouvrement des taxes, dont la perception incombe à l'administration des Douanes et Accises, sont exercés comme en matière de droit d'Accises (article L3321-12, du CDLD).

§ 6 - Les rôles des impositions provinciales sont arrêtés et rendus exécutoires, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège provincial (article L3321-4, du CDLD).

**Article 4 –**

§ 1<sup>er</sup> - Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

Chaque règlement portant une taxe provinciale précise les informations suivantes :

- Responsable de traitement : la Province de LIEGE ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;
- Durée de conservation : Par application du règlement 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et de la loi du 30 juillet 2018, relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données personnelles ne peuvent être conservées au-delà du temps nécessaire au traitement pour lequel elles ont été collectées.

La Province de LIEGE s'engage donc à conserver celles-ci pour la durée nécessaire à la réalisation de l'objectif (voir ci-dessus : finalité du traitement) ayant justifié la collecte et l'enregistrement des données, pour un délai de maximum 5 ans, délai de prescription en matière d'impositions provinciales. Au cas où un acte interruptif de la prescription serait posé, le délai de 5 ans est renouvelé, ce qui porte à un délai de 10 ans maximum au cours duquel les données à caractère personnel peuvent être conservées.

Celles qui ne sont plus utilisées pour atteindre l'objectif fixé, peuvent toutefois encore présenter un intérêt administratif et/ou juridictionnel pour l'Institution provinciale, notamment en cas de gestion d'un contentieux administratif ou judiciaire. En pareille hypothèse, elles seront conservées aussi longtemps que l'y oblige l'instruction du litige concerné et ce, jusqu'à la décision adoptée en dernier ressort.

Elles pourront aussi être conservées pour répondre à toute obligation légale.

Certaines données dont l'intérêt historique est confirmé par les directives émises par les Archives de l'Etat en matière de tri des archives provinciales, pourraient être conservées à plus long terme.

La Province de LIEGE s'engage à supprimer, tant physiquement qu'électroniquement, les données qui ne revêtiraient plus d'intérêts administratifs, à l'issue du délai de prescription indiqué ci-dessus, d'une part, ou judiciaires, à l'issue de la procédure devant les Cours et Tribunaux, d'autre part, par le prononcé d'un jugement ou arrêt en dernier ressort ;

- Méthode de collecte des données : cette méthode est fonction de la manière dont l'impôt est établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce ; il peut s'agir de déclarations et contrôles ponctuels, de recensement par l'administration ou d'établissement au cas par cas en fonction de la nature de la taxe et de la réglementation qui lui est applicable ;
- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, ou à des sous-traitants mandatés à cette fin par le responsable de traitement, notamment en application de l'article 327, du CIR92, et de l'article 77, §1<sup>er</sup>, du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou à des sous-traitants de la Province.

## **CHAPITRE II - DE L'EXIGIBILITÉ DES TAXES**

**Article 5** - Les taxes sont exigibles pour leur totalité ou réduites de moitié, selon que la détention, l'utilisation ou l'exploitation de l'élément imposable commence dans le courant du premier ou du second semestre de l'année.

En cas de contravention constatée par procès-verbal, la taxe ou la cotisation supplémentaire sera toujours due pour l'année entière.

Aucune taxe n'est due pour l'année en cours, lorsque la détention, l'utilisation ou l'exploitation de l'élément imposable commence à partir du 1er décembre.

**Article 6** - En cas de vente ou de cession d'un élément imposable, la taxe payée pour l'année courante peut être transcrite au nom de l'acquéreur, si celui-ci le demande dans le mois, en reproduisant la quittance délivrée au cédant.

Aussi longtemps que la mutation n'a pas été déclarée, le cédant est responsable du paiement de la taxe, sauf son recours contre l'acquéreur.

**Article 7** - Lorsqu'un élément imposable classé dans une catégorie inférieure devient, au cours de l'année, passible d'une cotisation plus élevée, il sera dû, en plus de la première imposition, la différence entre les deux taxations. Il sera toutefois fait application des principes énoncés à l'article 5, du présent règlement.

**Article 8** - Il n'est accordé aucune remise ou modération dans le cas de vente, cession, cessation d'exploitation, disparition ou passage d'une catégorie supérieure dans une catégorie inférieure, d'un élément imposé.

**Article 9** - Le contribuable qui, du chef de la détention, de l'utilisation ou de l'exploitation du même élément imposable, a acquitté, au profit d'une autre Province, une taxe analogue à celle qui le frappe dans la Province de Liège doit en faire la déclaration, conformément aux dispositions des articles 10 et suivants du présent règlement, mais peut demander un dégrèvement qui sera calculé sur la base de la taxe la moins élevée.

Ce dégrèvement sera supporté par la Province de Liège, dans la proportion du montant de sa taxe comparée à l'ensemble des deux impositions.

Ce dégrèvement proportionnel sera également accordé dans le cas où la taxe perçue dans l'autre Province serait équivalente à celle établie dans la Province de Liège.

## **CHAPITRE III - DE LA FORMATION DES RÔLES**

**Article 10** - En principe, les impositions portées aux rôles sont établies à la suite d'un recensement, effectué par les administrations communales, sur formulaires qui seront remis par les agents recenseurs communaux, au domicile des contribuables, avant le 31 janvier de chaque année.

Ces formules, dûment complétées et signées par les assujettis, doivent être remises à l'agent recenseur avant le 15 février.

Si le contribuable en fait la demande, la formule de déclaration est remplie par l'agent recenseur. Dans ce cas, la signature du contribuable doit être précédée de la mention manuscrite « *Approuvé* ».

Si le contribuable ne sait pas signer, la formule de déclaration sera revêtue de la signature des deux témoins.

**Article 11 - §1** - Lorsque le règlement de taxation prévoit une obligation de déclaration, la non-déclaration dans les délais prévus par ce même règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'autorité habilitée à arrêter le rôle notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

La taxation d'office ne peut être enrôlée valablement que pendant une période de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition. Ce délai est prolongé de deux ans en cas d'infraction au règlement de taxation commise dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire.

Le règlement de taxation peut prévoir que les taxes enrôlées d'office sont majorées de tel montant qu'il fixe et qui ne peut dépasser le double de la taxe qui est due. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

**§ 2** - Les infractions visées au présent article 11, § 1, alinéa 1<sup>er</sup>, sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par l'autorité habilitée à arrêter les rôles. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

**§ 3** - Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément au §2, de cette disposition, et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe. Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

**Article 12** - Sont dispensés de la déclaration pour l'année courante, ceux qui, venant s'établir dans une commune, justifient avoir fait cette déclaration et avoir acquitté la taxe dans une autre commune de la Province de Liège pour ladite année, ainsi que les héritiers d'un redevable, pour autant que ce dernier ait rempli ses obligations.

**Article 13** - Le redevable qui n'aurait pas été compris dans la distribution des formulaires de déclaration, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, de l'article 9 ci-dessus, est tenu d'en aviser son administration communale avant le 10 février.

Il lui sera délivré une formule de déclaration qui devra être complétée, signée et remise à l'agent recenseur pour le 15 février, conformément aux prescriptions de l'alinéa 2, de l'article 10 précité.

Les dispositions de l'alinéa 3, du même article sont également applicables au présent cas.

**Article 14** - Les propriétaires, détenteurs, employeurs ou exploitants d'éléments imposables qui se déplaceraient dans plusieurs communes de la Province de Liège, sont tenus d'en faire la déclaration, avec mention spéciale de cette circonstance, dans chacune de ces communes, mais la taxe sera payée au lieu de leur domicile, si ce dernier se situe dans la Province, ou dans l'une des communes à indiquer par le redevable, si celui-ci réside en dehors de la Province.

**Article 15** - Aussitôt que les bulletins de déclaration sont rentrés, conformément aux dispositions des articles 10 et 13, de ce règlement, le Collège communal dressera un relevé indiquant, par ordre alphabétique, les noms, prénoms, professions et demeures des déclarants, ainsi que les éléments servant au calcul des taxes.

Ce relevé accompagné de toutes les déclarations, sera transmis, le 1<sup>er</sup> mars au plus tard, au Collège provincial, en vue de la formation du rôle.

Le rôle mentionnera :

1. Le nom de la Province
2. Les noms, prénoms ou dénominations sociales et les adresses des redevables ;
3. La date du règlement en vertu duquel la taxe est due ;
4. La dénomination, l'assiette, le taux, le calcul et le montant de la taxe, ainsi que l'exercice auquel elle se rapporte ;
5. Les numéros d'articles ;
6. La date du visa exécutoire ;
7. La date d'envoi ;
8. La date ultime de paiement ;
9. Le délai dans lequel le redevable peut introduire une réclamation et l'adresse exacte de l'instance compétente pour la recevoir (art. L3321-4, du C.D.L.D.).

**Article 16** - Toute personne qui, postérieurement au recensement dont question à l'article 11 ci-dessus, devient propriétaire, détenteur, exploitant ou employeur d'éléments imposables, augmente le nombre de ceux qu'elle avait primitivement déclarés ou remplace ces derniers par d'autres d'une catégorie imposée à un taux supérieur, doit en faire, dans les quinze jours, la déclaration à l'Administration communale.

Une déclaration doit être souscrite alors même que les éléments imposables, dont on devient propriétaire, détenteur, employeur ou exploitant, auraient déjà été déclarés dans une autre Province, ou par le précédent redevable.

Il sera, dans ces cas, fait application des articles 6 et 9, du présent règlement.

En cas de changement de domicile au sein de la Province, d'un propriétaire, détenteur, exploitant, employeur d'éléments imposables, l'Administration communale du domicile précédent en donne connaissance à la commune du nouveau domicile, ainsi qu'à l'administration provinciale. Si le redevable en question n'a souscrit aucune déclaration pour l'année en cours, il est tenu de le faire, dans un délai de quinze jours, auprès de l'Administration communale de son nouveau domicile.

**Article 17** - Le déclarant qui en fait la demande reçoit un extrait de sa déclaration sur papier libre et sans frais.

**Article 18** - Il sera dressé ainsi les 30 juin et 30 novembre de chaque année par les Administrations communales, des relevés supplémentaires comprenant les déclarations des contribuables qui pour une cause quelconque, n'auront pas été portés au rôle primitif. Les rôles supplétifs seront dressés, arrêtés, rendus exécutoires et recouverts de la même manière que les rôles primitifs.

**Article 19** - Aussitôt que les rôles, tant primitifs que supplétifs, sont rendus exécutoires, ils sont transmis, contre accusé de réception, au Directeur financier provincial chargé du recouvrement qui assure sans délai l'envoi des avertissements-extraits de rôle.

Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable (article L3321-4, du CDLD.).

L'avertissement-extrait de rôle mentionne la date de l'envoi et porte les mentions indiquées à l'article 15, alinéa 3.

Une synthèse du règlement en vertu duquel la taxe est due sera jointe (article L3321-5, du CDLD).

**Article 20** - Les taxes provinciales enrôlées sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait du rôle.

**Article 21** - Les imprimés nécessaires à l'établissement et au recouvrement des taxes sont à charge de la Province et fournis par celle-ci.

## **CHAPITRE IV - DES RÉCLAMATIONS**

**Article 22.** - Hormis le cas des centimes additionnels provinciaux aux taxes perçues par l'Etat, qui sont soumis aux mêmes règles que l'impôt principal, les réclamations contre les taxes provinciales doivent être introduites, sous peine de déchéance, auprès du Collège provincial qui agit en tant qu'autorité administrative.

Les réclamations contre les taxes provinciales s'effectuent selon les dispositions des articles L3321-9 à L3321-12, du CDLD, ainsi que par application de l'article L33321-4 de ce même Code.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai d'un an à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation, par le redevable, ainsi que son conjoint, sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, contre une taxe provinciale auprès de l'instance compétente pour la recevoir.

Les débiteurs solidairement responsables peuvent aussi introduire une réclamation contre la taxe pour laquelle ils sont tenus solidairement.

La réclamation peut également être introduite par un mandataire, pour autant que la preuve du mandat soit fournie à l'Administration, sauf si ce mandataire est un avocat.

Que la réclamation soit introduite par lettre recommandée ou par lettre simple, la date du cachet de la poste figurant sur la preuve d'envoi du recommandé ou sur l'enveloppe de l'envoi simple vaut comme date d'introduction.

Si la réclamation est remise à l'autorité compétente ou à l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet contre accusé de réception, c'est la date figurant sur ledit accusé qui sera prise en compte.

**Article 23.** - La réclamation introduite devant le collège provincial contre une taxe provinciale constitue le préalable obligatoire qui rend admissible le recours judiciaire.

Ce préalable obligatoire s'impose et ce, quelle que soit la nature des griefs invoqués contre la cotisation contestée.

Par conséquent, outre le fait de l'irrecevabilité de la réclamation introduite hors délai, le contribuable, qui n'aurait pas introduit ce recours administratif devant le Collège provincial, se voit aussi privé de la possibilité de porter son litige devant les cours et tribunaux, pourtant seuls compétents pour connaître des griefs de légalité du règlement-taxe sur lequel repose la taxation.

**Article 24.** - Les règles de procédure à suivre dans le cadre de ce contentieux fiscal sont régies par l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès de l'autorité compétente.

Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

- 1° les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
- 2° l'objet de la réclamation et sa motivation.

La réclamation écrite est un acte de procédure devant contenir les éléments faisant apparaître sa validité. Afin d'être valable, la réclamation doit être signée. La signature constitue un élément essentiel de la réclamation.

A cet égard, en cas d'irrégularité, elle ne peut être corrigée après l'expiration du délai de réclamation, lequel est d'ordre public. Elle ne peut être corrigée que par la signature de la réclamation endéans le délai de réclamation ou par l'introduction d'une réclamation nouvelle et signée dans le délai de réclamation.

La réclamation doit être motivée c'est-à-dire contenir les arguments de droit et de fait invoqués par le redevable à l'appui de ses prétentions.

Une réclamation non motivée est irrecevable.

L'autorité compétente ou l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet accuse réception, par écrit, dans les huit jours de l'envoi de la réclamation.

La réclamation peut également être remise à l'autorité compétente ou à l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet contre accusé de réception.

**Article 25** - Le réclamant n'est pas tenu de justifier du paiement de la taxe.

**Article 26.** - Du statut d'autorité administrative du Collège provincial, il découle que :

- Le Collège doit uniquement vérifier si l'imposition individuelle est conforme aux lois, aux règlements fiscaux provinciaux, ensuite aux dispositions de la loi du 24 décembre 1996 et finalement à toutes les autres dispositions normatives que l'administration locale doit respecter ;
- Le Collège doit vérifier l'exactitude du montant réclamé au contribuable ;
- Le Collège ne peut en revanche, pas contrôler la conformité du règlement-taxe provincial lui-même au regard de toutes lois, décrets, ordonnances, règlements provinciaux et communaux.

**Article 27** - La décision prise par le Collège provincial peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal de Première Instance dans le ressort duquel la taxe a été établie.

La décision que l'autorité compétente aura notifiée par pli recommandé au réclamant ainsi que, le cas échéant, à son représentant, mentionne notamment :

- Les voies éventuelles de recours ;
- Les instances compétentes pour en connaître ;
- Les formes et délais à respecter.

A défaut de décision dans le chef de l'autorité provinciale compétente, la réclamation est réputée fondée.

Les articles 1385*decies* et 1385*undecies* du Code judiciaire sont applicables à cette matière.

L'action doit être introduite, à peine de déchéance, au plus tard dans un délai de trois mois à partir de la notification de la décision relative au recours administratif.

Dans cette hypothèse, l'action peut être introduite au plus tôt six mois après la date de réception du recours administratif, au cas où ce recours n'a pas fait l'objet d'une décision. Ce délai de six mois est prolongé de trois mois lorsque l'imposition contestée a été établie d'office par l'administration.

Le jugement du Tribunal de Première Instance est susceptible d'opposition ou d'appel.

L'arrêt de la cour d'appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

**Article 28** - Le Collège provincial accorde d'office le dégrèvement des taxes résultant d'erreurs matérielles.

Le redevable peut donc également introduire une demande de dégrèvement d'office lorsqu'il estime que la surtaxe résulte :

- D'une erreur matérielle ;
- D'un double emploi ;
- De faits nouveaux, dont la production ou l'allégation tardive par le redevable est justifiée par de justes motifs.

L'erreur matérielle visée à l'article 376, § 1<sup>er</sup>, du code des impôts sur les revenus consiste en une erreur de fait c'est-à-dire une erreur commise par inadvertance qui a pour conséquence que la cotisation manque de base légale. Elle est étrangère à toute intervention de l'intelligence ou de la volonté du contribuable ou du fonctionnaire taxateur ainsi qu'à toute appréciation de celui-ci. Elle consiste en erreurs de calcul, erreurs de plume ou autres erreurs grossières, étrangères à toute appréciation juridique de l'imposabilité du redevable ou de la détermination des bases imposables.

Ainsi, l'erreur matérielle au sens de la loi est une erreur dont l'origine réside dans une négligence, une distraction ou une inattention du fonctionnaire taxateur ou du contribuable. L'erreur matérielle ne doit donc pas être confondue avec l'erreur de droit qui suppose une interprétation ou une appréciation incorrecte — volontairement ou par ignorance — de la loi fiscale.

**BESCHLUSS****ALLGEMEINE VERORDNUNG ÜBER DIE ERHEBUNG DER PROVINZIALSTEUERN  
FÜR DAS JAHR 2024****DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT,**

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Gerichtsgesetzbuches und insbesondere der Artikel 1385<sup>decies</sup> 1385<sup>undecies</sup>;

Aufgrund von Artikel 414 des Einkommensteuergesetzbuchs, CIR92;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der Artikel L2212-22, L2212-32, L2212-51 §5, L2212-65, 62 Punkt 8, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. November 2022 (B.S. 30.11.2022) über verschiedene Steuer- und Finanzbestimmungen;

Aufgrund des Haushaltsdekrets vom 17. Dezember 2020, abgeändert durch die Haushaltsdekrete vom 22. Dezember 2021 und 14. Dezember 2022, um die Artikel 13 und 14 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung, die sich auf die Beitreibung von Forderungen beziehen, auf regionaler Ebene umzusetzen;

Aufgrund der Gesetzes- und Ordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über den Schutz personenbezogener Daten;

Aufgrund des undatierten und am 21. August 2023 versandten Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2024, insbesondere des Teils, der sich auf die Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht;

Aufgrund der Allgemeinen Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern, die in der Sitzung vom 27. April 2023 für das Jahr 2023 verabschiedet und per Erlass der Aufsichtsbehörde genehmigt wurde;

Aufgrund der Übermittlung der Fallakte an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 2. Oktober 2023, um seine Stellungnahme zur Rechtmäßigkeit gemäß Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 3. Oktober 2023;

In der Erwägung, dass die verschiedenen und gemeinsamen Bestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern in einer allgemeinen Verordnung zusammengefasst werden müssen;

In der Erwägung, dass die Bestimmungen des für 2024 geltenden Rundschreibens berücksichtigt werden müssen;



In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2024 bereitgestellt werden müssen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

**BESCHLIESST:**

**Artikel 1** - Die im Anhang beigefügte allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern für das Jahr 2024 wird genehmigt.

**Artikel 2** - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

**Artikel 3** - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIG

Sitzung vom 9. November 2023 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Der Generaldirektor der Provinz,

Der Präsident,

Pierre BROOZE

Jean-Claude JADOT

**STEUERJAHR 2024**  
**ALLGEMEINE VERORDNUNG ÜBER DIE ERHEBUNG DER PROVINZIALSTEUERN**

**KAPITEL I - ALLGEMEINES**

**Artikel 1** – Außer bei einer Abweichung oder einer anders lautenden Bestimmung einer besonderen Verordnung gilt vorliegender Beschluss für sämtliche Provinzialsteuern, die der Lütticher Provinzialrat festgelegt hat oder festlegen wird, mit Ausnahme der Zuschlaghundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug.

**Artikel 2** - Die Vorarbeiten zur Eintreibung, die Eintreibungen selbst und die Untersuchung von Widersprüchen werden von den durch das Gesetz zu diesem Zweck bestimmten Beamten und Bediensteten der Verwaltungen und unter deren Aufsicht durchgeführt.

**Artikel 3** -

§1 - Die Eintreibung der Provinzialsteuern und die diesbezüglichen Streitsachen werden durch die Bestimmungen der Artikel L3321-1 bis L3321-12 von Titel II von Buch III des dritten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (KLDD) geregelt.

Artikel L3321-8*bis* KLDD erlaubt unter Einhaltung des darin festgelegten Zeitplans ein neues Steuerbescheidsystem, das die Provinzen dazu verpflichtet, vor der Durchführung einer Vollstreckungsmaßnahme eine Erinnerung – fortan „Zahlungsmahnung“ genannt – per Einschreiben zu versenden.

§2 - Gemäß Artikel L3321-8*bis* des KLDD kann die Provinz die Postgebühren für das als Zahlungsmahnung geltende Einschreiben zurückfordern.

Diese Möglichkeit ist in jede Steuerverordnung der Provinz integriert.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung, weshalb gemäß Artikel 414 des Einkommensteuergesetzbuchs (CIR 92) Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes anfallen.

Das Schreiben mit der Zahlungsaufforderung enthält die Pflichtangaben, die das in diesem Fall anwendbare Recht vorsieht.

§3 - Die einzuhaltenden Verfahrensfristen sind in Artikel L3321-8*bis* des KLDD vorgesehen. Sie werden innerhalb jeder einzelnen Steuerverordnung wiedergegeben.

§4 - Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Provinzkollegium beschlossen werden.

§ 5 - Unbeschadet dieser Bestimmungen sind die Bestimmungen von Titel VII, Kapitel 1, 3, 4 und 7 bis 10 des Einkommensteuergesetzbuches und die Artikel 126 bis 175 des Erlasses zur Ausführung dieses Gesetzbuches anwendbar auf die Provinzialsteuern, insofern sie nicht speziell die Einkommensteuern betreffen.

Verfolgungen, Vorzugsrechte und die gesetzliche Hypothek für die Eintreibung der Steuern, die durch die Verwaltung der Zölle und Akzisen einzunehmen sind, werden jedoch wie für die Akzisen ausgeübt (Artikel L3321-12 des KLDD).

§ 6 - Die Heberollen der Provinzialsteuern werden spätestens am 30. Juni des Jahres, das dem Rechnungsjahr folgt, durch das Provinzkollegium festgestellt und für vollstreckbar erklärt (Artikel L3321-4 KLDD).

**Artikel 4 -**

§1 - Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist. Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- Die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- Die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- Die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Rechtsmittel.

Jede Verordnung über eine Steuer der Provinz beinhaltet folgende Informationen:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;
- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;
- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;
- Aufbewahrungsdauer: In Anwendung der Verordnung 2016/679 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr (DSGVO) und des Gesetzes vom 30. Juli 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten dürfen personenbezogene Daten nur so lange aufbewahrt werden, wie es für die Verarbeitung, für die sie erhoben wurden, erforderlich ist.

Die Provinz Lüttich verpflichtet sich daher, die Daten so lange aufzubewahren, wie es für die Erreichung des Zwecks (siehe oben: Zweck der Verarbeitungsvorgänge), der die Erhebung und Speicherung der Daten gerechtfertigt hat, erforderlich ist, und zwar für eine Frist von maximal 5 Jahren, die der Verjährungsfrist im Bereich der Provinzialsteuern entspricht. Falls die Verjährung durch eine Handlung unterbrochen wird, wird die 5-Jahres-Frist erneuert, so dass die personenbezogenen Daten maximal 10 Jahre lang aufbewahrt werden dürfen.

Die Daten die nicht mehr zur Erreichung des festgelegten Zwecks verwendet werden, können für die Provinz jedoch noch von verwaltungstechnischem und/oder gerichtlichem Interesse sein, insbesondere im Falle der Verwaltung einer administrativen oder gerichtlichen Streitsache. In diesem Fall werden sie so lange aufbewahrt, wie es für die Untersuchung der betreffenden Streitsache erforderlich ist, und zwar bis zur Entscheidung in letzter Instanz.

Sie können auch aufbewahrt werden, um einer gesetzlichen Verpflichtung nachzukommen. Bestimmte Daten, deren historisches Interesse durch die vom Staatsarchiv herausgegebenen Richtlinien zur Sortierung der Provinzarchive bestätigt wird, können längerfristig aufbewahrt werden.

Die Provinz Lüttich verpflichtet sich, Daten, die nach Ablauf der oben genannten Verjährungsfrist nicht mehr von administrativem Interesse sind, sowohl physisch als auch elektronisch zu löschen, oder nach Abschluss des Verfahrens vor den Gerichten durch ein Urteil oder einen Beschluss in letzter Instanz zu löschen;

- Methode der Datenerhebung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird. Es kann sich um Erklärungen, Stichprobenkontrollen oder eine durch die Verwaltung durchgeführte Bestandsaufnahme handeln. Sie kann auch im Einzelfall festgelegt werden, je nach Art der Steuer und der anzuwendenden Verordnung;
- Datenübermittlung: Die Daten werden nur an Dritte, die vom Gesetz oder aufgrund des Gesetzes zugelassen werden, oder an die vom Verantwortlichen der Datenverarbeitung zu diesem Zweck bevollmächtigten Subunternehmer übermittelt. Letztere werden gemäß Artikel 327 des CIR92 und Artikel 77 §1 des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen übermittelt.

## **KAPITEL II - EINFORDERBARKEIT DER STEUERN**

**Artikel 5** - Die Steuern sind in ihrer Gesamtheit oder nur zur Hälfte einforderbar, je nachdem ob der Besitz, die Benutzung bzw. die Betreibung des steuerpflichtigen Elements im Laufe des ersten oder des zweiten Halbjahrs beginnt.

Wird eine Übertretung festgestellt, ist die Steuer oder die zusätzliche Abgabe immer für das ganze Jahr zu zahlen.

Die Steuer wird nicht für das laufende Jahr geschuldet, wenn der Besitz, die Benutzung bzw. die Betreibung des steuerpflichtigen Elements ab dem 1. Dezember beginnt.

**Artikel 6** - Bei Verkauf oder Abtretung eines steuerpflichtigen Elements kann die für das laufende Jahr bezahlte Steuer auf den Namen des Erwerbers überschrieben werden, sofern dieser dies binnen einem Monat beantragt, und dabei die Quittung vorlegt, die dem Übertragenden ausgestellt wurde.

Solange der Betreiberwechsel nicht gemeldet worden ist, haftet der Übertragende für die Zahlung der Steuer, es sei denn, er hat Beschwerde gegen den Erwerber eingereicht.

**Artikel 7** - Wenn ein in eine niedrigere Kategorie eingestuftes steuerpflichtiges Element im Laufe des Jahres mit einer höheren Abgabe belegt wird, muss zusätzlich zur ersten Steuer die Differenz zwischen beiden Abgaben bezahlt werden. Hierbei werden jedoch die in Artikel 5 der vorliegenden Verordnung aufgeführten Prinzipien angewandt.

**Artikel 8** - Bei Verkauf, Abtretung, Betriebseinstellung, Auflösung oder Übertragung eines besteuerten Elements von einer höheren zu einer niedrigen Kategorie wird weder Erlass noch Ermäßigung gewährt.

**Artikel 9** - Der Steuerpflichtige, der aufgrund des Besitzes, der Benutzung oder der Betreibung desselben steuerpflichtigen Elements eine ähnliche Steuer wie die ihm in der Provinz Lüttich auferlegte Steuer zugunsten einer anderen Provinz bezahlt hat, muss dies gemäß den Bestimmungen der Artikel 10 ff. der vorliegenden Verordnung melden. Er kann aber einen Steuernachlass beantragen, der auf der Grundlage des niedrigeren Steuersatzes errechnet wird. Der Steuernachlass geht zu Lasten der Provinz Lüttich im Verhältnis des Betrags ihrer Steuer zum Gesamtbetrag der beiden Steuern.

Dieser proportionale Steuernachlass wird ebenfalls gewährt, wenn die in der anderen Provinz erhobene Steuer mit der in der Provinz Lüttich festgelegten Steuer übereinstimmt.

## **KAPITEL III - HEBEROLLEN**

**Artikel 10** - Die in den Heberollen eingetragenen Steuern werden im Prinzip infolge einer Bestandsaufnahme festgelegt, die von den Gemeindeverwaltungen anhand von Formularen durchgeführt wird, die die für die Bestandsaufnahme zuständigen Bediensteten der Gemeinde vor dem 31. Januar eines jeden Jahres am Wohnsitz der Steuerpflichtigen aushändigen. Diese Formulare müssen ordnungsgemäß vom Steuerpflichtigen ausgefüllt und unterschrieben und beim für die Bestandsaufnahme zuständigen Bediensteten vor dem 15. Februar eingereicht werden.

Das Erklärungsformular kann auf Anfrage des Steuerpflichtigen vom für die Bestandsaufnahme zuständigen Bediensteten ausgefüllt werden. In diesem Fall muss vor der Unterschrift des Steuerpflichtigen der handgeschriebene Vermerk „*genehmigt*“ stehen.

Falls der Steuerpflichtige nicht unterzeichnen kann, müssen zwei Zeugen das Erklärungsformular unterzeichnen.

**Artikel 11 - §1** - Sieht die Steuerverordnung eine Erklärungspflicht vor, hat die Nichtabgabe dieser Erklärung innerhalb der in vorerwähnter Verordnung festgelegten Frist oder die Abgabe einer falschen, unvollständigen oder ungenauen Erklärung seitens des Steuerpflichtigen die Eintragung der Steuer von Amts wegen in die Heberolle zur Folge.

Bevor die Steuer von Amts wegen veranlagt wird, notifiziert die für die Erstellung der Heberolle zuständige Behörde dem Steuerpflichtigen per Einschreiben die Gründe für die Anwendung dieses Verfahrens, die Elemente, auf denen die Besteuerung basiert, sowie das Verfahren zur Bestimmung dieser Elemente und den Betrag der Steuer.

Der Steuerpflichtige verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Datum der Notifizierung, um seine Bemerkungen schriftlich vorzubringen.

Die Veranlagung der Steuer von Amts wegen kann nur während einer Zeitspanne von drei Jahren ab dem 1. Januar des Steuerjahres rechtsgültig in die Heberollen eingetragen werden. Diese Frist wird um zwei Jahre verlängert, wenn in betrügerischer Absicht oder mit der Absicht zu schaden gegen die Steuerverordnung verstoßen wird.

Die Steuerverordnung kann vorsehen, dass die von Amts wegen in die Heberolle eingetragenen Steuern um einen in der Verordnung festgelegten Betrag, der das Doppelte der geschuldeten Steuer nicht überschreiten darf, erhöht werden. Der Betrag dieser Erhöhung wird ebenfalls in die Heberolle eingetragen.

**§2** - Die in vorliegendem Artikel 11 §1 Absatz 1 erwähnten Verstöße werden durch vereidigte Beamte festgestellt, die von der für die Erstellung der Heberolle zuständigen Behörde eigens dazu bestimmt worden sind. Die von ihnen aufgestellten Protokolle haben Beweiskraft bis zum Beweis des Gegenteils.

**§3** - Jeder Steuerpflichtige ist verpflichtet, auf Ersuchen der Verwaltung und vor Ort alle für die Festlegung der Steuer notwendigen Bücher und Dokumente vorzulegen.

Die Steuerpflichtigen sind ebenfalls verpflichtet, den gemäß §2 der vorliegenden Bestimmung bestimmten Beamten, die im Besitz ihres Benennungsschreibens sind, freien Zugang zu den bebauten oder unbebauten Immobilien zu gewähren, die ein steuerpflichtiges Element bilden oder beinhalten können oder in denen eine steuerpflichtige Tätigkeit ausgeübt wird, um die Besteuerungsgrundlage festzulegen oder zu überprüfen.

Zu bewohnten Gebäuden oder Räumlichkeiten haben diese Beamten jedoch nur Zugang zwischen fünf Uhr morgens und neun Uhr abends, und nur mit der Ermächtigung des Richters des Polizeigerichts.

**Artikel 12** - Von der Erklärung für das laufende Jahr sind diejenigen befreit, die sich in einer Gemeinde niederlassen und den Nachweis erbringen, dass sie für das betreffende Jahr in einer anderen Gemeinde der Provinz Lüttich diese Erklärung abgegeben und die Steuer bezahlt haben. Das gilt auch für die Erben eines Steuerpflichtigen, wenn Letzterer seinen Verpflichtungen nachgekommen ist.

**Artikel 13** - Der Steuerpflichtige, der bei der Verteilung der in obigem Artikel 9 Absatz 1 erwähnten Erklärungsformulare nicht einbezogen worden ist, muss seine Gemeindeverwaltung vor dem 10. Februar davon in Kenntnis setzen.

Ihm wird ein Erklärungsformular ausgehändigt, das dem für die Bestandsaufnahme zuständigen Bediensteten gemäß den Vorschriften von obigem Artikel 10 Absatz 2 für den 15. Februar ausgefüllt und unterzeichnet übergeben werden muss.

Die Bestimmungen von Absatz 3 desselben Artikels finden ebenfalls Anwendung auf diesen Fall.

**Artikel 14** - Die Eigentümer, Besitzer, Arbeitgeber oder Betreiber von steuerpflichtigen Elementen, die sich in mehreren Gemeinden der Provinz Lüttich aufhalten, müssen dies in jeder dieser Gemeinden melden, wobei sie insbesondere auf diesen Umstand hinweisen müssen. Die Steuer wird jedoch in der Gemeinde des Wohnsitzes gezahlt, sofern Letzterer in der Provinz liegt, oder in einer der Gemeinden, die der Steuerpflichtige selbst bestimmt, wenn er außerhalb der Provinz wohnt.

**Artikel 15** - Sobald die Erklärungen, gemäß den Artikeln 10 und 13 vorliegender Verordnung abgegeben worden sind, erstellt das Gemeindegremium ein Verzeichnis, auf dem Name, Vorname, Beruf und Wohnort der Abgeber der Erklärungen in alphabetischer Reihenfolge und die Elemente für die Berechnung der Steuern vermerkt werden.

Dieses Verzeichnis wird dem Provinzkollegium im Hinblick auf die Erstellung der Heberolle für spätestens den 1. März mit sämtlichen Erklärungen übermittelt.

In der Heberolle wird Folgendes angegeben:

10. der Name der Provinz;
11. die Namen, Vornamen oder Gesellschaftsnamen und Adressen der Steuerpflichtigen;
12. das Datum der Verordnung, aufgrund der die Steuer zu entrichten ist;
13. die Bezeichnung, die Besteuerungsgrundlage, der Satz, die Berechnung und der Betrag der Steuer sowie das Rechnungsjahr, auf das sie sich bezieht;
14. die Nummern der Artikel;
15. das Datum der Vollstreckbarerklärung;
16. das Versanddatum;
17. der äußerste Zahlungstermin;
18. die Frist, innerhalb der der Steuerpflichtige einen Widerspruch einreichen kann, und die genaue Adresse der zuständigen Berufungsinstanz (Artikel L3321-4 des KLDD).

**Artikel 16** - Jede Person, die nach der in obigem Artikel 11 erwähnten Bestandsaufnahme Eigentümer, Besitzer, Betreiber bzw. Arbeitgeber von steuerpflichtigen Elementen wird, die Anzahl der ursprünglich angegebenen steuerpflichtigen Elemente erhöht oder sie durch andere Elemente ersetzt, die in eine Kategorie mit höherem Steuersatz fallen, muss die Gemeindeverwaltung innerhalb 15 Tagen davon in Kenntnis setzen.

Eine Erklärung muss auch dann eingereicht werden, wenn die steuerpflichtigen Elemente, deren Eigentümer, Besitzer, Betreiber bzw. Arbeitgeber man wird, bereits in einer anderen Provinz oder vom vorherigen Steuerpflichtigen gemeldet worden sind.

In diesen Fällen kommen die Artikel 6 und 9 vorliegender Verordnung zur Anwendung.

Wenn ein Eigentümer, Besitzer, Betreiber bzw. Arbeitgeber von steuerpflichtigen Elementen den Wohnsitz innerhalb der Provinz wechselt, informiert die Gemeindeverwaltung des vorherigen Wohnsitzes die Gemeinde des neuen Wohnsitzes sowie die Eintreibungsstelle des Provinz darüber. Wenn der betreffende Steuerpflichtige für das laufende Jahr keine Erklärung eingereicht hat, muss er dies innerhalb fünfzehn Tagen bei der Gemeindeverwaltung seines neuen Wohnsitzes nachholen.

**Artikel 17** - Auf Antrag des Erklärenden wird ihm kostenlos ein Auszug aus seiner Erklärung auf ungestempeltem Papier ausgehändigt.

**Artikel 18** - Am 30. Juni und am 30. November eines jeden Jahres erstellen die Gemeindeverwaltungen zusätzliche Verzeichnisse mit den Erklärungen der Steuerpflichtigen, die aus irgendeinem Grund nicht in der ursprünglichen Heberolle aufgeführt waren. Ergänzende Heberollen werden wie ursprüngliche Heberollen aufgestellt, festgestellt, für vollstreckbar erklärt und eingetrieben.

**Artikel 19** - Sobald die sowohl ursprünglichen als auch ergänzenden Heberollen für vollstreckbar erklärt worden sind, werden sie dem Finanzdirektor der Provinz, der mit der Eintreibung beauftragt ist, gegen Empfangsbestätigung übermittelt; dieser sorgt unverzüglich für den Versand der Steuerbescheide.

Dieser Versand erfolgt für den Steuerpflichtigen kostenlos (Artikel L3321-4, des KLDD). Auf dem Steuerbescheid werden das Datum des Versands und die in Artikel 15, Absatz 3 erwähnten Angaben vermerkt.

Dem Steuerbescheid wird eine Zusammenfassung der Verordnung, auf der die Steuer basiert, beigelegt (Artikel L3321-5 des KLDD).

**Artikel 20** - Die in der Heberolle eingetragenen Provinzialsteuern sind binnen zwei Monaten nach Versand des Steuerbescheids zu entrichten.

**Artikel 21** - Die zur Aufstellung und zur Eintreibung der Steuern nötigen Vordrucke gehen zu Lasten der Provinz und müssen von dieser zur Verfügung gestellt werden.

## **KAPITEL IV - WIDERSPRÜCHE**

**Artikel 22.** - Mit Ausnahme der provinziellen Zuschlagshundertstel auf Staatsteuern, die denselben Bestimmungen wie die Hauptsteuer unterliegen, müssen Widersprüche gegen Provinzialsteuern zur Vermeidung des Verfalls beim Provinzkollegium eingereicht werden, das als Verwaltungsbehörde handelt.

Widersprüche gegen die Provinzialsteuern erfolgen gemäß den Bestimmungen der Artikel L3321-9 bis L3321-11 des KLDD sowie in Anwendung des Artikels L33321-4 desselben Kodex.

Zur Vermeidung des Rechtsverlusts müssen die Widersprüche binnen eines Jahres ab dem dritten Werktag nach dem Versand des Steuerbescheids, der die Widerspruchsfrist angibt, vom Steuerpflichtigen sowie von seinem Ehepartner, auf dessen Vermögen die Steuer eingetrieben wird, gegen eine Provinzialsteuer bei der für die Annahme der Beschwerde zuständigen Instanz eingereicht werden.

Gesamtschuldner können auch gegen die Steuer, für die sie gesamtschuldnerisch haften, Widerspruch einlegen.

Der Widerspruch kann auch von einem Bevollmächtigten eingereicht werden, sofern der Verwaltung ein Nachweis über die Bevollmächtigung vorgelegt wird, es sei denn, der Bevollmächtigte ist ein Rechtsanwalt.

Unabhängig davon, ob der Widerspruch per Einschreiben oder einfachem Brief eingereicht wird, gilt das Datum des Poststempels auf dem Versandnachweis des Einschreibens oder auf dem Umschlag der einfachen Sendung als Datum der Einreichung.

Wird der Widerspruch bei der zuständigen Behörde oder dem von ihr eigens dazu bestimmten Organ gegen Empfangsbestätigung eingereicht, so gilt das Datum auf der Empfangsbestätigung.

**Artikel 23.** - Der beim Provinzkollegium eingereichte Widerspruch gegen eine Provinzialsteuer ist die obligatorische Voraussetzung, die den Rechtsweg zulässig macht.

Diese obligatorische Voraussetzung ist unabhängig von der Art der gegen die angefochtene Abgabe vorgebrachten Beschwerdepunkte notwendig.

Abgesehen von der Unzulässigkeit des nicht fristgerecht eingereichten Widerspruchs wird dem Steuerzahler, der diesen Verwaltungswiderspruch nicht beim Provinzkollegium eingereicht hat, somit auch die Möglichkeit genommen, seinen Rechtsstreit vor Gericht zu bringen, obwohl dieses allein für die Prüfung der Widersprüche zur Rechtmäßigkeit der Steuerverordnung, auf der die Besteuerung beruht, zuständig ist.

**Artikel 24.** - Die im Rahmen dieser Steuerstreitigkeit zu befolgenden Verfahrensregeln sind im Königlichen Erlass vom 12. April 1999 festgehalten, welcher das Verfahren vor dem Gouverneur oder vor dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium in Sachen Widersprüche gegen eine Provinzial- oder Gemeindesteuer festlegt.

Der Widerspruch muss zur Vermeidung der Nichtigkeit schriftlich bei der zuständigen Behörde eingereicht werden.

Er ist zu datieren und vom Widerspruchsführer oder von seinem Vertreter zu unterzeichnen.

Müssen vermerkt werden:

1° Name, Eigenschaft, Adresse oder Sozialsitz des Steuerpflichtigen, zu dessen Lasten die Steuer festgelegt worden ist;

2° der Gegenstand des Widerspruchs und seine Begründung.

Der schriftliche Widerspruch ist ein Verfahrensakt, der die Elemente enthalten muss, aus denen sich seine Gültigkeit ergibt. Um gültig zu sein, muss der Widerspruch unterschrieben sein. Die Unterschrift ist ein wesentlicher Bestandteil des Widerspruchs.

Im Falle einer Unregelmäßigkeit kann er nach Ablauf der Widerspruchsfrist nicht mehr korrigiert werden, da diese die öffentliche Ordnung betrifft. Er kann nur durch Unterzeichnung des Widerspruchs innerhalb der Widerspruchsfrist oder durch Einreichung eines neuen und unterzeichneten Widerspruchs innerhalb der Widerspruchsfrist behoben werden.

Der Widerspruch muss begründet werden, d. h. er muss die rechtlichen und tatsächlichen Argumente enthalten, die der Steuerpflichtige zur Stützung seiner Ansprüche vorbringt.

Ein nicht begründeter Widerspruch ist unzulässig.

Die zuständige Behörde oder das von ihr eigens dazu bestimmte Organ bescheinigt den Empfang des Widerspruchs schriftlich binnen acht Tagen nach ihrem Versand.

Der Widerspruch kann auch bei der zuständigen Behörde oder dem von ihr eigens zu diesem Zweck benannten Organ gegen Empfangsbestätigung eingereicht werden.

**Artikel 25** - Der Widerspruchsführer hat die Zahlung der Steuer nicht nachzuweisen.

**Artikel 26.** - Aus dem Statut des Provinzkollegiums als Verwaltungsbehörde ergibt sich Folgendes:

- Das Kollegium muss lediglich prüfen, ob die individuelle Besteuerung mit den Gesetzen, den Steuerverordnungen der Provinz, dann mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 und schließlich mit allen anderen normativen Bestimmungen, die die lokale Verwaltung einhalten muss, übereinstimmt;
- Das Kollegium muss die Genauigkeit des vom Steuerpflichtigen geforderten Betrags überprüfen;
- Das Kollegium darf hingegen nicht die Übereinstimmung der Provinzialsteuerverordnung selbst mit allen Gesetzen, Dekreten, Verordnungen, Provinzial- und Gemeindevorschriften überprüfen.

**Artikel 27** - Gegen den Beschluss des Provinzkollegiums kann Widerspruch vor dem Gericht Erster Instanz, in dessen Amtsbereich die Steuer festgelegt worden ist, eingereicht werden. Die Entscheidung, die die zuständige Behörde dem Widerspruchsführer sowie gegebenenfalls seinem Vertreter per Einschreiben zustellt, enthält:

- die möglichen Rechtsbehelfe;
- die zuständigen Instanzen;
- die einzuhaltenden Formen und Fristen.

In Ermangelung einer Entscheidung der zuständigen Provinzbehörde gilt der Anspruch als begründet.

Die Artikel 1385*decies* und 1385*undecies* des Gerichtsgesetzbuches sind für diese Angelegenheiten anwendbar.

Das Gesuch muss spätestens drei Monate nach der Notifizierung der Entscheidung über den Verwaltungswiderspruch eingereicht werden, ansonsten ist es verwirkt.

In diesem Fall kann das Gesuch frühestens sechs Monate nach dem Datum des Eingangs des Verwaltungswiderspruchs eingereicht werden, falls über den Widerspruch nicht entschieden wurde. Diese Frist von sechs Monaten wird um drei Monate verlängert, wenn die angefochtene Besteuerung von der Verwaltung von Amts wegen festgelegt wurde.

Gegen das Urteil des Gerichts Erster Instanz kann Widerspruch eingelegt oder Rechtsmittel eingeleitet werden.

Gegen den Entscheid des Appellationshofs kann eine Kassationsbeschwerde eingereicht werden.

**Artikel 28** - Das Provinzkollegium gewährt von Amts wegen die Befreiung von Steuern, die aus sachlichen Fehlern entstanden sind.

Der Steuerpflichtige kann also auch einen Antrag auf Nachlass von Amts wegen stellen, wenn er der Meinung ist, dass die überhöhte Steuer hervorgeht aus:

- einem materiellen Irrtum;
- einer Doppelbesteuerung;
- Neuen Fakten, deren verspätete Vorlage oder Anführung durch den Steuerschuldner auf rechtmäßigen Gründen beruht.

Der in Artikel 376 §1 des Einkommensteuergesetzes erwähnte materielle Irrtum besteht aus einem Tatsachenirrtum, d. h. einem versehentlich begangenen Fehler, der zur Folge hat, dass dem Beitrag die Rechtsgrundlage fehlt. Er ist unabhängig von der Einwirkung des Verstands oder des Willens des Steuerpflichtigen oder des Steuerbeamten sowie von dessen Einschätzung. Er besteht aus Rechenfehlern, Schreibfehlern oder anderen groben Fehlern, die außerhalb jeder rechtlichen Beurteilung der Steuerbarkeit des Steuerpflichtigen oder der Ermittlung der Steuerbemessungsgrundlage liegen.



Somit ist ein materieller Fehler im Sinne des Gesetzes ein Fehler, dessen Ursprung in der Nachlässigkeit, Ablenkung oder Unachtsamkeit des Steuerbeamten oder des Steuerpflichtigen liegt.

Der materielle Fehler darf daher nicht mit einem Rechtsfehler verwechselt werden, der – absichtlich oder aus Unkenntnis – eine unrichtige Auslegung oder Beurteilung des Steuergesetzes voraussetzt.

**N°89 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES**

*Perception des taxes provinciales pour l'année 2024 – Résolution fixant le taux des centimes additionnels au précompte immobilier.*

***Résolution du Conseil provincial du 9 novembre 2023 qui n'a appelé aucune mesure de tutelle de la part de la Région wallonne (dépêche ministérielle du 18/12/2023).***

**RÉSOLUTION****CENTIMES ADDITIONNELS PROVINCIAUX AU PRÉCOMPTE IMMOBILIER POUR 2024**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), plus spécialement en ses articles L2212-32, L2212-51, §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2, 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, applicable pour le précompte immobilier ;

Vu le Décret wallon du 17 décembre 2020 portant les adaptations législatives en vue de la reprise du service du précompte immobilier par la Région wallonne en lieu et place du décret wallon du 28 novembre 2019 ratifiant la décision du report du transfert à la Région wallonne du service du précompte immobilier, devenu obsolète ;

Vu les dispositions du titre VII, Chapitres 1, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus et les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu la loi du 19 avril 2014 modifiant le Code des Impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne l'établissement de taxes additionnelles sur des impôts régionaux ;

Vu la circulaire budgétaire et fiscale du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, non datée, communiquée aux autorités provinciales le 21 août 2023, et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2024, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale ;

Vu la communication du dossier faite à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 2 octobre 2023, en vue d'obtenir son avis conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, en date du 3 *ditto*, tel que joint en annexe ;

Considérant que, pour l'exercice 2023, le taux fixé pour les centimes additionnels au précompte immobilier, adopté par sa résolution du 10 novembre 2022, et qui n'a appelé aucune mesure de tutelle de la part de la Région wallonne (dépêche ministérielle du 14 décembre 2022), ne doit faire l'objet d'aucune modification pour 2024, hormis au sein du préambule ci-dessus, comme précisé par ladite dépêche ;

Considérant que le recouvrement de cette taxe sera effectué par le Service public de Wallonie, comme le prescrit le Décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes ;

Attendu que le taux des centimes additionnels au précompte immobilier fixé par la Province de Liège (1750) est supérieur à celui recommandé par la circulaire de la Région wallonne (1.500) relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour 2024 ;

Attendu toutefois que divers arguments plaident pour le maintien du taux de 1.750 centimes additionnels en ce qu'il tend à assurer à la Province de Liège les moyens financiers indispensables au développement et à la poursuite de ses politiques ;

Que ces arguments sont repris ci-après ;

Attendu que divers arguments plaident en effet pour le maintien du taux de **1.750 centimes additionnels** dans le but d'assurer, à la Province de Liège, les moyens financiers indispensables au développement et à la poursuite de ses politiques ;

Que celles-ci sont constituées des objectifs fondamentaux repris ci-après, fournis par la **DGIdd** ;

- Des projets d'envergure ont été mis en œuvre, tels que :
  - la finalisation des restaurations des parties classées du château de Jehay pour un montant de 8.770.131,91 € ainsi que la consolidation des parties intérieures de l'édifice pour un montant de 1.336.548,06 € ;
  - la finalisation de la construction du centre de formation à Amay pour un montant global de 5.401.302 € (3.890.345 € pour la partie bâtiment et 1.510.957 € pour l'aménagement des abords) ;
  - la finalisation du chantier de construction du Pôle des Savoirs pour un montant de total 47.856.810,47 € comprenant la construction du bâtiment et l'équipement intérieur ;
  - L'aménagement d'un centre d'hébergement à Vieuxville pour un montant de 1.748.056,68 € ;
  - L'aménagement du site de Saint-Laurent pour y installer les services de la santé et du social pour un montant de 2.434.668 € ;
  - La mise en valeur du puits au château de Logne pour un montant de 431.042 € ;
  - Des travaux sur les cours d'eau de deuxième catégorie pour un montant de plus d'un million d'euros ;
  - La réaffectation du bâtiment Darchis en site scolaire pour un montant de 457.014 € ;
  - La réalisation d'un accès PMR et le reconditionnement du hall d'entrée à l'internat de Seraing pour un montant de 387.990 € ;
  - La construction d'un bâtiment abritant des kots pour étudiants pour un montant de 1.126.122 € ;
  - L'aménagement du Centre de Traitement du Linge de la Province de Liège et la construction d'un hall de stockage de papier aux Hauts-Sarts pour un montant de 2.308.026 € ;
  - La rénovation des façades vitrées des cages d'escalier de l'IPES Verviers pour un montant de 405.512 € ;
  - L'aménagement d'un centre PSE sur le site de Saint-Laurent pour un montant de 1.133.948 € ;
  - Des travaux divers pour l'amélioration, la préservation et l'efficacité énergétique des infrastructures provinciales pour un montant de 12.000.000 €.
- Et, dans le futur :
  - Des travaux de restauration des corniches et la remise en état de la voie d'aménée au Domaine de Wégimont (estimation : 496.349 €) ;
  - Le remplacement du liner de l'ensemble des bassins du Domaine de Wégimont (estimation 380.000 €) ;
  - Les travaux de sécurité sur différentes façades 500.000,00 € ;
  - La construction d'une nouvelle école sur le site du Parc des Marêts à Seraing pour un montant estimé de 12.650.000 € permettant une rationalisation immobilière ;
  - La construction d'une nouvelle école sur le site de l'EP Huy pour un montant estimé de 6.555.000 € permettant une rationalisation immobilière ;
  - La télégestion des capteurs d'énergie (170.000 €) ;
  - La poursuite de l'aménagement du site de Saint-Laurent pour y installer les services de la santé et du social pour un montant estimé de 2.500.000 € ;
  - La rénovation de l'espace culturel du hall Kurth et l'amélioration de l'efficacité énergétique (3.205.000 €) ;
  - La poursuite de la restauration du Château de Jehay pour un montant de 1.920.000,00 € ;
  - Des travaux sur les cours d'eau de deuxième catégorie pour un montant de 866.000 € ;
  - L'aménagement du site du CPFAR pour un montant de 730.000 € ;

- L'aménagement de nouveaux bureaux et laboratoires sur le site d'Argenteau pour un montant de 620.000 € ;
- La poursuite de l'aménagement de l'Internat de Verviers pour un montant de 1.000.000 € ;
- La rénovation de la toiture de la crèche Hulloos pour un montant de 600.000 € ;
- La mise en conformité d'installations électrique et de détection incendie à Huy et Waremme (estimation 477.000 €) ;
- Plan de relance (fiche 319) pour l'augmentation de la résilience de nos cours d'eau pour plus de 15.000.000 €.

Attendu qu'à cette énumération, s'ajoute la construction, déjà évoquée, mais aussi des travaux d'entretien et de pérennisation du parc immobilier provincial, pour un montant approximatif de +/- 12 millions d'euros.

Qu'il faut également prendre en considération :

- Le développement du partenariat avec les pouvoirs locaux, notamment par l'intensification de la formation continue du personnel ;
- Le maintien de l'emploi avec un niveau statutaire élevé ;
- Une diminution généralisée des recettes escomptées au regard de l'augmentation des dépenses provinciales, à la suite de :

1. La diminution de la dotation du fonds des Provinces ;
2. Le financement partiel des zones de secours imposé par la Région wallonne ;
3. La suppression de nombreuses taxes depuis la décision régionale liée à la paix et au gel fiscaux, engagée depuis 1998, ce qui la prive d'une partie de ses ressources financières ;
4. L'indexation des salaires du personnel provincial : 5 index en 2022, 2 prévus en 2023, ce qui implique que la base pour 2024 (index 2024) tient déjà compte d'une augmentation de 14% par rapport à l'initial 2022.

Attendu en outre que la perception des centimes additionnels au précompte immobilier peut être affectée, selon les exercices, de dégrèvements conséquents ;

Que, pour l'exercice 2024, des dégrèvements liés aux CAPI doivent aussi être pris en considération ;

Qu'il est en effet à craindre qu'au vu du contexte économique, le rendement des centimes additionnels soit impacté dans le futur ;

Qu'il convient donc d'être prudent, de mauvaises surprises à ce niveau étant toujours possibles ;

Attendu que, cette année encore, la Province de Liège confirme sa volonté de respecter le principe du gel fiscal et ce, depuis 2013, puisque aucune nouvelle taxe n'a été levée et que les taux de celles en vigueur restent inchangés ;

Attendu, par ailleurs, qu'il est évident également que l'augmentation des dépenses provinciales liées au contexte général a un impact important sur les dépenses de personnel, de fonctionnement et surtout d'énergie dans la conjoncture actuelle ;

Attendu *in fine*, qu'il y a lieu d'indiquer que la délibération portant le taux des centimes additionnels au PRI n'a, les années précédentes, fait l'objet d'aucune mesure de tutelle ;

Que, depuis 1994, la Province de Liège a en outre procédé à la suppression de nombreuses taxes la privant d'une partie de ses ressources financières ;

Attendu, par conséquent, que le maintien du taux actuel trouve sa justification dans la nécessité de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2024 ;

Sur proposition du Collège provincial,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>.** – II est établi au profit de la Province de Liège 1750 centimes additionnels au précompte immobilier pour 2024.

**Article 2.** – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**Article 3.** – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultats du vote :

- Nombre de votants : 50
- Vote(nt) pour : PS(17) - MR(14) : 31
- Vote(nt) contre : Ecolo(9) - PTB(4) - LES ENGAGÉS-CS P(6) : 19
- S'abstienne(nt) : —
- Unanimité.

En séance à Liège, le 9 novembre 2023.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Pierre BROOZE

Le Président,

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ  
en séance publique du

09 NOV. 2023

**BESCHLUSS****ZUSCHLAGHUNDERTSTEL AUF DEN  
IMMOBILIENSTEUERVORABZUG ZUGUNSTEN DER  
PROVINZ FÜR DAS JAHR 2024**

DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT,

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, das für den Immobilienvorabzug anwendbar ist;

Aufgrund des wallonischen Dekrets vom 17. Dezember 2020 betreffend die gesetzlichen Anpassungen im Hinblick auf die Übernahme des Dienstes für den Immobilienvorabzug auf die Wallonische Region anstelle des obsolet gewordenen wallonischen Dekrets vom 28. November 2019 zur Ratifizierung des Beschlusses, die Übertragung des Dienstes für den Immobilienvorabzug auf die Wallonische Region zu vertagen;

Aufgrund der Bestimmungen von Titel VII, Kapitel 1, 3, 4, 7 bis 10 des Einkommensteuergesetzbuches und der Artikel 126 bis 175 des Ausführungserlasses dieses Gesetzbuches;

Aufgrund des Gesetzes vom 19. April 2014 zur Abänderung des Einkommensgesetzbuches 1992 hinsichtlich der Zusatzsteuern auf regionale Steuern;

Aufgrund des nicht datierten Haushalts- und Steuerrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region, das den Behörden am 21. August 2023 übermittelt wurde und die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2024 betrifft, insbesondere in seinem Teil, der sich auf die Besteuerung der Provinzen bezieht;

Aufgrund der Übermittlung des Dossiers an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 2. Oktober 2023, um seine Zustimmung gemäß Artikel L2212-55, §2, 8° des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 3. Oktober 2023;

In der Erwägung, dass für das Jahr 2023 der für die Zuschlagshundertstel auf den Immobilienvorabzug festgelegte Betrag, der durch den Beschluss vom 10. November 2022 angenommen wurde und keine Maßnahme der Aufsichtsbehörde seitens der Wallonischen Region hervorgerufen hat (ministerielle Mitteilung vom 14. Dezember 2022), für 2024 nicht abgeändert werden muss, abgesehen von der vorgehenden Präambel, wie in der der genannten Mitteilung angegeben;

In der Erwägung, dass die Beitreibung dieser Steuer durch den öffentlichen Dienst der Wallonie erfolgt, wie es das Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben vorschreibt;

In der Erwägung, dass der von der Provinz Lüttich festgesetzte Satz der Zuschlagshundertstel auf den Immobilienvorabzug (1.750) höher ist als der durch das Rundschreiben der Wallonischen Region über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2024 empfohlene (1.500);

In der Erwägung, dass jedoch verschiedene Argumente für die Beibehaltung des Satzes von 1.750 Zuschlagshundertstel sprechen, da er dazu beiträgt, dass die Provinz Lüttich über die für die Entwicklung und Fortbestand ihrer Politiken erforderlichen finanziellen Mittel verfügt;

Dass diese Argumente im Folgenden dargelegt werden.

In der Erwägung, dass verschiedene Argumente für die Beibehaltung des Satzes von **1.750 Zuschlagshundertstel** sprechen, da er dazu beiträgt, dass die Provinz Lüttich über die für die Entwicklung und Fortbestand ihrer Politiken erforderlichen finanziellen Mittel verfügt;

Dass diese aus den folgenden grundlegenden Zielen bestehen, die von der **DGIDD** (Generaldirektion für Infrastruktur und nachhaltige Entwicklung) vorgegeben werden.

✚ Es wurden große Projekte umgesetzt, so wie:

- Der Abschluss der Restaurierung der denkmalgeschützten Teile des Schlosses Jehay für einen Betrag von 8.770.131,91 € sowie die Konsolidierung der inneren Teile des Gebäudes für einen Betrag von 1.336.548,06 €;
- Die Fertigstellung des Baus des Ausbildungszentrums in Amay für einen Gesamtbetrag von 5.401.302 € (3.890.345 € für den Gebäudeteil und 1.510.957 € für die Gestaltung der Umgebung);
- Die Fertigstellung des Baus des Wissenszentrums für einen Gesamtbetrag von 47.856.810,47 €, der den Bau des Gebäudes und die Innenausstattung umfasst;
- Die Einrichtung einer Unterkunft in Vieuxville für einen Betrag von 1.748.056,68 €.
- Die Einrichtung des Standorts Saint-Laurent zur Unterbringung der Gesundheits- und Sozialdienste für einen Betrag von 2.434.668 €;
- Die Aufwertung des Brunnens an der Burg von Logne für 431.042 €;
- Arbeiten an Flüssen der zweiten Kategorie im Wert von über einer Million Euro;
- Die Neuausrichtung des Darchis-Gebäudes als Schulstandort für 457.014 €;
- Die Gestaltung eines barrierefreien Zugangs und die Sanierung der Eingangshalle des Internats in Seraing für einen Betrag von 387.990 €;
- Bau eines Gebäudes für Studentenwohnungen für einen Betrag von 1.126.122 €;
- Die Einrichtung des Wäscheaufbereitungszentrums der Provinz Lüttich und der Bau einer Papierlagerhalle in Hauts-Sarts für einen Betrag von 2.308.026 €;
- Die Renovierung der Glasfassaden der Treppenhäuser des IPES Verviers für einen Betrag von 405.512 €;
- Die Einrichtung eines Gesundheitsförderungszentrums (PSE) am Standort Saint-Laurent für einen Betrag von 1.133.948 €;
- Verschiedene Arbeiten zur Verbesserung, Erhaltung und Energieeffizienz der Provinzinfrastrukturen für einen Betrag von 12.000.000 €;

✚ Und in der Zukunft:

- Restaurierungsarbeiten an den Vorsprüngen und die Instandsetzung des Zufahrtswegs zur Domäne Wégimont (Schätzung: 496.349 €)
- Der Austausch der Folie in allen Becken der Domäne Wégimont (Schätzung 380.000 €)
- Die Sicherheitsarbeiten an verschiedenen Fassaden 500.000,00 €;
- Der Bau einer neuen Schule am Standort Parc des Marêts in Seraing für einen geschätzten Betrag von 12.650.000 €, der eine Rationalisierung der Immobilien ermöglicht;
- Der Bau einer neuen Schule am Standort des EP Huy für einen geschätzten Betrag von 6.555.000 €, der eine Rationalisierung der Immobilien ermöglicht;
- Die Fernverwaltung der Energiesensoren (170.000 €);
- Die Fortsetzung der Einrichtung des Standorts Saint-Laurent zur Unterbringung der Gesundheits- und Sozialdienste für einen geschätzten Betrag von 2.500.000 €;
- Die Renovierung des Kulturraums des Kurth-Saals und die Verbesserung der Energieeffizienz (3.205.000 €);
- Die Fortsetzung der Restaurierung des Schloss Jehay für einen Betrag von 1.920.000,00 €;
- Arbeiten an Wasserläufen der zweiten Kategorie für einen Betrag von 866.000 €;
- Die Einrichtung des Standorts des CPFAR für einen Betrag von 730.000 €;
- Die Einrichtung neuer Büro- und Laborräume am Standort Argenteau für einen Betrag von 620.000 €;
- Die Fortsetzung der Einrichtung des Internats in Verviers für einen Betrag von 1.000.000 €;
- Die Renovierung des Daches der Kinderkrippe Hullos für einen Betrag von 600.000 €;
- Die Anpassung der elektrischen Anlagen und der Brandmeldeanlagen in Huy und Waremme (Schätzung 477.000 €);
- Das Wiederaufbauprogramm (Blatt 319) zur Erhöhung der Belastbarkeit unserer Wasserläufe für einen Betrag von über 15.000.000 €.

In der Erwägung, dass dieser Aufzählung der bereits erwähnte Bau, aber auch Instandhaltungs- und Nachhaltigkeitsarbeiten am Gebäudebestand der Provinz hinzuzufügen sind, die sich ungefähr auf +/- 12 Mio. € belaufen.

Dass Folgendes ebenfalls zu berücksichtigen ist:

- Der Ausbau der Partnerschaft mit den lokalen Behörden, insbesondere durch die Intensivierung der Weiterbildung des Personals;
- Die Aufrechterhaltung der Beschäftigung mit einem hohen Niveau an Statutaren;
- Ein allgemeiner Rückgang der erwarteten Einnahmen angesichts steigender Ausgaben der Provinz als Folge der:
  1. Senkung der Dotation des Fonds der Provinzen;
  2. von der wallonischen Region auferlegten Teilfinanzierung der Hilfeleistungszonen;
  3. Die Abschaffung zahlreicher Steuern seit dem regionalen Beschluss im Zusammenhang mit dem Steuerfrieden und -stopp, der 1998 eingeführt wurde, wodurch ihr ein Teil ihrer finanziellen Ressourcen entzogen wird;
  4. Die Indexierung der Gehälter des Provinzpersonals: 5 Indexierungen im Jahr 2022, 2 geplant für 2023, wodurch die Grundlage für 2024 (Index



2024) bereits einen Anstieg von 14% im Vergleich zum Ausgangswert 2022 berücksichtigt.

In der Erwägung, dass außerdem die Erhebung von Zuschlag Hundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug je nach Steuerjahr durch erhebliche Nachlässe beeinflusst werden kann;

Dass für das Haushaltsjahr 2024 auch Entlastungen im Zusammenhang mit den Zuschlag Hundertsteln auf den Immobilienvorabzug berücksichtigt werden müssen;  
Dass tatsächlich zu befürchten ist, dass angesichts des wirtschaftlichen Kontextes der Ertrag der Zuschlag Hundertstel in Zukunft geschwächt wird;  
Dass Vorsicht also angebracht ist, da unangenehme Überraschungen auf dieser Ebene immer möglich sind;

In der Erwägung, dass die Provinz Lüttich auch in diesem Jahr ihre Bereitschaft bekräftigt, den Grundsatz des Steuerstopps zu respektieren, und zwar seit 2013, da keine neue Steuer erhoben wurde und die Sätze der geltenden Steuern unverändert bleiben;

In der Erwägung, dass es außerdem auch deutlich ist, dass der Anstieg der Provinzausgaben im Zusammenhang mit dem allgemeinen Kontext einen großen Einfluss auf die Personal-, Betriebs- und vor allem die Energieausgaben in der aktuellen Konjunktur hat;

In der Erwägung, dass schließlich zu erwähnen ist, dass der Beschluss über die Höhe des Zuschlag Hundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug in den vergangenen Jahren nicht Gegenstand einer Maßnahme der Aufsichtsbehörde gewesen ist;  
Dass die Provinz Lüttich seit 1994 zahlreiche Steuern abgeschafft hat, wodurch ihr ein Teil ihrer Finanzmittel entzogen wurde;

In der Erwägung, dass demnach die Beibehaltung des derzeitigen Satzes durch die Notwendigkeit gerechtfertigt ist, die Mittel und Wege für den Haushalt der Provinz für das Jahr 2024 bereitzustellen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

### **BESCHLIESST:**

**Artikel 1** - Zugunsten der Provinz Lüttich werden für das Jahr 2024 1.750 Zuschlag Hundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug erhoben.

**Artikel 2** - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

**Artikel 3** - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

#### Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIG

Sitzung vom 9. November 2023 in LÜTTICH.

Für den Provinzialrat:

Der Generaldirektor der Provinz,

Der Präsident,

Pierre BROOZE

Jean-Claude JADOT

**N°90 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES**

*Perception des taxes provinciales pour l'année 2024 – Règlement relatif à la taxe sur les dépôts de mitrilles et de véhicules hors d'usage.*

***Résolution du Conseil provincial du 9 novembre 2023 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2023.***

**RÉSOLUTION****TAXE SUR LES DÉPÔTS DE MITRAILLES ET DE VÉHICULES HORS D'USAGE 2024**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, spécialement en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code judiciaire, en ses articles 1385decies 1385undecies ;

Vu l'article 414 du Code des Impôts sur le revenu, CIR'92 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (CDLD en abrégé), plus spécialement en ses articles L2212-22, L2212-32, L2212-51, §5, L2212-65, 62, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1, §2, 3°, L3321-1 à L3321-12 ;

Vu la Loi du 20 novembre 2022 (M.B. 30.11.2022) portant des dispositions fiscales et financières diverses ;

Vu le décret budgétaire du 17 décembre 2020, modifié par les décrets budgétaires du 22 décembre 2021 et 14 décembre 2022, afin de transposer au niveau régional les articles 13 et 14 du Code de Recouvrement amiable et forcé, relatifs au recouvrement de créances ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu le règlement général relatif à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la circulaire budgétaire non datée, envoyée le 21 août 2023, du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2024, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes ;

Vu le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales ;

Vu la communication du dossier de la cause à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 2 octobre 2023, en vue d'obtenir son avis de légalité, conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, le 3 *dito*, tel que joint en annexe à la présente résolution ;

Attendu que le règlement-taxe 2023 sur les dépôts de mitrilles et de véhicules hors d'usage, adopté par sa résolution du 10 novembre 2022, a été approuvé, sans remarque, par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne en date du 14 décembre 2022;

Attendu que ce règlement ne doit faire l'objet d'aucune modification pour l'exercice 2024, hormis en ce qui concerne les données à caractère personnel dans le respect du RGPD ;

Attendu pour le surplus que relativement à la taxe sur les dépôts de mitrilles et véhicules hors d'usage, les taux de la taxe appliqués par la Province de Liège sont nettement inférieurs aux taux recommandés par la circulaire ;

Attendu que le seul cas d'espace ne respectant pas la limitation, est celui du dépôt d'une superficie égale ou inférieure à 55 m<sup>2</sup> ;

Que force est donc de constater le caractère purement marginal de cette exception ne remettant nullement en cause les principes servant de fondements à la teneur et aux prescriptions du texte réglementaire de l'espèce ;

Attendu que le taux fixé par ce règlement fiscal remonte à 1994 et que la seule adaptation depuis cette date résulte du passage à l'euro avec arrondi à l'unité inférieure ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2024;

Sur proposition du Collège provincial,

### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>.** – Le règlement portant la taxe provinciale 2024 sur les dépôts de mitrailles et de véhicules hors d'usage, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

**Article 2.** – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**Article 3.** – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

#### Résultats du vote :

- Nombre de votants : 50
- Vote(nt) pour : PS (17) - MR (14) - LES ENGAGÉS-CSP (6) : 37
- Vote(nt) contre : Ecolo (9) - PTB (4) : 13
- S'abstienne(nt) : /
- Unanimité.

En séance à Liège, le 9 novembre 2023.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Pierre BROOZE

Le Président,

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ  
en séance publique du

09 NOV. 2023

**EXERCICE 2024**  
**REGLEMENT RELATIF À LA TAXE PROVINCIALE SUR LES**  
**DÉPÔTS DE MITRAILLES ET DE VÉHICULES HORS D'USAGE**

**Article 1<sup>er</sup>**- Il est établi, au profit de la Province de Liège, une taxe annuelle sur les dépôts de mitrailles et de véhicules hors d'usage, installés en plein air sur son territoire et visibles des routes et chemins accessibles au public.

Par dépôt, il faut entendre le lieu où l'on dépose des mitrailles et des véhicules hors d'usage.

Par véhicule hors d'usage, il faut entendre tout véhicule automobile ou autre qui, par suite de l'enlèvement ou de la détérioration d'une pièce quelconque, se trouve hors d'état de marche, même s'il peut ultérieurement faire l'objet d'une réparation.

**Article 2** - La taxe est due par le propriétaire des marchandises et des véhicules entreposés, quelle que soit leur importance, même si le dépôt n'a pas été autorisé en application de la réglementation en vigueur pour les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Le propriétaire du terrain sur lequel un dépôt semblable est installé, est solidairement redevable de la taxe.

**Article 3** - La taxe sur les dépôts de mitrailles et de véhicules hors d'usage, est fixée comme suit, en fonction de la superficie totale du terrain sur lequel le dépôt est établi :

- jusqu'à 5 ares ..... 445 euros,
- plus de 5 ares jusqu'à 10 ares ..... 890 euros,
- plus de 10 ares jusqu'à 20 ares .... 1.190 euros,
- plus de 20 ares jusqu'à 50 ares .... 1.490 euros,
- plus de 50 ares jusqu'à 100 ares ... 1.980 euros,
- plus de 100 ares ..... 2.480 euros,

Si, dans le courant de l'année, un exploitant crée un nouveau dépôt, il est tenu d'en faire spontanément la déclaration auprès de l'administration provinciale – Impositions provinciales - 4000 LIEGE.

Cette déclaration spontanée doit être effectuée dans les quinze jours calendrier suivant la création de ce nouveau dépôt.

**Article 4** - Exonération de la taxe

La taxe n'est pas due si le dépôt est complètement invisible de tout point des routes visées à l'article premier ci-dessus :

- Soit par le fait de sa situation ;
- Soit par le fait d'être entouré de murs, haies ou autres moyens de camouflage d'une hauteur suffisante à la rendre complètement invisible.

Les dépôts dans les enceintes des installations portuaires ou ferroviaires sont exonérés de la présente taxe.

**Article 5** - Le montant de la taxe doit être payé au compte de la Province prévu à cet effet.

**Article 6**

§1. A défaut du paiement de l'intégralité de la taxe dans le délai imparti, le redevable recevra successivement deux courriers de rappel simple, sans frais. Il recevra ensuite une sommation de paiement, par voie recommandée dont le coût sera à sa charge.

Ces frais seront recouverts par un dispositif d'extrait de rôle.

Cette sommation constitue le rappel visé aux dispositions *ad hoc* du Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF), entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

§2. La sommation de paiement, adressée au redevable, ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours calendrier à compter du 1<sup>er</sup> jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle.

Cette sommation de payer n'a d'effet qu'à partir du 3<sup>ème</sup> jour ouvrable qui suit la date de son envoi au redevable.

La sommation de payer vaut mise en demeure. Elle fait donc courir les intérêts de retard calculés au taux légal, par application de l'article 14, du CRAF.

§ 3. A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la Province. Le taux des intérêts de retard sera calculé par application de l'article 414, du CIR92.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Collège provincial.

Le directeur financier doit dès lors réclamer le paiement des intérêts sauf si ledit Collège adopte une décision motivée au cas par cas.

§ 4. La première mesure d'exécution ne peut être mise en œuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du rappel au redevable.

Constitue une voie d'exécution au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les voies d'exécution visées à la cinquième partie, Titre III du Code judiciaire.

**Article 7 –**

§1. Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y relatifs.

§2. Concernant les données à caractère personnel dans le respect du RGPD, le redevable concerné est informé de l'utilisation de ses données de la manière suivante :

- Responsable de traitement : la Province de LIEGE ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;

- Durée de conservation : Par application du règlement 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et de la loi du 30 juillet 2018, relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données personnelles ne peuvent être conservées au-delà du temps nécessaire au traitement pour lequel elles ont été collectées.
- La Province de LIEGE s'engage donc à conserver celles-ci pour la durée nécessaire à la réalisation de l'objectif (voir ci-dessus : finalité du traitement) ayant justifié la collecte et l'enregistrement des données, pour un délai de maximum 5 ans, délai de prescription en matière d'impositions provinciales. Au cas où un acte interruptif de la prescription serait posé, le délai de 5 ans est renouvelé, ce qui porte à un délai de 10 ans maximum au cours duquel les données à caractère personnel peuvent être conservées.  
Celles qui ne sont plus utilisées pour atteindre l'objectif fixé, peuvent toutefois encore présenter un intérêt administratif et/ou juridictionnel pour l'Institution provinciale, notamment en cas de gestion d'un contentieux administratif ou judiciaire. En pareille hypothèse, elles seront conservées aussi longtemps que l'y oblige l'instruction du litige concerné et ce, jusqu'à la décision adoptée en dernier ressort.  
Elles pourront aussi être conservées pour répondre à toute obligation légale. Certaines données dont l'intérêt historique est confirmé par les directives émises par les Archives de l'Etat en matière de tri des archives provinciales, pourraient être conservées à plus long terme.  
La Province de LIEGE s'engage à supprimer, tant physiquement qu'électroniquement, les données qui ne revêtiraient plus d'intérêts administratifs, à l'issue du délai de prescription indiqué ci-dessus, d'une part, ou judiciaires, à l'issue de la procédure devant les Cours et Tribunaux, d'autre part, par le prononcé d'un jugement ou arrêt en dernier ressort ;
- Méthode de collecte des données : cette méthode est fonction de la manière dont l'impôt est établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce ; il peut s'agir de déclarations et contrôles ponctuels, de recensement par l'administration ou d'établissement au cas par cas en fonction de la nature de la taxe et de la réglementation qui lui est applicable ;
- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, ou à des sous-traitants mandatés à cette fin par le responsable de traitement, notamment en application de l'article 327, du CIR92, et de l'article 77, §1<sup>er</sup>, du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou à des sous-traitants de la Province.

**Article 8** - Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé les dispositions qui précèdent, le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition.

**BESCHLUSS****STEUER AUF DEPOTS VON ALTEISEN UND AUSGEDIENTEN  
FAHRZEUGEN 2024**

DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT,

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Gerichtsgesetzbuches und insbesondere der Artikel 1385decies  
1385undecies;

Aufgrund von Artikel 414 des Einkommensteuergesetzbuchs, CIR92;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD)  
und insbesondere der Artikel L2212-22, L2212-32, L2212-51 §5, L2212-65, 62  
Punkt 8, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3,  
L3321-1 bis L3321-12;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. November 2022 (B.S. 30.11.2022) über  
verschiedene Steuer- und Finanzbestimmungen;

Aufgrund des Haushaltsdekrets vom 17. Dezember 2020, abgeändert durch die  
Haushaltsdekrete vom 22. Dezember 2021 und 14. Dezember 2022, um die Artikel  
13 und 14 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die  
Zwangsbeitreibung, die sich auf die Beitreibung von Forderungen beziehen, auf  
regionaler Ebene umzusetzen;

Aufgrund der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Festlegung und  
Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über den Schutz personenbezogener Daten;

Aufgrund des undatierten und am 21. August 2023 versandten  
Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und  
Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region über die Erstellung der Haushaltspläne  
der Provinzen für das Jahr 2024, insbesondere des Teils, der sich auf die  
Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der Übermittlung der Fallakte an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am  
2. Oktober 2023, um seine Stellungnahme zur Rechtmäßigkeit gemäß Artikel L2212-  
55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors  
vom 3. Oktober 2023;



In der Erwägung, dass die Verordnung der Steuer 2023 auf Depots von Alteisen und ausgedienten Fahrzeugen, die per Beschluss vom 10. November 2022 verabschiedet wurde, am 14. Dezember 2022 per Erlass durch den Minister für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region ohne Anmerkung genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass diese Verordnung für das Jahr 2024 nicht abgeändert werden muss, ausgenommen in Bezug auf personenbezogene Daten im Einklang mit der DSGVO;

In der Erwägung, dass, darüber hinaus, die von der Provinz Lüttich angewandten Steuersätze für die Steuer auf Depots von Alteisen und von ausgedienten Fahrzeugen deutlich unter den vom Rundschreiben empfohlenen Sätzen liegen;

In der Erwägung, dass der einzige Fall, in dem die Begrenzung nicht eingehalten wird, der eines Depots mit einer Fläche von 55 m<sup>2</sup> oder weniger ist;

Dass daher festzustellen ist, dass es sich um eine rein marginale Ausnahme handelt, die in keiner Weise die Prinzipien in Frage stellt, die dem Inhalt und den Vorschriften des betreffenden Verordnungstextes zugrunde liegen;

In Erwägung, dass der durch diese Steuerverordnung festgelegte Steuersatz aus dem Jahr 1994 stammt, und die einzige Anpassung seitdem der Umstellung auf den Euro mit Abrundung auf die niedrigere Einheit entspricht;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2024 bereitgestellt werden müssen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

### **BESCHLIESST:**

**Artikel 1** - Die im Anhang beigefügte Verordnung über die Provinzialsteuer auf Depots von Alteisen und ausgedienten Fahrzeugen für das Jahr 2024 wird genehmigt.

**Artikel 2** - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

**Artikel 3** - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

#### Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIG

In der Sitzung vom 9. November 2023 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Der Generaldirektor der Provinz,

Pierre BROOZE

Der Präsident,

Jean-Claude JADOT

**STEUERJAHR 2024**  
**VERORDNUNG ÜBER DIE PROVINZIALSTEUER AUF DEPOTS**  
**VON ALTEISEN UND VON AUSGEDIENTEN FAHRZEUGEN**

**Artikel 1** - Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine jährliche Steuer auf Depots von Alteisen und von ausgedienten Fahrzeugen erhoben, die sich unter freiem Himmel auf dem Gebiet der Provinz befinden und von öffentlichen Straßen und Wegen aus sichtbar sind.

Als Depot wird ein Ort bezeichnet, an dem Alteisen und ausgediente Fahrzeuge abgestellt sind.

Als Altfahrzeug werden Automobile oder sonstige Fahrzeuge bezeichnet, die aufgrund von fehlenden oder beschädigten Teilen gleichwelcher Art nicht mehr fahrtüchtig sind, auch dann, wenn sie zu einem späteren Zeitpunkt instandgesetzt werden können.

**Artikel 2** - Die Steuer ist durch den Eigentümer der Waren und der gelagerten Fahrzeuge zu entrichten, unabhängig von der Anzahl und auch dann, wenn das Depot nicht genehmigt wurde, in Anwendung der geltenden Verordnung über gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe. Der Eigentümer des Grundstücks, auf dem ein solches Depot eingerichtet wird, ist gesamtschuldnerisch steuerpflichtig.

**Artikel 3** - Die Steuer auf Depots von Alteisen und von ausgedienten Fahrzeugen wird wie folgt festgelegt, in Bezug auf die Gesamtfläche des Grundstücks, auf dem sich das Depot befindet:

- bis zu 5 Ar ..... 445 Euro,
- mehr als 5 Ar bis zu 10 Ar ..... 890 Euro,
- mehr als 10 Ar bis zu 20 Ar... 1.190 Euro,
- mehr als 20 Ar bis zu 50 Ar... 1.490 Euro,
- mehr als 50 Ar bis zu 100 Ar ..... 1.980 Euro,
- mehr als 100 Ar ..... 2.480 Euro,

Wenn ein Betreiber im Laufe des Jahres ein neues Depot einrichtet, muss er dies der Provinzverwaltung – Provinzialsteuern – 4000 LÜTTICH umgehend und ohne Aufforderung melden.

Diese spontane Erklärung muss innerhalb von fünfzehn Kalendertagen nach der Einrichtung des neuen Depots erfolgen.

**Artikel 4** - Befreiung von der Steuer

Die Steuer muss nicht entrichtet werden, wenn das Depot von keinem einzigen Punkt der in Artikel 1 beschriebenen Straßen sichtbar ist:

- entweder durch seine Lage;
- oder weil es durch Mauern, Hecken oder andere Hilfsmittel zur Tarnung mit ausreichender Höhe vollständig unsichtbar ist.

Depots im unmittelbaren Umfeld von Hafen- oder Eisenbahnanlagen sind von dieser Steuer befreit.

**Artikel 5** - Der Steuerbetrag muss auf das Konto, das die Provinz zu diesem Zweck eingerichtet hat, eingezahlt werden.

**Artikel 6 -**

§1. Wird die Steuer innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht vollständig bezahlt, erhält der Steuerpflichtige zwei einfache Erinnerungsschreiben hintereinander, ohne zusätzliche Kosten.

Er erhält anschließend per Einschreiben eine Zahlungsmahnung, deren Kosten zu seinen Lasten gehen.

Diese Kosten werden über ein Steuerbescheidsystem eingezogen.

Diese Mahnung stellt die Erinnerung dar, auf die in den Ad-hoc-Bestimmungen des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) verwiesen wird, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist.

§2. Die an den Steuerpflichtigen gerichtete Zahlungsmahnung darf erst nach Ablauf einer Frist von 10 Kalendertagen ab dem 1. Tag nach dem auf dem Steuerbescheid genannten Fälligkeitsdatum versandt werden.

Diese Zahlungsmahnung wird erst am 3. Werktag nach ihrem Versandtag an den Steuerpflichtigen wirksam.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung. Daher fallen gemäß Artikel 14 des CRAF Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes an.

§3. Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben. Die Höhe der Verzugszinsen wird unter Anwendung von Artikel 414 des CIR92 berechnet.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Provinzkollegium beschlossen werden.

Der Finanzdirektor muss daher die Zahlung der Zinsen verlangen, es sei denn, das Kollegium trifft eine fallbezogene begründete Entscheidung.

§4. Die erste Vollstreckungsmaßnahme darf erst nach Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem dritten Werktag nach Versand der Erinnerung an den Steuerpflichtigen durchgeführt werden.

Die im Fünften Teil, Titel III des Gerichtsgesetzbuches genannten

Vollstreckungsmittel stellen ein Vollstreckungsmittel im Sinne des Absatzes 1 dar.

**Artikel 7 -**

§1. Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist. Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- Die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- Die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- Die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Beschwerden.

§2. Die persönlichen Daten betreffend wird der Steuerpflichtige unter Einhaltung der DSGVO über die Nutzung seiner Daten wie folgt informiert:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;
- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;
- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;
- Aufbewahrungsdauer: In Anwendung der Verordnung 2016/679 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum

freien Datenverkehr (DSGVO) und des Gesetzes vom 30. Juli 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten dürfen personenbezogene Daten nur so lange aufbewahrt werden, wie es für die Verarbeitung, für die sie erhoben wurden, erforderlich ist.

- Die Provinz Lüttich verpflichtet sich daher, die Daten so lange aufzubewahren, wie es für die Erreichung des Zwecks (siehe oben: Zweck der Verarbeitungsvorgänge), der die Erhebung und Speicherung der Daten gerechtfertigt hat, erforderlich ist, und zwar für eine Frist von maximal 5 Jahren, die der Verjährungsfrist im Bereich der Provinzialsteuern entspricht. Falls die Verjährung durch eine Handlung unterbrochen wird, wird die 5-Jahres-Frist erneuert, so dass die personenbezogenen Daten maximal 10 Jahre lang aufbewahrt werden dürfen.

Die Daten die nicht mehr zur Erreichung des festgelegten Zwecks verwendet werden, können für die Provinz jedoch noch von verwaltungstechnischem und/oder gerichtlichem Interesse sein, insbesondere im Falle der Verwaltung einer administrativen oder gerichtlichen Streitsache. In diesem Fall werden sie so lange aufbewahrt, wie es für die Untersuchung der betreffenden Streitsache erforderlich ist, und zwar bis zur Entscheidung in letzter Instanz.

Sie können auch aufbewahrt werden, um einer gesetzlichen Verpflichtung nachzukommen.

Bestimmte Daten, deren historisches Interesse durch die vom Staatsarchiv herausgegebenen Richtlinien zur Sortierung der Provinzarchive bestätigt wird, können längerfristig aufbewahrt werden.

Die Provinz Lüttich verpflichtet sich, Daten, die nach Ablauf der oben genannten Verjährungsfrist nicht mehr von administrativem Interesse sind, sowohl physisch als auch elektronisch zu löschen, oder nach Abschluss des Verfahrens vor den Gerichten durch ein Urteil oder einen Beschluss in letzter Instanz zu löschen;

- Methode der Datenerhebung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird. Es kann sich um Erklärungen, Stichprobenkontrollen oder eine durch die Verwaltung durchgeführte Bestandsaufnahme handeln. Sie kann auch im Einzelfall festgelegt werden, je nach Art der Steuer und der anzuwendenden Verordnung;
- Datenübermittlung: Die Daten werden nur an Dritte, die vom Gesetz oder aufgrund des Gesetzes zugelassen werden, oder an die vom Verantwortlichen der Datenverarbeitung zu diesem Zweck bevollmächtigten Subunternehmer übermittelt. Letztere werden gemäß Artikel 327 des CIR92 und Artikel 77 §1 des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen übermittelt.

**Artikel 8** - Die allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern findet Anwendung auf die vorliegende Steuer, sofern die vorstehenden Bestimmungen keine Abweichung erfordern.

**N°91 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES**

*Perception des taxes provinciales pour l'année 2024 – Règlement relatif à la taxe sur les véhicules isolés hors d'usage.*

***Résolution du Conseil provincial du 9 novembre 2023 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2023.***

**RÉSOLUTION****TAXE SUR LES VÉHICULES ISOLÉS HORS D'USAGE – EXERCICE 2024**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, spécialement en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code judiciaire, en ses articles 1385decies 1385undecies ;

Vu l'article 414 du Code des Impôts sur le revenu, CIR'92 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (CDLD en abrégé), plus spécialement en ses articles L2212-22, L2212-32, L2212-51, §5, L2212-65, 62, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1, §2, 3°, L3321-1 à L3321-12 ;

Vu la Loi du 20 novembre 2022 (M.B. 30.11.2022) portant des dispositions fiscales et financières diverses ;

Vu le décret budgétaire du 17 décembre 2020, modifié par les décrets budgétaires du 22 décembre 2021 et 14 décembre 2022, afin de transposer au niveau régional les articles 13 et 14 du Code de Recouvrement amiable et forcé, relatifs au recouvrement de créances ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu le règlement général relatif à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la circulaire budgétaire non datée, envoyée le 21 août 2023, du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2024, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes ;

Vu le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales ;

Vu la communication du dossier de la cause à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 2 octobre 2023, en vue d'obtenir son avis de légalité, conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, le 3 *dito*, tel que joint en annexe à la présente résolution ;

Attendu que ce règlement ne doit faire l'objet d'aucune modification pour l'exercice 2024, hormis en ce qui concerne les données à caractère personnel dans le respect du RGPD ;

Attendu que relativement à la taxe sur les véhicules isolés hors d'usage, le taux de la taxe appliqué par la Province de Liège est nettement inférieur au taux recommandé ;

Attendu que le taux fixé par ce règlement fiscal remonte à 1994 et que la seule adaptation depuis cette date résulte du passage à l'euro avec arrondis à l'unité inférieure ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2024 ;

Sur proposition du Collège provincial,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>.** – Le règlement portant la taxe provinciale 2024 sur les véhicules isolés hors d'usage, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

**Article 2.** – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**Article 3.** – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultats du vote :

- Nombre de votants : 50
- Vote(nt) pour : PS(17) - MR(14) - LES ENGAGÉS-CSP (6): 37
- Vote(nt) contre : ECOLO(9) - PTB(4): 13
- S'abstienne(nt) : -
- Unanimité.

En séance à Liège, le 9 novembre 2023.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Le Président,

Pierre BROOZE

ADOPTÉ Jean-Claude JADOT.  
en séance publique du

09 NOV. 2023

**EXERCICE 2024**  
**RÈGLEMENT RELATIF À LA TAXE PROVINCIALE SUR LES**  
**VEHICULES ISOLES HORS D'USAGE**

**Article 1<sup>er</sup>**- Il est établi, au profit de la Province de Liège, une taxe annuelle sur les véhicules isolés hors d'usage, installés, sur terrain privé, en plein air, sur le territoire provincial et visibles des routes et chemins accessibles au public.

Par véhicule abandonné, on entend tout véhicule automobile ou autre qui – étant soit notoirement hors d'état de circuler, soit privé d'immatriculation, soit affecté à un autre usage que le transport de choses ou de personnes – est installé en plein air et visible des sentiers, chemins et routes accessibles au public ou voies de chemin de fer. Qu'il soit recouvert ou non d'une bâche, ou de tout autre moyen similaire de couverture.

**Article 2** - La taxe est due par le propriétaire du véhicule isolé hors d'usage. Le propriétaire du terrain sur lequel un véhicule hors d'usage est installé, est solidairement redevable de la taxe.

**Article 3** - La taxe sur les véhicules isolés hors d'usage est fixée à 250 euros.

**Article 4 - Exonération de la taxe**

La taxe n'est pas due si le véhicule est complètement invisible de tout point des routes visées à l'article premier ci-dessus :

- Soit par le fait de sa situation ;
- Soit par le fait d'être entouré de murs, haies ou autres moyens de camouflage d'une hauteur suffisante à la rendre complètement invisible.

**Article 5** - Le montant de la taxe doit être payé au compte de la Province prévu à cet effet.

**Article 6**

§1. A défaut du paiement de l'intégralité de la taxe dans le délai imparti, le redevable recevra successivement deux courriers de rappel simple, sans frais. Il recevra ensuite une sommation de paiement, par voie recommandée dont le coût sera à sa charge.

Ces frais seront recouverts par un dispositif d'extrait de rôle.

Cette sommation constitue le rappel visé aux dispositions *ad hoc* du Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF), entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

§2. La sommation de paiement, adressée au redevable, ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours calendrier à compter du 1<sup>er</sup> jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle.

Cette sommation de payer n'a d'effet qu'à partir du 3<sup>ème</sup> jour ouvrable qui suit la date de son envoi au redevable.

La sommation de payer vaut mise en demeure. Elle fait donc courir les intérêts de retard calculés au taux légal, par application de l'article 14, du CRAF.



§ 3. A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la Province. Le taux des intérêts de retard sera calculé par application de l'article 414, du CIR92.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Collège provincial.

§ 4. La première mesure d'exécution ne peut être mise en œuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du rappel au redevable.

Constitue une voie d'exécution au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les voies d'exécution visées à la cinquième partie, Titre III du Code judiciaire.

#### **Article 7 –**

§1. Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y relatifs.

§2. Concernant les données à caractère personnel dans le respect du RGPD, le redevable concerné est informé de l'utilisation de ses données de la manière suivante :

- Responsable de traitement : la Province de LIEGE ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;
- Durée de conservation : Par application du règlement 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et de la loi du 30 juillet 2018, relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données personnelles ne peuvent être conservées au-delà du temps nécessaire au traitement pour lequel elles ont été collectées.
- La Province de LIEGE s'engage donc à conserver celles-ci pour la durée nécessaire à la réalisation de l'objectif (voir ci-dessus : finalité du traitement) ayant justifié la collecte et l'enregistrement des données, pour un délai de maximum 5 ans, délai de prescription en matière d'impositions provinciales. Au cas où un acte interruptif de la prescription serait posé, le délai de 5 ans est renouvelé, ce qui porte à un délai de 10 ans maximum au cours duquel les données à caractère personnel peuvent être conservées.

Celles qui ne sont plus utilisées pour atteindre l'objectif fixé, peuvent toutefois encore présenter un intérêt administratif et/ou juridictionnel pour l'Institution provinciale, notamment en cas de gestion d'un contentieux administratif ou judiciaire. En pareille hypothèse, elles seront conservées aussi longtemps que l'y oblige l'instruction du litige concerné et ce, jusqu'à la décision adoptée en dernier ressort.

Elles pourront aussi être conservées pour répondre à toute obligation légale. Certaines données dont l'intérêt historique est confirmé par les directives émises par les Archives de l'Etat en matière de tri des archives provinciales, pourraient être conservées à plus long terme.

La Province de LIEGE s'engage à supprimer, tant physiquement qu'électroniquement, les données qui ne revêtiraient plus d'intérêts administratifs, à l'issue du délai de prescription indiqué ci-dessus, d'une part, ou judiciaires, à l'issue de la procédure devant les Cours et Tribunaux, d'autre part, par le prononcé d'un jugement ou arrêt en dernier ressort ;

- Méthode de collecte des données : cette méthode est fonction de la manière dont l'impôt est établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce ; il peut s'agir de déclarations et contrôles ponctuels, de recensement par l'administration ou d'établissement au cas par cas en fonction de la nature de la taxe et de la réglementation qui lui est applicable ;
- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, ou à des sous-traitants mandatés à cette fin par le responsable de traitement, notamment en application de l'article 327, du CIR92, et de l'article 77, §1<sup>er</sup>, du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou à des sous-traitants de la Province.

**Article 8** - Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé les dispositions qui précèdent, le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition.

**BESCHLUSS****STEUER AUF INDIVIDUELLE ALTFahrzeuge – Steuerjahr 2024**

DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT,

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Gerichtsgesetzbuches und insbesondere der Artikel 1385decies  
1385undecies ;

Aufgrund von Artikel 414 des Einkommensteuergesetzbuchs, CIR92;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD)  
und insbesondere der Artikel L2212-22, L2212-32, L2212-51 §5, L2212-65, 62  
Punkt 8, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3,  
L3321-1 bis L3321-12;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. November 2022 (B.S. 30.11.2022) über  
verschiedene Steuer- und Finanzbestimmungen;

Aufgrund des Haushaltsdekrets vom 17. Dezember 2020, abgeändert durch die  
Haushaltsdekrete vom 22. Dezember 2021 und 14. Dezember 2022, um die Artikel  
13 und 14 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die  
Zwangsbeitreibung, die sich auf die Beitreibung von Forderungen beziehen, auf  
regionaler Ebene umzusetzen;

Aufgrund der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Festlegung und  
Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über den Schutz personenbezogener Daten;

Aufgrund des undatierten und am 21. August 2023 versandten  
Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und  
Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region über die Erstellung der Haushaltspläne  
der Provinzen für das Jahr 2024, insbesondere des Teils, der sich auf die  
Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der Übermittlung der Fallakte an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am  
2. Oktober 2023, um seine Stellungnahme zur Rechtmäßigkeit gemäß Artikel L2212-  
55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors  
vom 3. Oktober 2023;

In der Erwägung, dass diese Verordnung für das Jahr 2024 nicht abgeändert werden muss, ausgenommen in Bezug auf personenbezogene Daten im Einklang mit der DSGVO;

In der Erwägung, dass hinsichtlich der Steuer auf individuelle Altfahrzeuge der von der Provinz Lüttich angewandte Steuersatz deutlich unter dem empfohlenen Satz liegt;

In Erwägung, dass der durch diese Steuerverordnung festgelegte Steuersatz aus dem Jahr 1994 stammt, und die einzige Anpassung seitdem der Umstellung auf den Euro mit Abrundung auf die niedrigere Einheit entspricht;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2024 bereitgestellt werden müssen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

### **BESCHLIESST:**

**Artikel 1** - Die im Anhang beigefügte Verordnung über die Provinzialsteuer auf individuelle Altfahrzeuge für das Jahr 2024 wird genehmigt.

**Artikel 2** - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

**Artikel 3** - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

#### Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIG

In der Sitzung vom 9. November 2023 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Der Generaldirektor der Provinz,

Pierre BROOZE

Der Präsident,

Jean-Claude JADOT

**STEUERJAHR 2024**  
**VERORDNUNG ÜBER DIE PROVINZIALSTEUER AUF**  
**INDIVIDUELLE ALTFahrZEUGE**

**Artikel 1** - Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine jährliche Steuer auf individuelle Altfahrzeuge erhoben, die sich auf einem Privatgrundstück, unter freiem Himmel, auf dem Gebiet der Provinz befinden und von öffentlichen Straßen und Wegen aus sichtbar sind.

Als zurückgelassenes Fahrzeug gilt ein Kraftfahrzeug oder ein anderes Fahrzeug, das entweder offenkundig fahruntüchtig ist, kein Autokennzeichen aufweist oder zu einem anderen Zweck als der Beförderung von Gütern oder Personen verwendet wird und das sich unter freiem Himmel befindet und von öffentlichen Wegen und Straßen und oder Eisenbahnstrecken aus sichtbar ist. Dies gilt unabhängig davon, ob es mit einer Plane oder einer anderen ähnlichen Abdeckung versehen ist oder nicht.

**Artikel 2** - Die Steuer ist durch den Eigentümer des individuellen Altfahrzeugs zu entrichten.

Der Eigentümer des Grundstücks, auf dem ein Altfahrzeug abgestellt wird, ist gesamtschuldnerisch steuerpflichtig.

**Artikel 3** - Die Steuer auf individuelle Altfahrzeuge wird auf 250 Euro festgelegt.

**Artikel 4 - Befreiung von der Steuer**

Die Steuer muss nicht entrichtet werden, wenn das Altfahrzeug von keinem einzigen Punkt der in Artikel 1 beschriebenen Straßen einzusehen ist:

- entweder durch seine Lage;
- oder weil es durch Mauern, Hecken oder andere Hilfsmittel zur Tarnung mit ausreichender Höhe vollständig unsichtbar ist.

**Artikel 5** - Der Steuerbetrag muss auf das Konto, das die Provinz zu diesem Zweck eingerichtet hat, eingezahlt werden.

**Artikel 6**

§1. Wird die Steuer innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht vollständig bezahlt, erhält der Steuerpflichtige zwei einfache Erinnerungsschreiben hintereinander, ohne zusätzliche Kosten.

Er erhält anschließend per Einschreiben eine Zahlungsmahnung, deren Kosten zu seinen Lasten gehen.

Diese Kosten werden über ein Steuerbescheidsystem eingezogen.

Diese Mahnung stellt die Erinnerung dar, auf die in den Ad-hoc-Bestimmungen des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) verwiesen wird, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist.

§2. Die an den Steuerpflichtigen gerichtete Zahlungsmahnung darf erst nach Ablauf einer Frist von 10 Kalendertagen ab dem 1. Tag nach dem auf dem Steuerbescheid genannten Fälligkeitsdatum versandt werden.

Diese Zahlungsmahnung wird erst am 3. Werktag nach ihrem Versandtag an den Steuerpflichtigen wirksam.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung. Daher fallen gemäß Artikel 14 des CRAF Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes an.

§3. Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben. Die Höhe der Verzugszinsen wird unter Anwendung von Artikel 414 des CIR92 berechnet.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Provinzkollegium beschlossen werden.

§4. Die erste Vollstreckungsmaßnahme darf erst nach Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem dritten Werktag nach Versand der Erinnerung an den Steuerpflichtigen durchgeführt werden.

Die im Fünften Teil, Titel III des Gerichtsgesetzbuches genannten

Vollstreckungsmittel stellen ein Vollstreckungsmittel im Sinne des Absatzes 1 dar.

### **Artikel 7 -**

§1. Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist. Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- Die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- Die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- Die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Beschwerden.

§2. Die persönlichen Daten betreffend wird der Steuerpflichtige unter Einhaltung der DSGVO über die Nutzung seiner Daten wie folgt informiert:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;
- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;
- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;
- Aufbewahrungsdauer: In Anwendung der Verordnung 2016/679 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr (DSGVO) und des Gesetzes vom 30. Juli 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten dürfen personenbezogene Daten nur so lange aufbewahrt werden, wie es für die Verarbeitung, für die sie erhoben wurden, erforderlich ist.
- Die Provinz Lüttich verpflichtet sich daher, die Daten so lange aufzubewahren, wie es für die Erreichung des Zwecks (siehe oben: Zweck der Verarbeitungsvorgänge), der die Erhebung und Speicherung der Daten gerechtfertigt hat, erforderlich ist, und zwar für eine Frist von maximal 5 Jahren, die der Verjährungsfrist im Bereich der Provinzialsteuern entspricht. Falls die Verjährung durch eine Handlung unterbrochen wird, wird die 5-Jahres-Frist erneuert, so dass die personenbezogenen Daten maximal 10 Jahre lang aufbewahrt werden dürfen.

Die Daten die nicht mehr zur Erreichung des festgelegten Zwecks verwendet werden, können für die Provinz jedoch noch von verwaltungstechnischem und/oder gerichtlichem Interesse sein, insbesondere im Falle der Verwaltung einer administrativen oder gerichtlichen Streitsache. In diesem Fall werden sie so lange aufbewahrt, wie es für die Untersuchung der betreffenden Streitsache erforderlich ist, und zwar bis zur Entscheidung in letzter Instanz. Sie können auch aufbewahrt werden, um einer gesetzlichen Verpflichtung nachzukommen.

Bestimmte Daten, deren historisches Interesse durch die vom Staatsarchiv herausgegebenen Richtlinien zur Sortierung der Provinzarchive bestätigt wird, können längerfristig aufbewahrt werden.

Die Provinz Lüttich verpflichtet sich, Daten, die nach Ablauf der oben genannten Verjährungsfrist nicht mehr von administrativem Interesse sind, sowohl physisch als auch elektronisch zu löschen, oder nach Abschluss des Verfahrens vor den Gerichten durch ein Urteil oder einen Beschluss in letzter Instanz zu löschen;

- Methode der Datenerhebung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird. Es kann sich um Erklärungen, Stichprobenkontrollen oder eine durch die Verwaltung durchgeführte Bestandsaufnahme handeln. Sie kann auch im Einzelfall festgelegt werden, je nach Art der Steuer und der anzuwendenden Verordnung;
- Datenübermittlung: Die Daten werden nur an Dritte, die vom Gesetz oder aufgrund des Gesetzes zugelassen werden, an Subunternehmer der Provinz oder an die vom Verantwortlichen der Datenverarbeitung zu diesem Zweck bevollmächtigten Subunternehmer übermittelt. Letztere werden gemäß Artikel 327 des CIR92 und Artikel 77 §1 des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen übermittelt.

**Artikel 8** - Die allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern findet Anwendung auf die vorliegende Steuer, sofern die vorstehenden Bestimmungen keine Abweichung erfordern.

**N°92 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES**

*Perception des taxes provinciales pour l'année 2024 – Règlement relatif à la taxe sur les établissements bancaires.*

**Résolution du Conseil provincial du 9 novembre 2023 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2023.**

**RÉSOLUTION****TAXE SUR LES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES POUR 2024**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, spécialement en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code judiciaire, en ses articles 1385*decies* 1385*undecies* ;

Vu l'article 414 du Code des Impôts sur le revenu, CIR'92 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), plus spécialement en ses articles L2212-22, L2212-32, L2212-51, §5, L2212-65, 62, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1, §2, 3°, L3321-1 à L3321-12 ;

Vu la Loi du 20 novembre 2022 (M.B. 30.11.2022) portant des dispositions fiscales et financières diverses ;

Vu le décret budgétaire du 17 décembre 2020, modifié par les décrets budgétaires du 22 décembre 2021 et 14 décembre 2022, afin de transposer au niveau régional les articles 13 et 14 du Code de Recouvrement amiable et forcé, relatifs au recouvrement de créances ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu le règlement général relatif à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la circulaire budgétaire non datée, envoyée le 21 août 2023, du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2024, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes ;

Vu le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales ;

Vu la communication du dossier de la cause à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 2 octobre 2023, en vue d'obtenir son avis de légalité, conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, le 3 *dito*, tel que joint en annexe à la présente résolution ;

Attendu que le règlement-taxe 2023 sur les établissements bancaires, adopté par sa résolution du 10 novembre 2022, a été approuvé, sans remarque, par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne en date du 14 décembre 2022;

Attendu que les taux prévus par le règlement-taxe sur les établissements bancaires s'avèrent nettement inférieurs aux taux conseillés par la circulaire de la Région wallonne, hormis l'hypothèse très marginale où l'agence ne disposerait que d'un seul poste de réception dans lequel seraient employées au moins deux personnes ;

Que cette hypothèse ne peut remettre en question le principe général du gel fiscal, tel que poursuivi par l'Autorité régionale et la Province ;

Attendu par ailleurs que le taux fixé par ce règlement fiscal remonte à 1994 et que la seule adaptation depuis cette date résulte du passage à l'euro avec arrondis à l'unité supérieure ;



Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2024;

Sur proposition du Collège provincial,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>.** – Le règlement portant la taxe provinciale 2024 sur les établissements bancaires, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

**Article 2.** – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**Article 3.** – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultats du vote :

- Nombre de votants : 50
- Vote(nt) pour : PS(17) - MR(14) - LES ENGAGÉS - CSP(6) : 37
- Vote(nt) contre : Ecolo(9) - PTB(4) : 13
- S'abstienne(nt) : —
- Unanimité.

En séance à Liège, le 9 novembre 2023.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Pierre BROOZE

Le Président,

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ  
en séance publique du

09 NOV. 2023

**EXERCICE 2024**  
**REGLEMENT RELATIF A LA TAXE PROVINCIALE SUR LES**  
**ETABLISSEMENTS BANCAIRES**

**Article 1<sup>er</sup>** - Il est établi, au profit de la Province de Liège, une taxe annuelle à charge de toute personne physique ou morale à l'intervention de laquelle est installé sur son territoire un établissement bancaire ouvert au public.

**Article 2** - Le taux de la taxe est fixé annuellement à 372 EUR par établissement, augmentés d'une somme de 56 EUR par poste de réception, à partir du cinquième. On entend par poste de réception, tout endroit (local, bureau, guichet, ...) où un préposé de l'agence peut accomplir n'importe quelle opération bancaire au profit d'un client.

**Article 3** - Par « *établissement bancaire* », il faut entendre tout établissement, sans distinguer s'il s'agit d'un siège principal ou d'une succursale, d'une agence, d'un office..., qui se livre à titre principal ou accessoire à des activités de dépôts bancaires et/ou de crédit sous des formes quelconques, pour autant que deux personnes au moins y soient occupées.

**Article 4** - La taxe est due pour l'année entière, quelles que soient l'époque et la durée de l'installation.

**Article 5** - La taxe est payable spontanément et en une seule fois, au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de chaque année, et en tout cas, dans le mois qui suit l'installation d'un nouvel établissement, par versement ou virement au compte de recettes prévu à cet effet. Le talon du bulletin de versement ou virement doit indiquer la nature de la taxe et l'endroit de situation des éléments imposables. Ces renseignements peuvent éventuellement être fournis par lettre adressée au Directeur financier provincial.

**Article 6** - Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2, de l'article 15, du règlement général, les Administrations communales adresseront chaque année au Collège provincial, pour le 15 février au plus tard, un relevé des éléments imposables situés, au 1<sup>er</sup> janvier de la même année, sur le territoire de leur commune et signaleront, en outre dans les 15 jours, toute nouvelle installation.

Au vu de ces renseignements, la Province établira la liste des redevables en retard de paiement, en vue de la formation d'un rôle.  
Dans ce cas, la taxe sera immédiatement exigible.

**Article 7 -**

§1. A défaut du paiement de l'intégralité de la taxe dans le délai imparti, le redevable recevra successivement deux courriers de rappel simple, sans frais. Il recevra ensuite une sommation de paiement, par voie recommandée, dont le coût sera à sa charge.

Ces frais seront recouverts par un dispositif d'extrait de rôle.

Cette sommation constitue le rappel visé aux dispositions *ad hoc* du Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF), entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

§2. La sommation de paiement, adressée au redevable, ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours calendrier à compter du 1<sup>er</sup> jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle.

Cette sommation de payer n'a d'effet qu'à partir du 3<sup>ème</sup> jour ouvrable qui suit la date de son envoi au redevable.

La sommation de payer vaut mise en demeure. Elle fait donc courir les intérêts de retard calculés au taux légal, par application de l'article 14, du CRAF.

§ 3. A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la Province. Le taux des intérêts de retard sera calculé par application de l'article 414, du CIR92.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Collège provincial.

§ 4. La première mesure d'exécution ne peut être mise en œuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du rappel au redevable.

Constitue une voie d'exécution au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les voies d'exécution visées à la cinquième partie, Titre III du Code judiciaire.

### **Article 8 –**

§1. Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y relatifs.

§2. Concernant les données à caractère personnel dans le respect du RGPD, le redevable concerné est informé de l'utilisation de ses données de la manière suivante :

- Responsable de traitement : la Province de LIEGE ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;
- Durée de conservation : Par application du règlement 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et de la loi du 30 juillet 2018, relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données personnelles ne peuvent être conservées au-delà du temps nécessaire au traitement pour lequel elles ont été collectées.

La Province de LIEGE s'engage donc à conserver celles-ci pour la durée nécessaire à la réalisation de l'objectif (voir ci-dessus : finalité du traitement) ayant justifié la collecte et l'enregistrement des données, pour un délai de maximum 5 ans, délai de prescription en matière d'impositions provinciales. Au cas où un acte interruptif de la prescription serait posé, le délai de 5 ans est renouvelé, ce qui porte à un délai de 10 ans maximum au cours duquel les données à caractère personnel peuvent être conservées.

Celles qui ne sont plus utilisées pour atteindre l'objectif fixé, peuvent toutefois encore présenter un intérêt administratif et/ou juridictionnel pour l'Institution provinciale, notamment en cas de gestion d'un contentieux administratif ou judiciaire. En pareille hypothèse, elles seront conservées aussi longtemps que l'y oblige l'instruction du litige concerné et ce, jusqu'à la décision adoptée en dernier ressort.

Elles pourront aussi être conservées pour répondre à toute obligation légale. Certaines données dont l'intérêt historique est confirmé par les directives émises par les Archives de l'Etat en matière de tri des archives provinciales, pourraient être conservées à plus long terme.

La Province de LIEGE s'engage à supprimer, tant physiquement qu'électroniquement, les données qui ne revêtiraient plus d'intérêts administratifs, à l'issue du délai de prescription indiqué ci-dessus, d'une part, ou judiciaires, à l'issue de la procédure devant les Cours et Tribunaux, d'autre part, par le prononcé d'un jugement ou arrêt en dernier ressort ;

- Méthode de collecte des données : cette méthode est fonction de la manière dont l'impôt est établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce ; il peut s'agir de déclarations et contrôles ponctuels, de recensement par l'administration ou d'établissement au cas par cas en fonction de la nature de la taxe et de la réglementation qui lui est applicable ;
- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, ou à des sous-traitants mandatés à cette fin par le responsable de traitement, notamment en application de l'article 327, du CIR92, et de l'article 77, §1<sup>er</sup>, du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou à des sous-traitants de la Province.

**Article 9** - Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.

**BESCHLUSS****VERORDNUNG ÜBER DIE STEUER AUF BANKINSTITUTE  
FÜR DAS JAHR 2024**

DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT,

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Gerichtsgesetzbuches und insbesondere der Artikel 1385<sup>decies</sup> 1385<sup>undecies</sup>;

Aufgrund von Artikel 414 des Einkommensteuergesetzbuchs, CIR92;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der Artikel L2212-22, L2212-32, L2212-51 §5, L2212-65, 62 Punkt 8, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. November 2022 (B.S. 30.11.2022) über verschiedene Steuer- und Finanzbestimmungen;

Aufgrund des Haushaltsdekrets vom 17. Dezember 2020, abgeändert durch die Haushaltsdekrete vom 22. Dezember 2021 und 14. Dezember 2022, um die Artikel 13 und 14 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung, die sich auf die Beitreibung von Forderungen beziehen, auf regionaler Ebene umzusetzen;

Aufgrund der Gesetzes- und Ordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über den Schutz personenbezogener Daten;

Aufgrund des undatierten und am 21. August 2023 versandten Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2024, insbesondere des Teils, der sich auf die Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der Übermittlung der Fallakte an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 2. Oktober 2023, um seine Stellungnahme zur Rechtmäßigkeit gemäß Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 3. Oktober 2023;

In der Erwägung, dass die Verordnung der Steuer 2023 auf Bankinstitute, die per Beschluss vom 10. November 2022 verabschiedet wurde, am 14. Dezember 2022 per Erlass durch den Minister für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region ohne Anmerkung genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass die in der Verordnung über die Steuer auf Bankinstitute vorgesehenen Sätze viel niedriger sind als die im Rundschreiben der Wallonischen

Region empfohlenen Sätze, abgesehen von der sehr unwahrscheinlichen Hypothese, in der die Bankfiliale nur eine Empfangsstelle hätte, in der mindestens zwei Personen beschäftigt wären;

Dass diese Hypothese den allgemeinen Grundsatz des Steuerstopps, wie er von der Regionalbehörde und der Provinz verfolgt wird, nicht in Frage stellen kann;

In der Erwägung, dass der durch diese Steuerverordnung festgelegte Satz aus dem Jahr 1994 stammt, und die einzige Anpassung seitdem der Umstellung auf den Euro mit Aufrundung auf die höhere Einheit entspricht;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2024 bereitgestellt werden müssen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

### **BESCHLIESST:**

**Artikel 1** - Die im Anhang beigefügte Verordnung über die Provinzialsteuer auf Bankinstitute für das Jahr 2024 wird genehmigt.

**Artikel 2** - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

**Artikel 3** - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

#### Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIG

In der Sitzung vom 9. November 2023 in LÜTTICH,

Für den Provinzialrat:

Der Generaldirektor der Provinz,

Pierre BROOZE

Der Präsident,

Jean-Claude JADOT

**STEUERJAHR 2024**  
**VERORDNUNG ÜBER DIE PROVINZIALSTEUER AUF**  
**BANKINSTITUTE**

**Artikel 1** - Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine jährliche Steuer zu Lasten jeder natürlichen oder juristischen Person erhoben, durch deren Vermittlung auf dem Gebiet der Provinz ein der Öffentlichkeit zugängliches Bankinstitut eingerichtet wird.

**Artikel 2** - Der Steuersatz wird jährlich auf 372 € pro Einrichtung festgelegt, zuzüglich einer Summe von 56 € für jede getrennte Annahmestelle ab der Fünften. Unter Annahmestelle versteht man jede Stelle (Raum, Büro, Schalter usw.), an der ein Angestellter der Bank ein Bankgeschäft zugunsten eines Kunden verrichten kann.

**Artikel 3** - Unter „Bankinstitut“ versteht man jede Einrichtung, die – ungeachtet der Tatsache, ob es sich um einen Hauptsitz, eine Zweigniederlassung, eine Zweigstelle, ein Büro usw. handelt – als Haupt- oder Nebentätigkeit Depositen annimmt und/oder Darlehen gewährt – in gleich welcher Form auch immer –, sofern mindestens zwei Personen dort beschäftigt sind.

**Artikel 4** - Die Steuer ist für das ganze Jahr zu entrichten, ungeachtet des Zeitpunkts und der Dauer der Einrichtung.

**Artikel 5** - Die Steuer ist unaufgefordert in einem einzigen Mal spätestens am 1. März eines jeden Jahres und auf jeden Fall innerhalb des Monats nach demjenigen der Einrichtung einer neuen Bank auf das zu diesem Zweck vorgesehene Einnahmekonto zu zahlen oder zu überweisen. Auf dem Abschnitt des Zahlungs- bzw. Überweisungsscheins müssen die Art der Steuer und der Standort der steuerpflichtigen Elemente angegeben sein. Diese Angaben können eventuell durch ein Schreiben an den Finanzdirektor der Provinz mitgeteilt werden.

**Artikel 6** - In Abweichung von Artikel 15 Absatz 2 der allgemeinen Verordnung übermitteln die Gemeindeverwaltungen dem Provinzkollegium jedes Jahr spätestens zum 15. Februar eine Liste der am 1. Januar desselben Jahres auf dem Gebiet ihrer Gemeinde befindlichen steuerpflichtigen Elemente und teilen zudem innerhalb 15 Tagen jede neue Einrichtung mit. Auf der Grundlage dieser Auskünfte erstellt die Provinz die Liste der in Zahlungsverzug geratenen Steuerpflichtigen im Hinblick auf die Erstellung einer Heberolle. In diesem Fall ist die Steuer sofort eintreibbar.

**Artikel 7** -

§1. Wird die Steuer innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht vollständig bezahlt, erhält der Steuerpflichtige zwei einfache Erinnerungsschreiben hintereinander, ohne zusätzliche Kosten.

Er erhält anschließend per Einschreiben eine Zahlungsmahnung, deren Kosten zu seinen Lasten gehen.

Diese Kosten werden über ein Steuerbescheidsystem eingezogen.

Diese Mahnung stellt die Erinnerung dar, auf die in den Ad-hoc-Bestimmungen des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) verwiesen wird, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist.

§2. Die an den Steuerpflichtigen gerichtete Zahlungsmahnung darf erst nach Ablauf einer Frist von 10 Kalendertagen ab dem 1. Tag nach dem auf dem Steuerbescheid genannten Fälligkeitsdatum versandt werden.

Diese Zahlungsmahnung wird erst am 3. Werktag nach ihrem Versandtag an den Steuerpflichtigen wirksam.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung. Daher fallen gemäß Artikel 14 des CRAF Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes an.

§3. Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben. Die Höhe der Verzugszinsen wird unter Anwendung von Artikel 414 des CIR92 berechnet.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Provinzkollegium beschlossen werden.

§4. Die erste Vollstreckungsmaßnahme darf erst nach Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem dritten Werktag nach Versand der Erinnerung an den Steuerpflichtigen durchgeführt werden.

Die im Fünften Teil, Titel III des Gerichtsgesetzbuches genannten

Vollstreckungsmittel stellen ein Vollstreckungsmittel im Sinne des Absatzes 1 dar.

#### **Artikel 8 -**

§1. Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist. Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- Die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- Die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- Die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Beschwerden.

§2. Die persönlichen Daten betreffend wird der Steuerpflichtige unter Einhaltung der DSGVO über die Nutzung seiner Daten wie folgt informiert:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;
- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;
- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;
- Aufbewahrungsdauer: In Anwendung der Verordnung 2016/679 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr (DSGVO) und des Gesetzes vom 30. Juli 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten dürfen personenbezogene Daten nur so lange aufbewahrt werden, wie es für die Verarbeitung, für die sie erhoben wurden, erforderlich ist. Die Provinz Lüttich verpflichtet sich daher, die Daten so lange aufzubewahren, wie es für die Erreichung des Zwecks (siehe oben: Zweck der Verarbeitungsvorgänge), der die Erhebung und Speicherung der Daten gerechtfertigt hat, erforderlich ist, und zwar für eine Frist von maximal 5 Jahren, die der Verjährungsfrist im Bereich der Provinzialsteuern entspricht. Falls die Verjährung durch eine Handlung unterbrochen wird, wird die 5-Jahres-



Frist erneuert, so dass die personenbezogenen Daten maximal 10 Jahre lang aufbewahrt werden dürfen.

Die Daten die nicht mehr zur Erreichung des festgelegten Zwecks verwendet werden, können für die Provinz jedoch noch von verwaltungstechnischem und/oder gerichtlichem Interesse sein, insbesondere im Falle der Verwaltung einer administrativen oder gerichtlichen Streitsache. In diesem Fall werden sie so lange aufbewahrt, wie es für die Untersuchung der betreffenden Streitsache erforderlich ist, und zwar bis zur Entscheidung in letzter Instanz.

Sie können auch aufbewahrt werden, um einer gesetzlichen Verpflichtung nachzukommen.

Bestimmte Daten, deren historisches Interesse durch die vom Staatsarchiv herausgegebenen Richtlinien zur Sortierung der Provinzarchive bestätigt wird, können längerfristig aufbewahrt werden.

Die Provinz Lüttich verpflichtet sich, Daten, die nach Ablauf der oben genannten Verjährungsfrist nicht mehr von administrativem Interesse sind, sowohl physisch als auch elektronisch zu löschen, oder nach Abschluss des Verfahrens vor den Gerichten durch ein Urteil oder einen Beschluss in letzter Instanz zu löschen;

- Methode der Datenerhebung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird. Es kann sich um Erklärungen, Stichprobenkontrollen oder eine durch die Verwaltung durchgeführte Bestandsaufnahme handeln. Sie kann auch im Einzelfall festgelegt werden, je nach Art der Steuer und der anzuwendenden Verordnung;
- Datenübermittlung: Die Daten werden nur an Dritte, die vom Gesetz oder aufgrund des Gesetzes zugelassen werden, oder an die vom Verantwortlichen der Datenverarbeitung zu diesem Zweck bevollmächtigten Subunternehmer übermittelt. Letztere werden gemäß Artikel 327 des CIR92 und Artikel 77 §1 des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen übermittelt.

**Artikel 9** - Die allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern findet Anwendung auf die vorliegende Steuer sofern die vorstehenden Bestimmungen keine Abweichung erfordern.

**N°93 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES**

*Perception des taxes provinciales pour l'année 2024 – Règlement relatif à la taxe sur les permis et licences de chasse.*

***Résolution du Conseil provincial du 9 novembre 2023 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2023.***

**RÉSOLUTION****TAXE SUR LES PERMIS ET LICENCES DE CHASSE 2024**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, spécialement en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code judiciaire, en ses articles 1385decies 1385undecies ;

Vu l'article 414 du Code des Impôts sur le revenu, CIR'92 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (CDLD en abrégé), plus spécialement en ses articles L2212-22, L2212-32, L2212-51, §5, L2212-65, 62, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1, §2, 3°, L3321-1 à L3321-12 ;

Vu la Loi du 20 novembre 2022 (M.B. 30.11.2022) portant des dispositions fiscales et financières diverses ;

Vu le décret budgétaire du 17 décembre 2020, modifié par les décrets budgétaires du 22 décembre 2021 et 14 décembre 2022, afin de transposer au niveau régional les articles 13 et 14 du Code de Recouvrement amiable et forcé, relatifs au recouvrement de créances ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu le règlement général relatif à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la circulaire budgétaire non datée, envoyée le 21 août 2023, du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2024, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes ;

Vu le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales ;

Vu la communication du dossier de la cause à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 2 octobre 2023, en vue d'obtenir son avis de légalité, conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, le 3 *dito*, tel que joint en annexe à la présente résolution ;

Attendu que le règlement-taxe 2023 sur les permis et licences de chasse, adopté par sa résolution du 10 novembre 2022, a été approuvé par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne en date du 14 décembre 2022 ;

Attendu que le règlement ne doit faire l'objet d'aucune modification pour 2024, hormis en ce qui concerne les données à caractère personnel dans le respect du RGPD ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2024 ;

Sur proposition du Collège provincial,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>.** – Le règlement portant la taxe provinciale 2024 sur les permis et licences de chasse, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

**Article 2.** – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**Article 3.** – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultats du vote :

- Nombre de votants : 50
- Vote(nt) pour : PS(17) - MR(14) - LES ENGAGÉS-CSP(6) : 37
- Vote(nt) contre : Ecolo(9) - PTB(4) : 13
- S'abstienne(nt) : Unanimité.

En séance à Liège, le 9 novembre 2023.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Pierre BROOZE

Le Président,

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ  
en séance publique du

09 NOV. 2023

**EXERCICE 2024**  
**REGLEMENT RELATIF À LA TAXE PROVINCIALE SUR LES PERMIS ET LICENCES DE CHASSE**

**Article 1er** - Il est perçu au profit de la Province de Liège, une imposition sur chaque permis et licence de chasse délivrés sur son territoire.

**Article 2** - Le montant de cette imposition est égal au 1/10<sup>ème</sup> du montant de la taxe perçue par la Région wallonne.

**Article 3** - La taxe est due par le titulaire du permis ou de la licence de chasse. Toutefois, dans le cas d'une licence de chasse, elle est due solidairement par le titulaire du permis qui a sollicité la licence pour son invité.

**Article 4** - Par dérogation aux dispositions du règlement général, la taxe est payable spontanément et en une fois, au plus tard dans les quinze jours de la délivrance du permis ou de la licence, par versement ou virement au compte de recettes prévu à cet effet. Dès réception du paiement, une quittance est délivrée au contribuable. Il n'est accordé aucune remise ou modération de la taxe.

**Article 5** - Au vu des renseignements communiqués par le fonctionnaire compétent pour la délivrance des permis et licences de chasse, le Directeur financier provincial établira la liste des redevables en retard de paiement en vue de la formation d'un rôle; dans ce cas, la taxe sera immédiatement exigible.

**Article 6**

§1. A défaut du paiement de l'intégralité de la taxe dans le délai imparti, le redevable recevra successivement deux courriers de rappel simple, sans frais.

Il recevra ensuite une sommation de paiement, par voie recommandée dont le coût sera à sa charge. Celui-ci est fixé au coût des frais postaux de l'année de référence.

Ces frais seront recouverts par un dispositif d'extrait de rôle.

Cette sommation constitue le rappel visé aux dispositions *ad hoc* du Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF), entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

§2. La sommation de paiement, adressée au redevable, ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours calendrier à compter du 1<sup>er</sup> jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle.

Cette sommation de payer n'a d'effet qu'à partir du 3<sup>ème</sup> jour ouvrable qui suit la date de son envoi au redevable.

La sommation de payer vaut mise en demeure. Elle fait donc courir les intérêts de retard calculés au taux légal, par application de l'article 14, du CRAF.

§ 3. A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la Province.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Collège provincial.

§ 4. La première mesure d'exécution ne peut être mise en œuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du rappel au redevable.

Constitue une voie d'exécution au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les voies d'exécution visées à la cinquième partie, Titre III du Code judiciaire.

### **Article 7 –**

§1. Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y relatifs.

§2. Concernant les données à caractère personnel dans le respect du RGPD, le redevable concerné est informé de l'utilisation de ses données de la manière suivante :

- Responsable de traitement : la Province de LIEGE ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;
- Durée de conservation : Par application du règlement 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et de la loi du 30 juillet 2018, relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données personnelles ne peuvent être conservées au-delà du temps nécessaire au traitement pour lequel elles ont été collectées.
- La Province de LIEGE s'engage donc à conserver celles-ci pour la durée nécessaire à la réalisation de l'objectif (voir ci-dessus : finalité du traitement) ayant justifié la collecte et l'enregistrement des données, pour un délai de maximum 5 ans, délai de prescription en matière d'impositions provinciales. Au cas où un acte interruptif de la prescription serait posé, le délai de 5 ans est renouvelé, ce qui porte à un délai de 10 ans maximum au cours duquel les données à caractère personnel peuvent être conservées.  
Celles qui ne sont plus utilisées pour atteindre l'objectif fixé, peuvent toutefois encore présenter un intérêt administratif et/ou juridictionnel pour l'Institution provinciale, notamment en cas de gestion d'un contentieux administratif ou judiciaire. En pareille hypothèse, elles seront conservées aussi longtemps que l'y oblige l'instruction du litige concerné et ce, jusqu'à la décision adoptée en dernier ressort.  
Elles pourront aussi être conservées pour répondre à toute obligation légale.  
Certaines données dont l'intérêt historique est confirmé par les directives émises par les Archives de l'Etat en matière de tri des archives provinciales, pourraient être conservées à plus long terme.  
La Province de LIEGE s'engage à supprimer, tant physiquement qu'électroniquement, les données qui ne revêtiraient plus d'intérêts administratifs, à l'issue du délai de prescription indiqué ci-dessus, d'une part, ou judiciaires, à l'issue de la procédure devant les Cours et Tribunaux, d'autre part, par le prononcé d'un jugement ou arrêt en dernier ressort ;
- Méthode de collecte des données : cette méthode est fonction de la manière dont l'impôt est établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce ; il peut s'agir de déclarations et contrôles ponctuels, de recensement par l'administration ou d'établissement au cas par cas en fonction de la nature de la taxe et de la réglementation qui lui est applicable ;

- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, ou à des sous-traitants mandatés à cette fin par le responsable de traitement, notamment en application de l'article 327, du CIR92, et de l'article 77, §1<sup>er</sup>, du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou à des sous-traitants de la Province.

**Article 8** - Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition, pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.

**BESCHLUSS****PROVINZIALSTEUER AUF JAGDSCHEINE UND -LIZENZEN FÜR DAS  
JAHR 2024**

DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT,

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Gerichtsgesetzbuches und insbesondere der Artikel 1385decies 1385undecies;

Aufgrund von Artikel 414 des Einkommensteuergesetzbuchs, CIR92;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der Artikel L2212-22, L2212-32, L2212-51 §5, L2212-65, 62 Punkt 8, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. November 2022 (B.S. 30.11.2022) über verschiedene Steuer- und Finanzbestimmungen;

Aufgrund des Haushaltsdekrets vom 17. Dezember 2020, abgeändert durch die Haushaltsdekrete vom 22. Dezember 2021 und 14. Dezember 2022, um die Artikel 13 und 14 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung, die sich auf die Beitreibung von Forderungen beziehen, auf regionaler Ebene umzusetzen;

Aufgrund der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über den Schutz personenbezogener Daten;

Aufgrund des undatierten und am 21. August 2023 versandten Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2024, insbesondere des Teils, der sich auf die Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der Übermittlung der Fallakte an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 2. Oktober 2023, um seine Stellungnahme zur Rechtmäßigkeit gemäß Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 3. Oktober 2023;

In der Erwägung, dass die Verordnung 2023 über die Steuer auf Jagdscheine und -lizenzen, per Beschluss vom 10. November 2022 verabschiedet, am 14. Dezember 2022 per Erlass durch den Minister für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass diese Verordnung für das Jahr 2024 nicht abgeändert werden muss, ausgenommen in Bezug auf personenbezogene Daten im Einklang mit der DSGVO;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2024 bereitgestellt werden müssen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

**BESCHLIESST:**

**Artikel 1** - Die im Anhang beigefügte Verordnung über die Provinzialsteuer auf Jagdscheine und -lizenzen für das Jahr 2024 wird genehmigt.

**Artikel 2** - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

**Artikel 3** - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIG

In der Sitzung vom 9. November 2023 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Der Generaldirektor der Provinz,

Pierre BROOZE

Der Präsident,

Jean-Claude JADOT



**STEUERJAHR 2024**  
**VERORDNUNG ÜBER DIE PROVINZIALSTEUER AUF JAGDSCHEINE UND -**  
**LIZENZEN**

**Artikel 1** - Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine Steuer auf die auf ihrem Gebiet ausgestellten Jagdscheine und -lizenzen erhoben.

**Artikel 2** - Die Höhe dieser Steuer beträgt 1/10 der von der Wallonischen Region erhobenen Steuer.

**Artikel 3** - Die Steuer ist vom Inhaber des Jagdscheins bzw. der Jagdlizenz zu entrichten. Bei einer Jagdlizenz wird sie jedoch solidarisch vom Inhaber des Scheins geschuldet, der die Jagdlizenz für seinen Gast beantragt hat.

**Artikel 4** - In Abweichung von den Bestimmungen der allgemeinen Verordnung ist die Steuer spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen ab Ausstellung des Jagdscheins bzw. der Jagdlizenz unaufgefordert in einem Mal auf das zu diesem Zweck vorgesehene Einnahmekonto zu zahlen bzw. zu überweisen.

Bei Eingang der Zahlung wird dem Steuerpflichtigen eine Quittung ausgestellt. Es werden weder Steuererlasse noch Steuerermäßigungen gewährt.

**Artikel 5** - Auf der Grundlage der Auskünfte, die der für die Ausstellung der Jagdscheine und -lizenzen zuständige Beamte übermittelt hat, erstellt der Finanzdirektor der Provinz die Liste der in Zahlungsverzug geratenen Steuerpflichtigen im Hinblick auf die Bildung einer Heberolle; in diesem Fall ist die Steuer sofort eintreibbar.

**Artikel 6** -

§1. Wird die Steuer innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht vollständig bezahlt, erhält der Steuerpflichtige zwei einfache Erinnerungsschreiben hintereinander, ohne zusätzliche Kosten. Er erhält anschließend per Einschreiben eine Zahlungsmahnung, deren Kosten zu seinen Lasten gehen. Dieser wird in Höhe der Postgebühren des Bezugsjahres festgesetzt. Diese Kosten werden über ein Steuerbescheidsystem eingezogen.

Diese Mahnung stellt die Erinnerung dar, auf die in den Ad-hoc-Bestimmungen des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) verwiesen wird, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist.

§2. Die an den Steuerpflichtigen gerichtete Zahlungsmahnung darf erst nach Ablauf einer Frist von 10 Kalendertagen ab dem 1. Tag nach dem auf dem Steuerbescheid genannten Fälligkeitsdatum versandt werden.

Diese Zahlungsmahnung wird erst am 3. Werktag nach ihrem Versandtag an den Steuerpflichtigen wirksam.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung. Daher fallen gemäß Artikel 14 des CRAF Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes an.

§3. Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Provinzkollegium beschlossen werden.

§4. Die erste Vollstreckungsmaßnahme darf erst nach Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem dritten Werktag nach Versand der Erinnerung an den Steuerpflichtigen durchgeführt werden.

Die im Fünften Teil, Titel III des Gerichtsgesetzbuches genannten Vollstreckungsmittel stellen ein Vollstreckungsmittel im Sinne des Absatzes 1 dar.

### **Artikel 7 -**

§1. Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist. Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- Die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- Die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- Die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Beschwerden.

§2. Die persönlichen Daten betreffend wird der Steuerpflichtige unter Einhaltung der DSGVO über die Nutzung seiner Daten wie folgt informiert:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;
- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;
- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;
- Aufbewahrungsdauer: In Anwendung der Verordnung 2016/679 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr (DSGVO) und des Gesetzes vom 30. Juli 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten dürfen personenbezogene Daten nur so lange aufbewahrt werden, wie es für die Verarbeitung, für die sie erhoben wurden, erforderlich ist.
- Die Provinz Lüttich verpflichtet sich daher, die Daten so lange aufzubewahren, wie es für die Erreichung des Zwecks (siehe oben: Zweck der Verarbeitungsvorgänge), der die Erhebung und Speicherung der Daten gerechtfertigt hat, erforderlich ist, und zwar für eine Frist von maximal 5 Jahren, die der Verjährungsfrist im Bereich der Provinzialsteuern entspricht. Falls die Verjährung durch eine Handlung unterbrochen wird, wird die 5-Jahres-Frist erneuert, so dass die personenbezogenen Daten maximal 10 Jahre lang aufbewahrt werden dürfen. Die Daten die nicht mehr zur Erreichung des festgelegten Zwecks verwendet werden, können für die Provinz jedoch noch von verwaltungstechnischem und/oder gerichtlichem Interesse sein, insbesondere im Falle der Verwaltung einer administrativen oder gerichtlichen Streitsache. In diesem Fall werden sie so lange aufbewahrt, wie es für die Untersuchung der betreffenden Streitsache erforderlich ist, und zwar bis zur Entscheidung in letzter Instanz.  
Sie können auch aufbewahrt werden, um einer gesetzlichen Verpflichtung nachzukommen. Bestimmte Daten, deren historisches Interesse durch die vom Staatsarchiv herausgegebenen Richtlinien zur Sortierung der Provinzarchive bestätigt wird, können längerfristig aufbewahrt werden.
- Die Provinz Lüttich verpflichtet sich, Daten, die nach Ablauf der oben genannten Verjährungsfrist nicht mehr von administrativem Interesse sind, sowohl physisch als auch elektronisch zu löschen, oder nach Abschluss des Verfahrens vor den Gerichten durch ein Urteil oder einen Beschluss in letzter Instanz zu löschen;
- Methode der Datenerhebung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird. Es kann sich um Erklärungen, Stichprobenkontrollen oder eine durch die Verwaltung durchgeführte Bestandsaufnahme handeln. Sie kann auch im Einzelfall festgelegt werden, je nach Art der Steuer und der anzuwendenden Verordnung;

- Datenübermittlung: Die Daten werden nur an Dritte, die vom Gesetz oder aufgrund des Gesetzes zugelassen werden, oder an die vom Verantwortlichen der Datenverarbeitung zu diesem Zweck bevollmächtigten Subunternehmer übermittelt. Letztere werden gemäß Artikel 327 des CIR92 und Artikel 77 §1 des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen übermittelt.

**Artikel 8** - Die allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern findet Anwendung auf die vorliegende Steuer sofern die vorstehenden Bestimmungen keine Abweichung erfordern.

**N°94 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES**

*Perception des taxes provinciales pour l'année 2024 – Règlement relatif à la taxe sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement.*

**Résolution du Conseil provincial du 9 novembre 2023 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2023.**

**RÉSOLUTION**

**TAXE SUR LES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES  
AINSI QUE SUR LES ÉTABLISSEMENTS SOUMIS AU DÉCRET RELATIF AU PERMIS  
D'ENVIRONNEMENT POUR 2024**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, spécialement en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code judiciaire, en ses articles 1385decies 1385undecies ;

Vu l'article 414 du Code des Impôts sur le revenu, CIR'92 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (CDLD en abrégé), plus spécialement en ses articles L2212-22, L2212-32, L2212-51, §5, L2212-65, 62, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1, §2, 3°, L3321-1 à L3321-12 ;

Vu la Loi du 20 novembre 2022 (M.B. 30.11.2022) portant des dispositions fiscales et financières diverses ;

Vu le décret budgétaire du 17 décembre 2020, modifié par les décrets budgétaires du 22 décembre 2021 et 14 décembre 2022, afin de transposer au niveau régional les articles 13 et 14 du Code de Recouvrement amiable et forcé, relatifs au recouvrement de créances ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu le règlement général relatif à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la circulaire budgétaire non datée, envoyée le 21 août 2023, du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2024, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes ;

Vu le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales ;

Vu la communication du dossier de la cause à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 2 octobre 2023, en vue d'obtenir son avis de légalité, conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, le 3 *dito*, tel que joint en annexe à la présente résolution ;

Attendu que le règlement-taxe 2023 sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement, adopté par sa résolution du 10 novembre 2022, a été approuvé, sans remarque aucune, par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne en date du 14 décembre 2022 ;

Attendu que ce règlement ne doit faire l'objet d'aucune modification pour l'exercice 2024, hormis en ce qui concerne les données à caractère personnel dans le respect du RGPD ;

Attendu que relativement à la taxe sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement, le taux provincial est inférieur pour un établissement de classe 1, et supérieur pour un établissement de classe 2 ;

Que la moyenne des deux est manifestement égale au taux préconisés par la circulaire de la Région wallonne ;

Considérant que la Province de Liège prévoit dans son règlement de nombreuses exonérations, ainsi qu'un règlement spécifique relatif à des exonérations pour des activités industrielles nouvelles ;

Attendu que le taux fixé par ce règlement fiscal remonte à 1994 et que la seule adaptation depuis cette date résulte du passage à l'euro avec arrondis à l'unité supérieure ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2024 ;

Sur proposition du Collège provincial,

### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>.** – Le règlement portant la taxe provinciale 2024 sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

**Article 2.** – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**Article 3.** – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

#### Résultats du vote :

- Nombre de votants : 50
- Vote(nt) pour : PS (17) - MR (14) - LES ENGAGÉS-CSP (6) : 37
- Vote(nt) contre : Ecolo (9) - PTB (4) : 13
- S'abstienne(nt) : —
- Unanimité.

En séance à Liège, le 9 novembre 2023.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Pierre BROOZE

Le Président,

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ  
en séance publique au

09 NOV. 2023

**EXERCICE 2024**  
**REGLEMENT RELATIF A LA TAXE PROVINCIALE SUR LES**  
**ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES AINSI**  
**QUE SUR LES ETABLISSEMENTS SOUMIS AU DECRET RELATIF AU**  
**PERMIS D'ENVIRONNEMENT**

**Article 1<sup>er</sup>**- Il est établi, au profit de la Province de Liège, une taxe annuelle sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement.

Sont visés :

1. Les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de classe 1 exploités sur base du Règlement général pour la protection du travail dont la nomenclature fait l'objet du titre premier, chapitre II, dudit Règlement général et les établissements dont question à l'arrêté royal du 28 février 1963 qui sont rangés dans les classes I et II par le Règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes ;
2. Les établissements de classes 1 et 2 soumises au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidence et des installations et activités classées, exploitées.

Lorsqu'un ou plusieurs établissements sont mis en œuvre, la taxe est due autant de fois qu'il y a d'établissements.

Sont visés les éléments imposables existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 2**- La taxe est due par l'exploitant du ou des établissements visés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Article 3**- La taxe est fixée à 50 EUR par élément imposable.

**Article 4** - Sont exonérés de l'impôt :

- Les établissements qui sont restés inactifs pendant toute l'année qui précède celle qui donne son nom à l'exercice. L'impôt est réduit de moitié pour les éléments restés inactifs pendant au moins six mois consécutifs de ladite année ;
- Les établissements exploités par l'Etat, la Province et les communes et affectés à un service gratuit d'utilité publique ;
- Les établissements exploités par des associations sans but lucratif ;
- Les établissements exploités par les entreprises agricoles ;
- Les unités et installations d'épuration individuelle capables de traiter un volume d'eaux usées domestiques correspondant à une charge polluante respectivement inférieure ou égale à 20 équivalents-habitants et comprise entre 20 et 100 équivalents-habitants ;
- Les établissements procédant à des opérations de forage ou de sondage pour un usage géothermique (Pompes à chaleur).

**Article 5** - La taxe est perçue par voie de rôle.

L'Administration provinciale est autorisée à recueillir tous les éléments nécessaires à la taxation.

**Article 6** - Le montant de la taxe doit être payé au compte de la Province prévu à cet effet.

**Article 7** –

§1. A défaut du paiement de l'intégralité de la taxe dans le délai imparti, le redevable recevra successivement deux courriers de rappel simple, sans frais. Il recevra ensuite une sommation de paiement, par voie recommandée dont le coût sera à sa charge.

Ces frais seront recouverts par un dispositif d'extrait de rôle.

Cette sommation constitue le rappel visé aux dispositions *ad hoc* du Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF), entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

§2. La sommation de paiement, adressée au redevable, ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours calendrier à compter du 1<sup>er</sup> jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle.

Cette sommation de payer n'a d'effet qu'à partir du 3<sup>ème</sup> jour ouvrable qui suit la date de son envoi au redevable.

La sommation de payer vaut mise en demeure. Elle fait donc courir les intérêts de retard calculés au taux légal, par application de l'article 14, du CRAF.

§ 3. A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la Province. Le taux des intérêts de retard sera calculé par application de l'article 414, du CIR92.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Collège provincial.

§ 4. La première mesure d'exécution ne peut être mise en œuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du rappel au redevable.

Constitue une voie d'exécution au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les voies d'exécution visées à la cinquième partie, Titre III du Code judiciaire.

**Article 8** –

§1. Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y relatifs.

§2. Concernant les données à caractère personnel dans le respect du RGPD, le redevable concerné est informé de l'utilisation de ses données de la manière suivante :

- Responsable de traitement : la Province de LIEGE ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;
- Durée de conservation : Par application du règlement 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à

caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et de la loi du 30 juillet 2018, relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données personnelles ne peuvent être conservées au-delà du temps nécessaire au traitement pour lequel elles ont été collectées.

- La Province de LIEGE s'engage donc à conserver celles-ci pour la durée nécessaire à la réalisation de l'objectif (voir ci-dessus : finalité du traitement) ayant justifié la collecte et l'enregistrement des données, pour un délai de maximum 5 ans, délai de prescription en matière d'impositions provinciales. Au cas où un acte interruptif de la prescription serait posé, le délai de 5 ans est renouvelé, ce qui porte à un délai de 10 ans maximum au cours duquel les données à caractère personnel peuvent être conservées.

Celles qui ne sont plus utilisées pour atteindre l'objectif fixé, peuvent toutefois encore présenter un intérêt administratif et/ou juridictionnel pour l'Institution provinciale, notamment en cas de gestion d'un contentieux administratif ou judiciaire. En pareille hypothèse, elles seront conservées aussi longtemps que l'y oblige l'instruction du litige concerné et ce, jusqu'à la décision adoptée en dernier ressort.

Elles pourront aussi être conservées pour répondre à toute obligation légale. Certaines données dont l'intérêt historique est confirmé par les directives émises par les Archives de l'Etat en matière de tri des archives provinciales, pourraient être conservées à plus long terme.

La Province de LIEGE s'engage à supprimer, tant physiquement qu'électroniquement, les données qui ne revêtiraient plus d'intérêts administratifs, à l'issue du délai de prescription indiqué ci-dessus, d'une part, ou judiciaires, à l'issue de la procédure devant les Cours et Tribunaux, d'autre part, par le prononcé d'un jugement ou arrêt en dernier ressort ;

- Méthode de collecte des données : cette méthode est fonction de la manière dont l'impôt est établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce ; il peut s'agir de déclarations et contrôles ponctuels, de recensement par l'administration ou d'établissement au cas par cas en fonction de la nature de la taxe et de la réglementation qui lui est applicable ;
- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, ou à des sous-traitants mandatés à cette fin par le responsable de traitement, notamment en application de l'article 327, du CIR92, et de l'article 77, §1<sup>er</sup>, du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou à des sous-traitants de la Province.

**Article 9** - Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.



**BESCHLUSS****PROVINZIALSTEUERN AUF GEFÄHRLICHE,  
GESUNDHEITSGEFÄHRDENDE UND LÄSTIGE BETRIEBE  
SOWIE AUF EINRICHTUNGEN, DIE DEM DEKRET ÜBER DIE  
UMWELTGENEHMIGUNG UNTERLIEGEN, FÜR DAS JAHR 2024**

DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT,

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Gerichtsgesetzbuches und insbesondere der Artikel 1385decies  
1385undecies;

Aufgrund von Artikel 414 des Einkommensteuergesetzbuchs, CIR92;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD)  
und insbesondere der Artikel L2212-22, L2212-32, L2212-51 §5, L2212-65, 62  
Punkt 8, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3,  
L3321-1 bis L3321-12;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. November 2022 (B.S. 30.11.2022) über  
verschiedene Steuer- und Finanzbestimmungen;

Aufgrund des Haushaltsdekrets vom 17. Dezember 2020, abgeändert durch die  
Haushaltsdekrete vom 22. Dezember 2021 und 14. Dezember 2022, um die Artikel  
13 und 14 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die  
Zwangsbeitreibung, die sich auf die Beitreibung von Forderungen beziehen, auf  
regionaler Ebene umzusetzen;

Aufgrund der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Festlegung und  
Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über den Schutz personenbezogener Daten;

Aufgrund des undatierten und am 21. August 2023 versandten  
Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und  
Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region über die Erstellung der Haushaltspläne  
der Provinzen für das Jahr 2024, insbesondere des Teils, der sich auf die  
Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der Übermittlung der Fallakte an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am  
2. Oktober 2023, um seine Stellungnahme zur Rechtmäßigkeit gemäß Artikel L2212-  
55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors  
vom 3. Oktober 2023;

In der Erwägung, dass die Verordnung 2023 über die Provinzialsteuer auf gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe sowie auf Einrichtungen, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen, die per Beschluss vom 10. November 2022 verabschiedet wurde, am 14. Dezember 2022 per Erlass durch den Minister für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der wallonischen Region ohne jegliche Anmerkung genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass diese Verordnung für das Jahr 2024 nicht abgeändert werden muss, ausgenommen in Bezug auf personenbezogene Daten im Einklang mit der DSGVO;

In der Erwägung, dass im Vergleich zur Steuer auf gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe sowie auf Einrichtungen, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen, der Steuersatz der Provinz für eine Einrichtung der Klasse 1 niedriger und für eine Einrichtung der Klasse 2 höher ist; In der Erwägung, dass der Durchschnitt von beiden eindeutig dem im Rundschreiben der Wallonischen Region empfohlenen Steuersatz entspricht;

In der Erwägung, dass die Provinz Lüttich in ihren Vorschriften zahlreiche Steuerentlastungen vorsieht, sowie eine spezifische Regelung in Bezug auf Steuerentlastungen für neue industrielle Tätigkeiten;

In Erwägung, dass der durch diese Steuerverordnung festgelegte Satz aus dem Jahr 1994 stammt, und die einzige Anpassung seitdem der Umstellung auf den Euro mit Aufrundung auf die höhere Einheit entspricht;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2024 bereitgestellt werden müssen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

### **BESCHLIESST:**

**Artikel 1** - Die im Anhang beigefügte Verordnung über die Provinzialsteuer auf gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe sowie auf Einrichtungen, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen, für das Jahr 2024 wird genehmigt.

**Artikel 2** - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

**Artikel 3** - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

#### Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIG

In der Sitzung vom 9. November 2023 in LÜTTICH,

Für den Provinzialrat:

Der Generaldirektor der Provinz,

Pierre BROOZE

Der Präsident,

Jean-Claude JADOT

**STEUERJAHR 2024**  
**VERORDNUNG ÜBER DIE PROVINZIALSTEUER AUF GEFÄHRLICHE,**  
**GESUNDHEITSGEFÄHRDENDE UND LÄSTIGE BETRIEBE SOWIE AUF**  
**EINRICHTUNGEN, DIE DEM DEKRET ÜBER DIE**  
**UMWELTGENEHMIGUNG UNTERLIEGEN**

**Artikel 1** - Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine jährliche Steuer auf gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe sowie auf Einrichtungen, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen, erhoben.

Dies betrifft:

3. die aufgrund der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung betriebenen gefährlichen, gesundheitsgefährdenden und lästigen Betriebe der ersten Klasse, die unter Titel 1 Kapitel II der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung aufgelistet sind, und die Einrichtungen, die im Königlichen Erlass vom 28. Februar 1963 erwähnt sind und durch die allgemeine Ordnung zum Schutz der Bevölkerung und der Arbeitnehmer gegen die Gefahren ionisierender Strahlungen in die Klassen I und II eingestuft worden sind;
4. die Betriebe der Klassen 1 und 2, die dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten unterliegen und betrieben werden.

Falls ein oder mehrere Betriebe eingerichtet werden, ist die Steuer so oft zu entrichten, wie es Betriebe gibt.

Dies betrifft steuerpflichtige Elemente, die am 1. Januar des Steuerjahrs bestehen.

**Artikel 2** - Die Steuer wird vom Betreiber der in Artikel 1 erwähnten Betriebe geschuldet.

**Artikel 3** - Die Steuer wird auf 50 € pro steuerpflichtiges Element festgelegt.

**Artikel 4** - Von der Steuer befreit werden:

- Betriebe, die während des gesamten dem Veranlagungsjahr vorausgehenden Jahres stillstanden. Die Steuer wird um die Hälfte gekürzt für Elemente, die in besagtem Jahr mindestens sechs aufeinanderfolgende Monate lang stillstanden;
- Betriebe, die durch den Staat, die Provinz und die Gemeinden betrieben werden, im Sinne einer kostenlosen gemeinnützigen Dienstleistung;
- Betriebe, die von Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht betrieben werden;
- Betriebe, die von landwirtschaftlichen Unternehmen betrieben werden;
- individuelle Kläranlagen oder -einheiten zur Abwasserbehandlung, die Mengen häuslicher Abwässer behandeln, die einer Belastung von bis zu 20 Einwohneräquivalenten und von 20 bis 100 Einwohneräquivalenten entsprechen;
- Einrichtungen, die geothermische Bohrungen und Sondierungen (Wärmepumpen) durchführen.

**Artikel 5** - Die Steuer wird mittels Heberollen eingetrieben.

Die Provinzverwaltung ist ermächtigt, alle Auskünfte einzuholen, die für die Besteuerung erforderlich sind.

**Artikel 6** - Der Steuerbetrag muss auf das Konto, das die Provinz zu diesem Zweck eingerichtet hat, eingezahlt werden.

**Artikel 7** -

§1. Wird die Steuer innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht vollständig bezahlt, erhält der Steuerpflichtige zwei einfache Erinnerungsschreiben hintereinander, ohne zusätzliche Kosten.

Er erhält anschließend per Einschreiben eine Zahlungsmahnung, deren Kosten zu seinen Lasten gehen.

Diese Kosten werden über ein Steuerbescheidsystem eingezogen.

Diese Mahnung stellt die Erinnerung dar, auf die in den Ad-hoc-Bestimmungen des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) verwiesen wird, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist.

§2. Die an den Steuerpflichtigen gerichtete Zahlungsmahnung darf erst nach Ablauf einer Frist von 10 Kalendertagen ab dem 1. Tag nach dem auf dem Steuerbescheid genannten Fälligkeitsdatum versandt werden.

Diese Zahlungsmahnung wird erst am 3. Werktag nach ihrem Versandtag an den Steuerpflichtigen wirksam.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung. Daher fallen gemäß Artikel 14 des CRAF Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes an.

§3. Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben. Die Höhe der Verzugszinsen wird unter Anwendung von Artikel 414 des CIR92 berechnet.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Provinzkollegium beschlossen werden.

§4. Die erste Vollstreckungsmaßnahme darf erst nach Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem dritten Werktag nach Versand der Erinnerung an den Steuerpflichtigen durchgeführt werden.

Die im Fünften Teil, Titel III des Gerichtsgesetzbuches genannten

Vollstreckungsmittel stellen ein Vollstreckungsmittel im Sinne des Absatzes 1 dar.

**Artikel 8** -

§1. Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist. Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- Die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- Die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- Die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Beschwerden.

§2. Die persönlichen Daten betreffend wird der Steuerpflichtige unter Einhaltung der DSGVO über die Nutzung seiner Daten wie folgt informiert:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;
- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;

- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;
- Aufbewahrungsdauer: In Anwendung der Verordnung 2016/679 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr (DSGVO) und des Gesetzes vom 30. Juli 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten dürfen personenbezogene Daten nur so lange aufbewahrt werden, wie es für die Verarbeitung, für die sie erhoben wurden, erforderlich ist.
- Die Provinz Lüttich verpflichtet sich daher, die Daten so lange aufzubewahren, wie es für die Erreichung des Zwecks (siehe oben: Zweck der Verarbeitungsvorgänge), der die Erhebung und Speicherung der Daten gerechtfertigt hat, erforderlich ist, und zwar für eine Frist von maximal 5 Jahren, die der Verjährungsfrist im Bereich der Provinzialsteuern entspricht. Falls die Verjährung durch eine Handlung unterbrochen wird, wird die 5-Jahres-Frist erneuert, so dass die personenbezogenen Daten maximal 10 Jahre lang aufbewahrt werden dürfen.

Die Daten die nicht mehr zur Erreichung des festgelegten Zwecks verwendet werden, können für die Provinz jedoch noch von verwaltungstechnischem und/oder gerichtlichem Interesse sein, insbesondere im Falle der Verwaltung einer administrativen oder gerichtlichen Streitsache. In diesem Fall werden sie so lange aufbewahrt, wie es für die Untersuchung der betreffenden Streitsache erforderlich ist, und zwar bis zur Entscheidung in letzter Instanz. Sie können auch aufbewahrt werden, um einer gesetzlichen Verpflichtung nachzukommen.

Bestimmte Daten, deren historisches Interesse durch die vom Staatsarchiv herausgegebenen Richtlinien zur Sortierung der Provinzarchive bestätigt wird, können längerfristig aufbewahrt werden.

Die Provinz Lüttich verpflichtet sich, Daten, die nach Ablauf der oben genannten Verjährungsfrist nicht mehr von administrativem Interesse sind, sowohl physisch als auch elektronisch zu löschen, oder nach Abschluss des Verfahrens vor den Gerichten durch ein Urteil oder einen Beschluss in letzter Instanz zu löschen;

- Methode der Datenerhebung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird. Es kann sich um Erklärungen, Stichprobenkontrollen oder eine durch die Verwaltung durchgeführte Bestandsaufnahme handeln. Sie kann auch im Einzelfall festgelegt werden, je nach Art der Steuer und der anzuwendenden Verordnung;
- Datenübermittlung: Die Daten werden nur an Dritte, die vom Gesetz oder aufgrund des Gesetzes zugelassen werden, oder an die vom Verantwortlichen der Datenverarbeitung zu diesem Zweck bevollmächtigten Subunternehmer übermittelt. Letztere werden gemäß Artikel 327 des CIR92 und Artikel 77 §1 des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen übermittelt.

**Artikel 9** - Die allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern findet Anwendung auf die vorliegende Steuer sofern die vorstehenden Bestimmungen keine Abweichung erfordern.

**N°95 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES**

*Perception des taxes provinciales pour l'année 2024 – Règlement relatif aux exonérations en faveur d'activités industrielles nouvelles.*

***Résolution du Conseil provincial du 9 novembre 2023 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2023.***

**RÉSOLUTION****TAXE SUR LES EXONÉRATIONS EN FAVEUR D'ACTIVITÉS INDUSTRIELLES NOUVELLES 2024**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, spécialement en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code judiciaire, en ses articles 1385*decies* 1385*undecies* ;

Vu l'article 414 du Code des Impôts sur le revenu, CIR'92 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), plus spécialement en ses articles L2212-22, L2212-32, L2212-51, §5, L2212-65, 62, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1, §2, 3°, L3321-1 à L3321-12 ;

Vu la Loi du 20 novembre 2022 (M.B. 30.11.2022) portant des dispositions fiscales et financières diverses ;

Vu le décret budgétaire du 17 décembre 2020, modifié par les décrets budgétaires du 22 décembre 2021 et 14 décembre 2022, afin de transposer au niveau régional les articles 13 et 14 du Code de Recouvrement amiable et forcé, relatifs au recouvrement de créances ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu le règlement général relatif à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la circulaire budgétaire non datée, envoyée le 21 août 2023, du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2024, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes ;

Vu le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales ;

Vu la communication du dossier de la cause à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 2 octobre 2023, en vue d'obtenir son avis de légalité, conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, le 3 *dito*, tel que joint en annexe à la présente résolution ;

Attendu que le règlement-taxe 2023 relatif aux exonérations en faveur d'activités industrielles nouvelles, adopté par sa résolution du 10 novembre 2022, a été approuvé par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne en date du 14 décembre 2022 ;

Attendu que ce règlement ne doit faire l'objet d'aucune modification pour 2024 ;

Considérant qu'il y a lieu de favoriser l'implantation sur le territoire de la Province de Liège, d'activités industrielles nouvelles et leur développement pendant la période de croissance et d'expansion économique, notamment en leur consentant des exonérations fiscales ;

Sur proposition du Collège provincial,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>.** – Le règlement relatif aux exonérations en faveur d'activités industrielles nouvelles pour 2024, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

**Article 2.** – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**Article 3.** – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultats du vote :

- Nombre de votants : 50
- Vote(nt) pour : PS (17) - MR (14) : 31
- Vote(nt) contre : Ecolo (9) - PTB (4) - LES ENGAGÉS-CSP (6) : 19
- S'abstienne(nt) : /
- Unanimité.

En séance à Liège, le 9 novembre 2023.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Pierre BROOZE

Le Président,

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ  
en séance publique du

09 NOV. 2023



**EXERCICE 2024**  
**REGLEMENT RELATIF AUX EXONÉRATIONS EN FAVEUR**  
**D'ACTIVITÉS**  
**INDUSTRIELLES NOUVELLES**

**Article 1er** - Les personnes physiques ou morales qui mettent en œuvre, sur le territoire de la province, des activités industrielles nouvelles visées par la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes, la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique telle que remplacée par le décret du Conseil régional wallon du 25 juin 1992, la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et l'arrêté royal du 23 décembre 1982 relatif à la création de zones d'emploi, pourront bénéficier, à partir du début de cette activité d'une exonération de la taxe provinciale sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement.

**Article 2** - Le dégrèvement sera accordé pour une période de cinq ans et correspondra à l'accroissement de la base taxable engendré par l'activité industrielle nouvelle.

**Article 3** - Les modalités de retrait des avantages prévus par les lois susvisées sont applicables, *mutatis mutandis*, aux présents dégrèvements.

**Article 4** - Sans préjudice au droit de réclamation contre les cotisations portées aux rôles d'imposition dans les formes et délais légalement stipulés, la demande d'exonération devra être introduite dans un délai d'un an à dater de la mise en œuvre des activités industrielles nouvelles justifiant l'application des présentes dispositions. Toutefois, les demandes Introduites après ce délai seront prises en considération pour l'octroi de l'exonération pendant la période prévue à l'article 2, diminuée du nombre d'années écoulées entre la mise en œuvre des activités nouvelles et celle de l'Introduction de la demande.

**Article 5**- Le présent règlement est décrété pour un terme d'un an.

**BESCHLUSS****VERORDNUNG IN BEZUG AUF STEUERENTLASTUNGEN  
ZUGUNSTEN NEUER INDUSTRIELLER TÄTIGKEITEN FÜR  
DAS JAHR 2024**

DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT,

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Gerichtsgesetzbuches und insbesondere der Artikel 1385<sup>decies</sup>  
1385<sup>undecies</sup> ;

Aufgrund von Artikel 414 des Einkommensteuergesetzbuchs, CIR92;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD)  
und insbesondere der Artikel L2212-22, L2212-32, L2212-51 §5, L2212-65, 62  
Punkt 8, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3,  
L3321-1 bis L3321-12;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. November 2022 (B.S. 30.11.2022) über  
verschiedene Steuer- und Finanzbestimmungen;

Aufgrund des Haushaltsdekrets vom 17. Dezember 2020, abgeändert durch die  
Haushaltsdekrete vom 22. Dezember 2021 und 14. Dezember 2022, um die Artikel  
13 und 14 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die  
Zwangsbeitreibung, die sich auf die Beitreibung von Forderungen beziehen, auf  
regionaler Ebene umzusetzen;

Aufgrund der Gesetzes- und Ordnungsbestimmungen über die Festlegung und  
Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über den Schutz personenbezogener Daten;

Aufgrund des undatierten und am 21. August 2023 versandten  
Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und  
Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region über die Erstellung der  
Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2024, insbesondere des Teils, der sich  
auf die Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der Übermittlung der Fallakte an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am  
2. Oktober 2023, um seine Stellungnahme zur Rechtmäßigkeit gemäß  
Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors  
vom 3. Oktober 2023;

In der Erwägung, dass die Steuerverordnung 2023 über Steuerentlastungen  
zugunsten neuer industrieller Tätigkeiten, die per Beschluss vom 10. November 2022  
verabschiedet wurde und am 14. Dezember 2022 per Erlass durch den Minister für  
lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region  
genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass diese Verordnung für 2024 nicht abgeändert werden muss;

In der Erwägung, dass die Ansiedlung von neuen industriellen Betrieben auf dem Gebiet der Provinz Lüttich gefördert und ihre Entwicklung während der wirtschaftlichen Expansions- und Wachstumsperiode u. a. durch Steuerentlastungen unterstützt werden muss;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

**BESCHLIESST:**

**Artikel 1** - Die im Anhang beigefügte Verordnung in Bezug auf Steuerentlastungen zugunsten neuer industrieller Tätigkeiten für das Jahr 2024 wird genehmigt.

**Artikel 2** - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

**Artikel 3** - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIG

In der Sitzung vom 9. November 2023 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Der Generaldirektor der Provinz,

Pierre BROOZE

Der Präsident,

Jean-Claude JADOT

**STEUERJAHR 2024**  
**VERORDNUNG IN BEZUG AUF STEUERENTLASTUNGEN**  
**ZUGUNSTEN**  
**NEUER INDUSTRIELLER TÄTIGKEITEN**

**Artikel 1** - Natürliche oder juristische Personen, die auf dem Gebiet der Provinz neue industrielle Tätigkeiten im Sinne des Gesetzes vom 24. Mai 1959 zur Erweiterung der Erleichterungen für den Zugang des Mittelstands zum Berufs- und Handwerkskredit, des Gesetzes vom 17. Juli 1959 zur Einführung und Koordinierung der Maßnahmen zur Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und der Schaffung neuer Industrien, des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, das durch den Erlass des wallonischen Regionalrats vom 25. Juni 1992 ersetzt wird, des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung und des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1982 über die Schaffung von Beschäftigungsgebieten einführen, haben ab Beginn der Tätigkeiten Anspruch auf eine Befreiung von der Provinzialsteuer auf gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe sowie auf Betriebe, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen.

**Artikel 2** - Der Steuernachlass wird für eine Dauer von fünf Jahren gewährt und entspricht dem durch die neue industrielle Tätigkeit erzeugten Zuwachs der steuerpflichtigen Grundlage.

**Artikel 3** - Die Modalitäten zum Entzug der durch vorerwähnte Gesetze vorgesehenen Vorteile sind *mutatis mutandis* auf vorliegende Nachlasse anwendbar.

**Artikel 4** - Unbeschadet des Rechts, in den gesetzlich vorgeschriebenen Formen und Fristen einen Widerspruch gegen die in den Heberollen eingetragenen Steuern einzureichen, muss der Antrag auf Steuerbefreiung innerhalb eines Jahres ab Aufnahme der von vorliegenden Bestimmungen betroffenen neuen industriellen Tätigkeiten eingereicht werden.

Die Anträge, die nach dieser Frist eingereicht werden, werden jedoch für die Gewährung der Steuerbefreiung während der in Artikel 2 vorgesehenen Dauer berücksichtigt, wobei die Anzahl Jahre abgezogen wird, die zwischen der Aufnahme der neuen Tätigkeiten und der Einreichung des Antrags verstrichen ist.

**Artikel 5** - Vorliegende Verordnung wird für die Dauer eines Jahres erlassen.

**N°96 SERVICES PROVINCIAUX – SPORTS**

*Approbation d'un règlement d'occupation pour les infrastructures sportives du Service des Sports, sis rue Lambert Marlet à Blegny.*

**Résolution du Conseil provincial du 23 novembre 2023.**

**RÉSOLUTION**

## LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE

Vu la décision du Collège provincial du 21/10/2021 marquant son accord sur le principe d'une dissolution de l'asbl « CREF » ;

Vu la décision du Conseil d'administration de l'asbl « CREF » datant du 19/10/2023 visant à entamer une procédure de dissolution ;

Vu la fin de la convention de mise à disposition conclue en date du 6/11/2003 entre l'asbl « CREF » et la Province de Liège, arrivant à échéance le 1/01/2024 ;

Vu la reprise par le Service des Sports, des activités exercées précédemment par ladite ASBL ;

Attendu que compte tenu de cette reprise des activités, il conviendrait à présent d'arrêter un règlement d'occupation pour les infrastructures sportives, sises rue Lambert Marlet à 4670 Blegny fixant notamment les conditions de mise à disposition des infrastructures mais aussi les différents tarifs ;

Attendu que les tarifs proposés visent à maintenir une des missions de service public du Service des Sports, à savoir le développement du football en province de Liège, notamment la formation des jeunes joueurs et le soutien aux clubs en continuant à garantir des prix démocratiques et accessibles ;

Considérant qu'il convient d'approuver un règlement d'occupation pour les infrastructures sportives, sises rue Lambert Marlet à 4670 Blegny, comprenant les différents tarifs ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège provincial,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>.** – Le règlement relatif à l'occupation des infrastructures sportives, sises rue Lambert Marlet à 4670 Blegny est adopté.

**Article 2.** – Les tarifs d'occupation sont intégrés au présent règlement.

**Article 3.** – Ce règlement entre en application à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**Article 4.** – La présente résolution sera publiée au Bulletin provincial et mise en ligne sur le site de la Province de Liège.

En séance à Liège, le 23 novembre 2023.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Pierre BROOZE

**ADOPTÉ**  
**en séance publique du**

**23 NOV. 2023**

Le Président,

Jean-Claude JADOT.



# **Service des Sports**

# **Règlement d'occupation du site provincial de football - Blegny**

**Adopté par le Conseil provincial en sa réunion du 23 novembre 2023**

**Entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> janvier 2024**

<b>Table des matières</b>
---------------------------

<b>1. Dispositions générales</b> .....	3
1.1. Définitions .....	3
1.2. Compétence en matière d'autorisation ou de refus d'occupation .....	3
1.3. Durée .....	4
1.4. Activités non autorisées .....	4
1.5. Annulation .....	4
1.6. Exclusions .....	4
1.7. Introduction de la demande d'occupation .....	5
1.8. Utilisation des locaux et infrastructures .....	5
1.9. Etat des lieux .....	5
1.10. Denrées alimentaires, repas et boissons .....	6
1.11. Contrôle .....	6
1.12. Dispositions légales et réglementaires .....	6
1.13. Enseignes, affiches et panneaux .....	6
1.14. Règlement des litiges .....	7
<b>2. Assurances</b> .....	7
2.1. Assurance obligatoire .....	7
2.2. Assurance relative à l'occupation des locaux provinciaux .....	7
2.3. Preuve de la souscription de la police d'assurance .....	8
2.4. Responsabilité .....	8
<b>3. Dispositions diverses</b> .....	9
<b>4. Tarif</b> .....	10
4.1. Tarif occupation des terrains de football .....	10
4.2. Tarif occupation de la cafétéria .....	11
4.3. Tarif occupation de la salle de conférence .....	11
4.4. Modalités de paiement .....	12
4.5. Indexation .....	12

# 1. Dispositions générales

## 1.1. Définitions

Occupant : toute personne qui bien que ne disposant pas d'un droit de bail ou de location s'est vue consentir la possibilité d'occuper un espace pendant une durée déterminée.

Organisateur(s) : le particulier ou l'organisme demandeur.

Particulier : toute personne physique en son nom propre.

Organisme(s) : toute société, association ou groupement, doté ou non de la personnalité juridique, à caractère public ou privé.

Responsable(s) :

- La personne physique demanderesse en son nom propre ;
- L'organisme demandeur ayant une personnalité juridique ;
- Lorsque le demandeur est une association de fait sans personnalité juridique, la ou les personne(s) qui s'identifie(nt) nominativement au moment de la demande d'occupation.

## 1.2. Compétence en matière d'autorisation ou de refus d'occupation

Le Collège provincial est compétent pour accorder, aux conditions fixées au présent règlement, à des particuliers ou à des organismes divers, l'autorisation d'user de certains terrains et locaux du SITE PROVINCIAL DE FOOTBALL à Blegny et ce, sans préjudice de l'utilisation prioritaire pour les activités organisées par les Services provinciaux eux-mêmes.

Dans la mesure où les autorisations d'occupation consenties en exécution du présent règlement constitueront des actes répétés à intervalle extrêmement réguliers, établis sur le fondement du présent règlement et le plus souvent des délais très brefs, elles constituent assurément des mesures secondaires ou accessoire à propos desquelles le Conseil d'Etat autorise une délégation de compétence et de signature.

En conséquence, la compétence d'accorder ces autorisations et la signature des actes y liés est accordée par le présent règlement au Directeur général des départements Culture, Sports et Tourisme de la Province de Liège, au Directeur du Service des Sports et à toute personne qu'ils désigneront au sein du Service des Sports pour les suppléer temporairement en cas d'absence.

La Direction du Service des Sports adressera annuellement, par la voie hiérarchique, au Collège provincial un rapport circonstancié détaillant les demandes d'autorisations reçues et les autorisations d'occupation accordées.



### 1.3. Durée

Les autorisations sont accordées nominativement, sans possibilité de cession, de manière ponctuelle et pour une durée de temps limitée et clairement définie.

Le Collège provincial et/ou le Directeur du Service des Sports précité pourra toutefois mettre un terme, à tout moment, à l'autorisation d'occupation, soit temporairement, soit définitivement, et ce, sans indemnité de quelque nature que ce soit au profit de l'occupant.

### 1.4. Activités non autorisées

Les activités d'ordre familial ou liées à la vie privée de l'occupant, telles que notamment mariage, communion, anniversaire, autre événement, ne sont pas autorisées dans les lieux occupés.

### 1.5. Annulation

En cas de force majeure rendant les infrastructures faisant l'objet de l'occupation indisponibles, l'indemnité due en contrepartie de l'occupation consentie sera réduite au prorata du temps de l'indisponibilité.

Cependant, aucune autre forme de dédommagement ne pourra être réclamé à la Province de Liège.

Sont considérés et expressément reconnus comme cas de force majeure : des conditions météorologiques défavorables, un incendie, une inondation, une tempête, des émeutes, des calamités naturelles, vol de toute ou partie du matériel nécessaire à la mise à disposition des locaux, manque d'énergie électrique, conditions rendant impossible ou très difficile le maintien de la sécurité des occupants, retrait ou suspension des éventuelles autorisations administratives et communales, fait du prince et plus généralement tout événement de nature similaire affectant les parties et retardant ou rendant impossible la mise en œuvre du présent règlement.

### 1.6. Exclusions

Le présent règlement ne s'applique qu'aux deux terrains de football et locaux adjacents situés dans l'infrastructure du SITE PROVINCIAL DE FOOTBALL sis rue Lambert Marlet à 4670 BLEGNY à l'exclusion des autres infrastructures animées ou gérées par le Service des Sports ou tout autre service de la Province de Liège.

### 1.7. Introduction de la demande d'occupation

Les demandes d'occupation doivent être adressées à la Direction du Service des Sports de la Province de Liège.

La demande sera introduite par écrit (y compris courriel) dans un délai utile à permettre l'accomplissement des formalités administratives avant la date prévue pour l'occupation.

Elle devra préciser :

- a) la dénomination complète de l'organisme et des responsables de la manifestation ;
- b) le but de l'occupation demandée et, le cas échéant, l'objet de la manifestation projetée ;
- c) le programme ;
- d) le terrain et/ou les locaux dont l'occupation est sollicitée ;
- e) les horaires (jours et heures) ;
- f) le nombre escompté de participants ;
- g) la qualification éventuelle des personnes désignées pour encadrer lesdits participants.

En outre, toute première demande d'occupation introduite au nom d'une personne morale devra être accompagnée d'une copie des statuts de l'association ou société.

### 1.8. Utilisation des locaux et infrastructures

Il est formellement interdit de fumer dans les locaux mis à disposition.

L'utilisation des terrains, locaux, dépendances et/ou installations mis à la disposition d'un organisme ou d'un particulier ne peut, en aucune manière, gêner la bonne marche de l'Institution provinciale.

En aucun cas, les participants ne pourront accéder à d'autres lieux que ceux expressément visés par l'autorisation et seule l'activité pour laquelle l'autorisation a été accordée pourra être réalisée. Les responsables veilleront à ce que les occupants s'abstiennent de tout acte individuel ou collectif qui pourrait nuire à la dignité et au renom de l'établissement.

L'occupant est tenu de respecter les lieux, mobilier et matériel mis à sa disposition. Il s'engage à en jouir en « bon père de famille » à le maintenir en bon état d'entretien.

### 1.9. Etat des lieux

Dès son entrée dans les lieux qu'il est autorisé à occuper, l'occupant est tenu d'informer l'agent du Service des Sports présent dans les lieux de tous dégâts ou dégradations ainsi que de toute saleté anormale et mauvais fonctionnement dont il ferait le constat.

A défaut d'un tel signalement au moment de l'entrée dans les lieux, ceux-ci seront présumés, de manière irréfutable, avoir été délivrés en parfait état d'entretien, de réparation et donc de fonctionnement.

Les occupants supporteront les frais éventuels de réparation des dommages ou dégradations de quelque nature que ce soit, causés à l'occasion de l'occupation, tant aux lieux qu'aux matériel et mobilier tels qu'ils seront constatés et communiqués par Province de Liège à l'occupant dans un délai de 24 heures suivant la fin de l'occupation. Ce délai est étendu à 72 heures si l'occupation prend fin la veille d'un week-end, durant un week-end ou la veille d'un jour férié.

#### 1.10. Denrées alimentaires, repas et boissons

La Province n'intervient, en aucune façon, dans la fourniture de denrées alimentaires, de repas et de boissons.

#### 1.11. Contrôle

La Direction du Service des Sports assure la police des lieux et pourra exercer un contrôle durant l'occupation des lieux de façon à s'assurer que les conditions de l'autorisation sont respectées. En cas d'urgence, elle pourra prendre toutes les dispositions justifiées par les circonstances en vue de limiter, sous le bénéfice de l'urgence et dans l'attente de décision du Collège provincial, l'accès aux locaux. Cette limitation décidée sous le bénéfice de l'urgence ne pourra excéder 15 jours, sans préjudice de la décision du Collège, statuant avant ou après l'expiration de ce délai, de mettre un terme définitif au droit d'occupation.

#### 1.12. Dispositions légales et réglementaires

Les occupants s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour la bonne organisation de l'évènement qu'ils organisent au sein des locaux provinciaux. Ils veilleront donc seuls et sous leur responsabilité à obtenir toutes les autorisations nécessaires et à respecter toutes les prescriptions légales et réglementaires qui s'imposent. Le paiement de toutes les taxes ou de tous les droits liés à l'évènement est à leur charge et relève de leur seule responsabilité.

#### 1.13. Enseignes, affiches et panneaux

Le placement d'enseignes, d'affiches, de panneaux, de quelque nature que ce soit, sur ou devant les bâtiments n'est pas autorisé, sauf dérogation expresse et préalable accordée par la Direction du Service des Sports.

#### 1.14. Règlement des litiges

Tout litige lié directement ou indirectement à la validité, l'interprétation et/ou à l'exécution du présent règlement sera tranché exclusivement par les juridictions compétentes de l'arrondissement de Liège qui appliqueront le droit belge.

## **2. Assurances**

### 2.1. Assurance obligatoire

Les présentes dispositions s'appliquent dans tous les cas de mise à disposition, quel que soit le tarif appliqué, quel que soit le local occupé et quelle que soit la durée de l'occupation.

Dès lors, en vue de couvrir les risques liés à son occupation des locaux provinciaux, l'occupant est tenu de souscrire une police « Responsabilité civile » répondant aux critères mentionnés ci-après.

### 2.2. Assurance relative à l'occupation des locaux provinciaux

#### Portée de l'assurance :

- a) la responsabilité civile pouvant incomber à l'organisateur de manifestations dans lesdits locaux, à ses organes dans l'exercice de leur mandat, ainsi qu'à ses préposés et autres collaborateurs dans l'exercice de leurs fonctions, du chef de dommages causés par un accident à des tiers ;
- b) la responsabilité civile aquilienne et/ou contractuelle pouvant incomber aux assurés précités, du chef des dommages matériels (excepté ceux résultant de l'eau, de l'incendie ou d'explosions) causés par un accident aux locaux occupés et leur contenu ;
- c) la responsabilité civile extracontractuelle qui pourrait incomber aux organisations assurées du fait de dommages occasionnés par des volontaires dans l'exercice d'activités assurées par le contrat d'assurance, conformément à la loi du 3 juillet 2005 et à son arrêté royal d'exécution du 19 décembre 2006 déterminant les conditions minimales de garantie des contrats d'assurance couvrant la responsabilité civile extracontractuelle des organisations travaillant avec des volontaires. Les exclusions prévues à l'article 5 de l'arrêté royal précité sont toutes d'application. Toute clause du contrat d'assurance qui y serait contraire est réputée non écrite.

Plafond des garanties à assurer :

**Dommmages corporels :** Garantie limitée à 2.500.000 € par sinistre.

**Dommmages matériels :** Garantie limitée à 250.000 € par sinistre.

**Dommmages aux locaux :** Garantie accordée jusqu'à concurrence de 12.500 € par sinistre.

La Province de Liège a souscrit auprès d'une compagnie d'assurances une police d'assurance du type « abonnement » en faveur des occupants de ses locaux.

La souscription de cette police d'abonnement vise à simplifier les démarches administratives en dispensant chaque occupant de la conclusion de contrats d'assurance pour les manifestations qu'il organise.

Les documents utiles à la souscription de cette police peuvent être obtenus à premières demande.

Les occupants ne sont pas obligés de souscrire une police auprès de cette compagnie d'assurances, pour autant qu'ils soient en mesure de répondre, par le biais de leur assureur, aux exigences de la Province de Liège en matière d'assurance des risques précités.

### 2.3. Preuve de la souscription de la police d'assurance

La **preuve** de la souscription de la police susmentionnée doit être communiquée à la Direction du Service des Sports, au plus tard le jour du début de l'occupation. A défaut, l'occupation pourra être annulée par la Direction ou son préposé, sans qu'aucune indemnité, dédommagement ou remboursement ne puisse être réclamée à la Province.

### 2.4. Responsabilité

En toutes hypothèses, la Province de Liège décline toute responsabilité en cas de vol du matériel ou tout autre bien appartenant à l'organisateur ou l'organisme. Il lui incombe dès lors de couvrir son propre matériel ainsi que les risques de dégâts aux véhicules lorsqu'un parking est mis à disposition.

### **3. Dispositions diverses**

- 1 Le texte du présent règlement accompagné du tarif sera remis, aux demandeurs afin de leur permettre d'introduire la demande d'autorisation assortie de l'engagement prévu à l'article 1.7 ci-avant.
- 2 En outre, nonobstant la communication précitée, compte tenu de sa publication dans les formes légales, nul ne sera censé en ignorer la teneur.
- 3 Tous les cas non prévus par les présentes conditions sont réglés par le Collège provincial.
- 4 En cas de contravention à l'une des obligations tracées par les présentes dispositions, l'occupant pourra se voir refuser tout bénéfice ultérieur de toute occupation de locaux.
- 5 En aucun cas, il ne pourra être réclamé à la Province aucune indemnité à quelque titre que ce soit, si, pour des motifs indépendants de sa volonté (panne de chauffage, travaux urgents de réparation et d'entretien, par exemple), elle ne peut assurer l'occupation des installations aux jours et heures convenus.  
  
La Province s'engage toutefois, en pareil cas, à prévenir dès que possible l'utilisateur pour tenter de lui éviter un déplacement inutile et lui permettre de prendre, le cas échéant, toutes dispositions utiles.
- 6 Toute activité ne répondant pas aux critères de conformité imposés, par les prescriptions légales et réglementaires, en matière de SECURITE, au(x) local (locaux) dont l'occupation est demandée ne pourra donner lieu à une autorisation d'occupation.

## 4. Tarif

Les tarifs repris ci-après s'entendent charges énergétiques comprises (eau, électricité et chauffage).

### 4.1. Tarif occupation des terrains de football

**Champ d'application** : tout occupant, quelle que soit sa forme juridique, disposant du droit d'occuper un terrain de football (semi-synthétique ou synthétique) dans l'infrastructure « SITE PROVINCIAL DE FOOTBALL » sis rue Lambert Marlet à 4670 BLEGNY.

Tarif applicable du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre

Type de locaux	Montant dû par heure d'occupation, charges comprises (réservation minimum de 2 heures)
Un terrain de football (semi-synthétique ou synthétique) avec 2 vestiaires	40,00 €

Tarif applicable du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars

Type de locaux	Montant dû par heure d'occupation, charges comprises (réservation minimum de 2 heures)
Un terrain de football (semi-synthétique ou synthétique) avec 2 vestiaires	50,00 €

Tarif applicable pour un tournoi

Type de locaux	Montant journalier dû pour l'occupation, charges comprises
Un terrain de football (semi-synthétique ou synthétique) avec 2 vestiaires	180,00 €

4.2. Tarif occupation de la cafétéria

**Champ d'application** : tout occupant, quelle que soit sa forme juridique, disposant du droit d'utiliser la cafétéria (avec bar équipé), située au 1<sup>er</sup> étage dans l'infrastructure « SITE PROVINCIAL DE FOOTBALL » sis rue Lambert Marlet à 4670 BLEGNY.

Type de locaux	Montant dû par heure d'occupation, charges comprises
Cafétéria (située au 1 <sup>er</sup> étage)	25,00 €

4.3. Tarif occupation de la salle de conférence

**Champ d'application** : tout occupant, quelle que soit sa forme juridique, disposant du droit d'utiliser la salle de conférence, située au rez-de-chaussée dans l'infrastructure « SITE PROVINCIAL DE FOOTBALL » sis rue Lambert Marlet à 4670 BLEGNY.

Type de locaux	Montant journalier dû pour l'occupation, charges comprises
Salle de conférence (située au rez-de-chaussée)	20,00 €



**4.4. Modalités de paiement**

Les occupants verseront les sommes dues en application du présent règlement, selon les modalités figurant dans l'autorisation d'occupation qui leur sera délivrée.

**4.5. Indexation**

Les tarifs 4.1 précités ne feront pas l'objet d'une indexation.

**N°97 SERVICES PROVINCIAUX – ENSEIGNEMENT**

*Règlement d'ordre intérieur de la Maison Erasmus de la Haute Ecole de la Province de Liège – Modification.*

***Résolution du Conseil provincial du 23 novembre 2023.***

**RÉSOLUTION**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu sa résolution du 27 janvier 2022 relative à la modification du Règlement d'Ordre Intérieur de la Maison Erasmus de la Haute École de la Province de Liège ;

Vu le rapport émanant de la Haute Ecole de la Province de Liège indiquant la nécessité de revoir, pour l'année académique 2024-2025, le Règlement d'ordre intérieur de la Maison Erasmus en ce qui concerne le système des repas ;

Considérant qu'il convient d'approuver les modifications au Règlement d'Ordre Intérieur de la Maison Erasmus de la Haute École de la Province de Liège ;

Vu le projet de nouveau Règlement d'Ordre Intérieur de la Maison Erasmus de la Haute École de la Province de Liège, tel que proposé par le Collège provincial et figurant en annexe ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège provincial,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>.** – Le nouveau Règlement d'Ordre Intérieur de la Maison Erasmus de la Haute École de la Province de Liège est approuvé tel qu'annexé à la présente.

**Article 2.** – La présente résolution sera insérée au Bulletin provincial et mise en ligne sur le site Internet de la Province de Liège, conformément à l'article L2213-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

En séance à Liège, le 23 novembre 2023.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Le Président,

Pierre BROOZE

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ  
en séance publique du

23 NOV. 2023



**Haute École de la Province de Liège**

~~Avenue Montesquieu, 6~~ Quai des Carmes, 45

4101 – SERAING (Jemeppe)

N° d'entreprise : 0207.725.104

Matricule : 541 6.293.701

N° FASE : 05759

**Règlement d'ordre intérieur de la MAISON ERASMUS  
de la Haute École de la Province de Liège (ME)**

**Quai des Carmes, 45 à 4101 Seraing-Jemeppe (Belgique)**

Le présent règlement d'ordre intérieur (ci-après dénommé R.O.I.) ainsi que le Règlement tarifaire de la ME, qui en constitue une annexe, doivent faire l'objet d'un accusé de réception, valant prise de connaissance, lors de l'arrivée de l'étudiant.

Le Bureau des Relations Internationales, dont la coordination est assurée par Mesdames Morgane Lamoureux et Pauline Bacquelaine (0032 4 279 74 95 ou [bri@hepl.be](mailto:bri@hepl.be)), est chargé des aspects pédagogiques du séjour d'études et de la gestion opérationnelle de l'hébergement à la ME.

**Article 1. Inscription des résidents de la Maison Erasmus**

1.1.

Les résidents de la ME sont en priorité des étudiants inscrits à la Haute École de la Province de Liège (HEPL) dans le cadre des programmes d'échanges tels que les programmes Erasmus+, FAME ou programme similaire.

Si des places sont encore disponibles après la phase de préinscription (cf. point 1.3. ci-dessous), la ME pourra être accessible à d'autres résidents majeurs (âgés de minimum 18 ans).

1.2.

Lors de la candidature pour l'inscription à la ME, les documents suivants doivent obligatoirement être transmis (les copies par mail sont acceptées) au gestionnaire de la ME :

- 1) Formulaire de candidature, disponible en ligne ;
- 2) Projet de *Learning Agreement*, ou tout autre projet d'accord de mobilité, signé par l'institution d'origine et par la HEPL ;
- 3) Copie de la carte d'identité ou du passeport de l'étudiant ;
- 4) Copie des preuves d'assurance (assurance médicale à l'étranger, assurance rapatriement et assurance responsabilité civile).

Ces documents constituent le dossier du résident Erasmus, qui doit être complet afin de valider la demande d'inscription.

### 1.3.

Les inscriptions sont ouvertes à partir du 1<sup>er</sup> février de l'année académique qui précède. Les dossiers sont analysés par le Bureau des Relations Internationales selon leur ordre d'arrivée.

Si le dossier est complet et accepté, l'étudiant dispose de 30 jours pour payer la première mensualité et la caution. Le paiement endéans le délai valide définitivement l'inscription. En cas de défaut de paiement ou de paiement tardif, l'étudiant perd sa place.

### 1.4.

Les étudiants étant majeurs, la Province de Liège décline toute responsabilité pour tout problème médical que rencontrerait un résident.

Plus généralement, la Province de Liège ne peut être tenue pour responsable des éventuels dommages causés par les résidents de la ME, qu'il s'agisse de dommages matériels ou de dommages à des tiers.

## **Article 2. Durée du séjour et tarif de l'occupation d'une chambre au sein de la Maison Erasmus**

La ME est ouverte du 1<sup>er</sup> jour ouvrable de septembre au dernier jour ouvrable de juin. L'occupation d'une chambre en dehors de cette période d'ouverture n'est pas autorisée. L'étudiant qui souhaite résider en Belgique en dehors de cette plage peut néanmoins contacter le Bureau des Relations Internationales afin d'obtenir des renseignements sur les possibilités de logement temporaire alternatif.

L'étudiant qui occupe une chambre à la ME durant le premier semestre doit quitter la ME au plus tard le dernier jour ouvrable de janvier. S'il occupe une chambre à la ME durant le second semestre, il ne peut pas arriver avant le premier jour ouvrable de février.

Les tarifs de la résidence au sein de la ME sont fixés dans le document « Règlement tarifaire de la Maison Erasmus », joint au présent R.O.I.

La durée exacte du séjour à la ME est fixée pour chaque résident lors de la notification de la décision d'acceptation du dossier.

Une prolongation du séjour peut cependant être convenue, selon les disponibilités de la ME, et moyennant la signature d'un avenant.

## **Article 3. Formalités d'entrée et état des lieux**

L'étudiant est supposé se rendre à la ME par ses propres moyens. En cas de difficultés, il peut contacter préalablement le Bureau des Relations Internationales pour que celui-ci l'aide à optimiser son trajet et le renseigne sur les moyens de transport disponibles.

L'étudiant qui arrive doit se présenter du lundi au vendredi, entre 9 et 16 heures, pour obtenir son badge et procéder à l'état des lieux. Si l'étudiant arrive en Belgique en dehors de ces périodes, il doit trouver un logement alternatif en attendant de se présenter au gestionnaire de la ME.

Dès l'arrivée du résident, un état des lieux de la chambre et un inventaire du mobilier sont effectués et signés, par le résident et un membre du Bureau des Relations Internationales.

**Article 4. Accessibilité de la ME**

La ME est ouverte 7 jours sur 7 (donc week-ends et jours fériés inclus), en ce compris durant les congés scolaires.

**Article 5. Obligations liées au respect de la vie en communauté****5.1. Dispositions générales**

En toutes circonstances, les résidents doivent respecter l'ordre et la propreté. Ils observent les usages et les règles de conduite dictées par la bienséance.

Dans le cadre de leurs relations avec le personnel et les autres résidents, le respect mutuel est de rigueur, afin de permettre à chacun de vivre et de travailler dans de bonnes conditions.

Chaque résident doit communiquer au gestionnaire de la ME tous les faits pouvant nuire au bon fonctionnement de la ME.

Vu la mixité de la ME, les résidents doivent adopter une tenue adéquate et soignée. Il en va de même de leur comportement.

**5.2. Calme**

Les chambres étant des lieux de travail et de repos, et afin de respecter le confort de chacun, le calme est de rigueur à la ME, à tout moment et en particulier à partir de 22 h.

En tout temps, il convient d'éviter les claquements de portes et de chaussures, les conversations dans les couloirs et les réunions tapageuses dans les chambres.

**5.3. Locaux communs**

Lors de l'utilisation des locaux et équipements communs, le respect des règles de propreté et d'hygiène est de rigueur.

Chaque résident prend en charge sa vaisselle et participe aux tâches communes, comme le nettoyage de la table, le rangement du matériel, le chargement et le déchargement du lave-vaisselle, etc.

Chaque résident dépose ses déchets dans les différentes poubelles mises à disposition.

**Article 6. Sortie en soirée et heure de rentrée**

En tant qu'étudiants de l'enseignement supérieur, les résidents peuvent disposer librement de leurs soirées.

Cependant, les heures de sortie et de rentrée à la ME peuvent être limitées par la direction de la HEPL, en raison de circonstances particulières (par exemple : festivités organisées par l'établissement). Les résidents sont tenus de se conformer à ces décisions.

Si les étudiants souhaitent organiser une soirée au sein de la ME, ils doivent au préalable obtenir l'accord de la Direction de la HEPL.

Une société de gardiennage effectue une ronde deux fois par nuit.

**Article 7. Repas Cuisines disponibles au sein de la ME**~~7.1. Cuisines disponibles au sein de la ME~~

Une cuisine commune est mise à la disposition des résidents au 4<sup>e</sup> étage de la ME. L'entretien et le nettoyage est assuré par le personnel de la ME, mais les résidents doivent prendre en charge le nettoyage de leur vaisselle et le rangement des lieux. En cas de manquement constaté, l'accès à cette cuisine peut être temporairement ou définitivement suspendu.

Pendant les repas, les résidents doivent respecter les règles de bonne tenue à table.

Il est interdit d'emporter dans les chambres de la nourriture et de la vaisselle des cuisines. De même, à l'exception des cuisines, il est interdit de se rendre dans les locaux communs (salle de détente, buanderies, etc.) avec de la nourriture.

Les étudiants sont autonomes pour la gestion de leurs repas, une liste de magasins d'alimentation proche des lieux sera communiquée aux étudiants dès leur arrivée.

~~7.2 Petit déjeuner~~

~~La redevance mensuelle comprend le petit déjeuner qui sera fourni aux étudiants. Celui-ci se prendra à la cuisine du 4<sup>e</sup> étage et comprendra, notamment, des céréales, des produits tartinables, du jus, du café...~~

~~7.3 Repas de midi~~

~~Le repas de midi n'est pas compris dans la redevance mensuelle. L'étudiant a cependant la possibilité de réserver son repas dans un des nombreux restaurants provinciaux, à un tarif avantageux.~~

~~7.4 Repas du soir~~

~~L'étudiant, s'il le souhaite, a la possibilité de réserver une demi-pension comprenant le repas du soir du lundi au jeudi, hors période de congés scolaires. La demi-pension n'est donc pas accessible du vendredi au dimanche, ni durant les congés scolaires.~~

~~Les repas du soir relatifs à cette demi-pension se prennent exclusivement au restaurant de l'internat de Jemeppe.~~

~~Ce repas du soir comporte un seul menu, fixe, lequel ne peut être modifié selon les demandes spécifiques de chacun. Il existe néanmoins des options végétariennes. La boisson disponible à table est l'eau plate, servie à volonté; il n'y a pas de soft ni de café.~~

~~Si un étudiant ne souhaite pas participer à l'un des repas du soir, il est tenu d'en informer le Bureau des Relations Internationales au minimum 24 heures à l'avance. Un étudiant qui ne se présente pas de manière répétée aux repas prévus perdra son droit à la demi-pension.~~

~~Ces annulations ne donneront lieu à aucun remboursement.~~

**Article 8. Tenue des chambres et du bâtiment en général****8.1. Nettoyage**

Un personnel professionnel est chargé de l'entretien de la ME.

Une fois par semaine, le **nettoyage complet** de chaque chambre est fait par le personnel d'entretien.

Les chambres des résidents doivent être accessibles au personnel d'entretien chaque jour de la semaine, dès 8 h 30.

Dans ce cadre, le résident s'engage à maintenir tous les jours sa chambre rangée, afin de permettre le nettoyage quotidien. Le résident doit ainsi dégager totalement le sol et doit libérer la chambre le temps du nettoyage.

Le personnel d'entretien et le Bureau des Relations Internationales peuvent, à tout moment, vérifier l'ordre et le maintien de la propreté dans chaque chambre.

### 8.2. Équipement électrique dans les chambres

Aucune modification ou surcharge du circuit électrique n'est autorisée.

Les appareils électroménagers tels que four micro-ondes, réchaud, plaque chauffante électrique, bouilloire électrique... sont interdits. Il en est de même des bougies, allumettes, diffuseur de parfum, encens, etc. Seuls sont admis les postes de radio, de TV, les ordinateurs, les sèche-cheveux et les rasoirs.

Seule une multiprise, munie d'un système de sécurité, est autorisée.

L'emploi de ces appareils ne peut être la cause de perturbations sonores ou de surcharge électrique.

Ils doivent être débranchés pendant les absences des résidents.

Une connexion internet individuelle est disponible dans chaque chambre pour les résidents, de même que le WI-FI dans les espaces communs.

Le mauvais fonctionnement de ce service ne peut pas faire l'objet d'une demande de remboursement financier, ou de réduction quelconque.

Il pourra être mis fin à ce service, si l'usage est illégal ou inapproprié.

### 8.3. Literie

La ME met à la disposition du résident la literie ; à savoir oreillers, taies, matelas, couettes et draps de lit.

Le résident est responsable de la literie confiée et doit la restituer en bon état. Des machines à laver et des sècheurs sont mis à disposition des résidents (lessive non fournie).

Tout manquement constaté dans l'entretien de la literie pourra faire l'objet de la non-restitution de la caution.

La ME procédera néanmoins au nettoyage industriel de cette literie tous les six mois.

### 8.4. Décoration de la chambre

La décoration personnelle de la chambre par le résident ne peut être prétexte à affichage intempestif.

Pour veiller à la préservation des installations, il est interdit de coller des affiches, de clouer dans les murs ou d'enfoncer des punaises dans les portes ou les armoires.

Les pâtes ou pastilles adhésives sont les seuls procédés d'affichage autorisés.

#### 8.5. Buanderie

Pour la lessive et le repassage, une buanderie équipée (machine automatique, séchoir électrique, planche et fer à repasser) est à la disposition des résidents au sous-sol de la ME.

Le matériel est à disposition des résidents, lesquels apportent la poudre à lessiver ou les dosettes de produits ad hoc.

#### 8.6. Téléphone

Sauf en cas d'urgence, aucune communication téléphonique ne sera donnée par le personnel de la ME.

Les numéros importants à retenir sont affichés dans chaque couloir (selon le plan interne d'urgence).

### **Article 9. Sécurité et substances interdites**

En prévision d'un éventuel incendie, des exercices d'évacuation sont organisés en cours d'année académique.

Les résidents doivent se conformer aux consignes qui se trouvent dans leur chambre.

À chaque étage, deux résidents sont choisis comme « Responsable — Incendie ». Ils aideront dans tout exercice ou en cas de procédure d'évacuation du bâtiment.

Il est strictement interdit de fumer à l'intérieur de la ME. La **tolérance zéro** est d'application à ce sujet.

Il est strictement interdit à tout résident d'introduire au sein de l'établissement et de consommer de l'alcool et des drogues, ou toute autre substance susceptible de nuire à sa santé ou à celle des autres.

Il est strictement interdit d'introduire des objets dangereux et des animaux au sein de l'établissement.

Les jeux avec enjeux sont interdits.

### **Article 10. Soins de santé**

Les résidents étant majeurs, il leur appartient de prendre toute mesure nécessaire à leur santé.

En cas de maladie ou d'accident, les frais médicaux et pharmaceutiques sont exclusivement à charge des résidents, qui ont le libre choix du médecin. De plus, ceux-ci doivent prendre leurs propres dispositions pour se rendre au cabinet du médecin de leur choix. Une liste des médecins les plus proches et de l'itinéraire le plus court pour s'y rendre sera communiquée au résident dès son arrivée.

Si un résident est malade de longue durée ou accidenté, le gestionnaire de la ME prévient immédiatement la Direction de l'établissement qui prendra les dispositions nécessaires.



Tout résident victime d'un accident au sein de la ME doit en faire la déclaration dans les 24 heures au Bureau des Relations Internationales. En cas de déclaration tardive, l'établissement décline toute responsabilité.

En cas de maladie contagieuse, la direction de la ME prend, en accord avec le médecin, les mesures nécessaires pour éloigner le résident de la ME.

À son retour à la ME, ce résident doit produire un certificat médical constatant sa complète guérison.

### **Article 11. Pertes, vols, dégradations et dommages**

Les dégradations ou dommages de toute espèce sont pris en charge par les résidents qui les ont causés, sans préjudice de l'application éventuelle d'une mesure disciplinaire.

Durant son séjour, le résident prévient immédiatement le gestionnaire de la ME de tout problème éventuel (électricité, plomberie, portes, matériel de cuisine...), dans sa chambre ou dans les locaux communs, ainsi que des dégâts qu'il constate et dont il est, ou non, responsable.

Les résidents qui introduisent dans la ME des objets de valeur le font sous leur seule responsabilité.

La ME décline toute responsabilité en cas de perte, vol, prêt, échange ou dommage causé aux objets personnels.

### **Article 12. Visites de tiers**

Les résidents peuvent inviter des tiers pour autant que ceux-ci s'enregistrent à l'accueil de la ME (entre 8 et 17 h) ou sur accord du Bureau des Relations Internationales pour la présence de tiers entre 17 h et minuit.

Aucun tiers ne sera admis dans la ME entre minuit et 8 heures du matin.

Tout résident qui fait pénétrer un tiers dans la ME est responsable des comportements du visiteur et des dégradations et dommages qu'il causerait.

Le résident se porte garant du respect par les tiers qu'il invite des règles en vigueur au sein de la ME.

### **Article 13. Formalités de sortie et état des lieux**

L'étudiant est tenu d'informer, par écrit, le Bureau des Relations Internationales du jour et de l'heure de son départ au minimum cinq jours ouvrables à l'avance. L'étudiant est supposé quitter l'établissement par ses propres moyens, mais peut bénéficier d'aide pour établir son trajet et se renseigner sur les solutions de transport.

Si le départ a lieu durant les heures de bureau (du lundi au vendredi, de 9 à 16 h), l'état des lieux sera réalisé par le Bureau des Relations Internationales en présence de l'étudiant. Le badge doit être restitué lors de cet état des lieux. La caution pourra être restituée en liquide, pour autant que la demande en ait été faite lors de l'information du départ, ou par versement bancaire, pour autant que le badge ait été remis et que l'état des lieux ne témoigne d'aucune dégradation des biens utilisés.

Si le départ a lieu en dehors des heures de bureau, l'étudiant est tenu de remettre le badge dans une enveloppe déposée dans la boîte aux lettres de la ME. L'état des lieux sera réalisé le dernier jour ouvrable où l'étudiant est présent à la ME. La caution sera

restituée par versement bancaire, pour autant que le badge ait été remis et que l'état des lieux ne témoigne d'aucune dégradation des biens utilisés.

#### **Article 14. Sanctions disciplinaires**

Pour le maintien de l'ordre au sein de la ME, les mesures suivantes peuvent être prises :

a) Par le Bureau des Relations Internationales ou la Direction de l'établissement :

- l'avertissement
- la réprimande.

b) Par la direction de l'établissement uniquement :

- l'exclusion définitive de la ME.

#### **Pour l'application des mesures disciplinaires, il est notamment tenu compte des éléments suivants :**

1) La sanction est proportionnée à la gravité des faits et à leurs antécédents éventuels.

2) L'exclusion définitive de la ME est une sanction exceptionnelle, qui n'est prononcée que si les faits dont l'étudiant s'est rendu coupable :

- soit portent atteinte au renom de la ME ou à la dignité de son personnel ou des résidents ;
- soit compromettent l'organisation ou la bonne marche de la ME ;
- soit font subir un préjudice matériel ou moral grave à la ME ;
- soit compromettent la formation d'un ou de plusieurs autres résidents.

À titre exemplatif, les comportements suivants peuvent conduire à une exclusion définitive :

- le fait de fumer à l'intérieur de l'établissement ;
- l'introduction et/ou la consommation de substances illégales ou illicites au sein de l'établissement ;
- les violences graves, coups et blessures ;
- le non-paiement de la pension ;
- lorsque le comportement du résident a entraîné la répétition de mesures disciplinaires au cours de la même année académique.

3) Les mesures disciplinaires collectives sont interdites. Chaque cas doit être examiné individuellement et chaque sanction motivée.

4) Lorsqu'il est envisagé de sanctionner le résident par un avertissement ou par une réprimande, le résident est informé des griefs à sa charge et est entendu par le Bureau des Relations Internationales.

5) Lorsqu'il est envisagé de sanctionner le résident par une exclusion définitive de la ME, le résident est informé des griefs à sa charge et est entendu par une commission d'audition, formée d'un membre du Collège de direction de la HEPL et d'un membre du Bureau des Relations Internationales.

Dans ce cas, une notification est adressée au résident par pli simple. Elle mentionne les faits reprochés, ainsi que la date et l'heure à laquelle il sera procédé à l'audition.

L'exclusion définitive de la ME est prononcée par la direction de la HEPL, après un examen approfondi des faits qui justifient cette exclusion. Cette décision est basée sur un avis circonstancié de la Commission d'audition.

Le Bureau des Relations Internationales tient une fiche de comportement par résident, où seront consignées les remarques, les observations et les sanctions prises à son égard.

Toute mesure disciplinaire est portée à la connaissance du résident, dans les plus brefs délais.

**Article 15. Situations non prévues par le présent règlement**

Les situations non prévues par le présent règlement sont réglées par la Direction de la Haute École de la Province de Liège.

**Article 16. Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur à partir de l'année académique ~~2022-2023~~2024-2025 à l'exception de l'article 1<sup>er</sup> qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février ~~2022~~2024. Il annule à partir de l'année académique ~~2022-2023~~2024-2025 le précédent.

**Date et signature, précédée de la mention « Lu et approuvé ».**

**N°98 SERVICES PROVINCIAUX – FINANCES**

Récapitulation générale du budget de l'année 2023 après 3<sup>ème</sup> série de modifications budgétaires votée par le Conseil provincial le 9 novembre 2023 et approuvée par arrêté du Gouvernement wallon en date du 11 décembre 2023.

Fonction	Service ordinaire	Recettes	Dépenses
	Années antérieures	33.160.031,86	6.327.247,00
F009	Général	1.896.500,00	1.447.146,21
F019	Dette générale	0,00	2.601.900,00
F029	Fonds	46.068.019,00	0,00
F049	Impôts	233.519.305,00	158.500,00
F059	Assurances	1.199.009,00	3.311.000,00
F069	Prélèvements	19.679.000,00	46.538.570,00
F103	Autorités provinciales	750.298,00	2.687.191,00
F123	Administration générale	17.410.785,00	85.318.057,35
F129	Patrimoine privé	405.653,00	2.432.644,00
F139	Services généraux	696.830,00	34.997.623,45
F169	Relations extérieures et internationales	46.010,00	2.027.160,00
F399	Sécurité et ordre public	1.833.294,00	38.253.948,00
F429	Communications routières	0,00	63.100,00
F449	Voies navigables - Hydraulique	50.000,00	1.062.500,00
F529	Economie, commerce et artisanat	0,00	9.729,00
F559	Industrie et énergie	5.381.553,00	2.803.255,00
F569	Tourisme	372.550,00	6.921.940,00
F699	Agriculture	1.318.227,00	9.575.749,00
F719	Enseignement : Affaires générales	18.949.290,00	40.155.047,97
F739	Enseignement secondaire	96.432.314,00	127.913.125,77
F749	Enseignement supérieur	54.906.145,00	60.226.945,77
F759	Enseignement pour handicapés	5.867.195,00	9.619.906,96
F760	Complexes de délasserment	1.177.520,00	5.547.683,76
F761	Jeunesse	0,00	33.100,00
F763	Culture, loisirs et fêtes	2.073.050,00	21.866.360,00
F769	Sports	1.002.140,00	8.675.166,00
F789	Arts	830.267,00	9.860.079,83
F799	Cultes et laïcité	0,00	1.924.280,00
F869	Interventions sociales et famille	209.680,00	4.370.565,05
F872	Soins de santé	6.209.337,00	12.672.958,88
F879	Hygiène et salubrité publique	48.030,00	1.213.816,00
F939	Logement et aménagement du territoire	560.010,00	1.384.100,00
	<b>TOTAL</b>	<b>552.052.042,86</b>	<b>552.000.396,00</b>

<b>Fonction</b>	<b>Service extraordinaire</b>	<b>Recettes</b>	<b>Dépenses</b>
	Années antérieures	11.357.583,73	67.000,00
F009	Général	5.000,00	84.855,56
F029	Fonds	0,00	0,00
F049	Impôts	0,00	0,00
F059	Assurances	100.000,00	100.000,00
F069	Prélèvements	21.995.000,00	0,00
F103	Autorités provinciales	0,00	20.000,00
F123	Administration générale	31.000,00	7.275.656,10
F129	Patrimoine privé	50,00	4.991.083,50
F139	Services généraux	316.000,00	1.365.000,00
F169	Relations extérieures et internationales	0,00	1,00
F399	Sécurité et ordre public	0,00	0,00
F429	Communications routières	800.000,00	400.000,00
F449	Voies navigables - Hydraulique	1,00	540.000,00
F529	Economie, commerce et artisanat	0,00	0,00
F559	Industrie et énergie	0,00	0,00
F569	Tourisme	2.007.289,15	1.461.229,08
F699	Agriculture	0,00	55.908,00
F719	Enseignement : Affaires générales	990.000,00	4.404.031,75
F739	Enseignement secondaire	2.516.678,84	8.814.750,37
F749	Enseignement supérieur	8.002,00	1.082.057,93
F759	Enseignement pour handicapés	22.810,82	22.810,82
F760	Complexes de délasserment	0,00	890.796,85
F761	Jeunesse	0,00	0,00
F763	Culture, loisirs et fêtes	1.762.000,00	3.728.321,60
F769	Sports	0,00	662.017,74
F789	Arts	0,00	1.532.500,00
F799	Cultes et laïcité	0,00	59.500,00
F869	Interventions sociales et famille	813.000,00	95.835,57
F872	Soins de santé	15.000,00	4.896.797,00
F879	Hygiène et salubrité publique	0,00	172.293,00
F939	Logement et aménagement du territoire	0,00	0,00
	<b>TOTAL</b>	<b>42.739.415,54</b>	<b>42.722.445,87</b>

**N°99 SERVICES PROVINCIAUX – FINANCES**

Récapitulation générale du budget de l'année 2024 votée par le Conseil provincial le 9 novembre 2023 et approuvée par arrêté du Gouvernement wallon en date du 12 décembre 2023.

Fonction	Service ordinaire	Recettes	Dépenses
	Années antérieures	51.646,86	700.000,00
F009	Général	860.000,00	2.921.000,00
F019	Dettes générales	0,00	2.496.700,00
F029	Fonds	51.547.859,00	0,00
F049	Impôts	248.557.500,00	678.500,00
F059	Assurances	980.020,00	3.420.000,00
F069	Prélèvements	20.950.000,00	20.280.000,00
F103	Autorités provinciales	768.798,00	2.758.468,00
F123	Administration générale	17.123.265,00	84.240.969,00
F129	Patrimoine privé	552.953,00	2.701.800,00
F139	Services généraux	686.640,00	35.899.132,00
F169	Relations extérieures et internationales	46.010,00	2.052.245,00
F399	Sécurité et ordre public	2.801.338,00	46.239.670,00
F429	Communications routières	0,00	84.500,00
F449	Voies navigables - Hydraulique	20.000,00	1.221.300,00
F529	Economie, commerce et artisanat	0,00	4.729,00
F559	Industrie et énergie	5.381.553,00	2.755.127,00
F569	Tourisme	253.010,00	6.048.387,00
F699	Agriculture	742.820,00	9.828.633,00
F719	Enseignement : Affaires générales	18.530.880,00	40.445.298,00
F739	Enseignement secondaire	101.716.290,00	134.928.618,00
F749	Enseignement supérieur	57.898.620,00	63.088.975,00
F759	Enseignement pour handicapés	5.925.210,00	9.922.330,00
F760	Complexes de délasserment	1.175.510,00	5.517.851,00
F761	Jeunesse	0,00	33.100,00
F763	Culture, loisirs et fêtes	1.666.500,00	23.074.980,00
F769	Sports	992.350,00	9.066.023,00
F789	Arts	781.030,00	10.167.491,00
F799	Cultes et laïcité	0,00	1.959.222,00
F869	Interventions sociales et famille	203.750,00	4.178.037,00
F872	Soins de santé	1.323.110,00	12.771.998,00
F879	Hygiène et salubrité publique	48.030,00	1.215.001,00
F939	Logement et aménagement du territoire	560.010,00	1.382.600,00
	<b>TOTAL</b>	<b>542.144.702,86</b>	<b>542.082.684,00</b>

<b>Fonction</b>	<b>Service extraordinaire</b>	<b>Recettes</b>	<b>Dépenses</b>
	Années antérieures	54.556.789,03	54.564.819,36
F009	Général	5.000,00	90.000,00
F029	Fonds	0,00	0,00
F049	Impôts	0,00	0,00
F059	Assurances	100.000,00	100.000,00
F069	Prélèvements	20.280.000,00	0,00
F103	Autorités provinciales	0,00	180.000,00
F123	Administration générale	561.160,00	8.896.000,00
F129	Patrimoine privé	4.083.050,00	4.458.000,00
F139	Services généraux	84.000,00	780.000,00
F169	Relations extérieures et internationales	0,00	1,00
F399	Sécurité et ordre public	0,00	0,00
F429	Communications routières	658.000,00	450.000,00
F449	Voies navigables - Hydraulique	0,00	866.000,00
F529	Economie, commerce et artisanat	0,00	0,00
F559	Industrie et énergie	0,00	0,00
F569	Tourisme	1.256.500,00	1.256.500,00
F699	Agriculture	830.000,00	1.505.000,00
F719	Enseignement : Affaires générales	2.415.000,00	4.692.500,00
F739	Enseignement secondaire	19.823.000,00	19.823.000,00
F749	Enseignement supérieur	0,00	845.000,00
F759	Enseignement pour handicapés	250.000,00	430.000,00
F760	Complexes de délasserment	0,00	310.000,00
F761	Jeunesse	0,00	0,00
F763	Culture, loisirs et fêtes	443.000,00	878.000,00
F769	Sports	70.000,00	977.000,00
F789	Arts	0,00	2.305.000,00
F799	Cultes et laïcité	0,00	85.000,00
F869	Interventions sociales et famille	0,00	50.000,00
F872	Soins de santé	1.000.000,00	2.550.000,00
F879	Hygiène et salubrité publique	0,00	320.000,00
F939	Logement et aménagement du territoire	0,00	0,00
	<b>TOTAL</b>	<b>106.415.499,03</b>	<b>106.411.820,36</b>

**N°100 RÈGLEMENTS COMMUNAUX D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE ET ORDONNANCES DE POLICE COMMUNALE**

*Délibérations des Conseils communaux des Communes des Arrondissements de Liège, Huy-Waremme et Verviers*

<b>Commune(s)</b>	<b>Objet</b>	<b>Date de délibération</b>
-------------------	--------------	-----------------------------

**ARRONDISSEMENT DE LIÈGE**

<b>AWANS</b>	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'une fête de Noël à Othée, le 9/12/2023.</i>	<i>17/10/2023</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un chantier pour le compte de la commune d'Awans à 4340 Awans rue de l'Yser, les 25 et 26/10/2023.</i>	<i>23/10/2023</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un chantier mobilité douce, fermeture de voirie, rue Chaussée à 4340 Awans, le 3/11/2023.</i>	<i>27/10/2023</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion de la Toussaint à Othée, le 1/11/2023.</i>	<i>30/10/2023</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un camion de livraison de béton rue Blanche d'Ans à 4340 Awans, du 2 au 3/11/2023.</i>	<i>25/10/2023</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un camion de livraison de béton rue Roulette 6 à 4340 Awans, les 30, 31/10 et 2/11/2023.</i>	<i>25/10/2023</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un échafaudage rue Jean Jaurès 51 à 4340 Awans, du 2 au 20/11/2023.</i>	<i>25/10/2023</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un chantier pour le compte de Voo à 4340 Awans rue Moulin à Vent 74, du 6 au 17/11/2023.</i>	<i>25/10/2023</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un chantier pour le compte de Voo rue Chaussée 37 à 4340 Awans, du 6 au 17/11/2023.</i>	<i>25/10/2023</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion des commémorations de l'Armistice à Othée, le 12/11/2023.</i>	<i>26/10/2023</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion des commémorations de l'Armistice rue Louis Germeaux à 4342 Hognoul, le 9/11/2023.</i>	<i>26/10/2023</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un nouveau raccordement CILE rue Louis Germeaux 42 à 4342 Awans, du 6 au 17/11/2023.</i>	<i>30/10/2023</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion du placement d'un conteneur rue Moulin à Vent 94 à 4340 Awans, prolongation jusqu'au 15/11/2023.</i>	<i>30/10/2023</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'une livraison de châssis rue Nefielt 24 à 4340 Awans (Othée), du 14 au 16/11/2023.</i>	<i>30/10/2023</i>



	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un chantier mobilité douce, fermeture de voirie rue Chaussée le 07/11/2023.</i>	06/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion du remplacement du tuyau d’égouttage du Domaine des Thermes rue P. Raskings du 13 au 24/11/2023.</i>	31/10/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un chantier rue François Hannon, 12 à 4340 Awans, du 20/11 au 08/12/2023.</i>	13/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un nouveau raccordement pour le compte de Resa électricité rue de Villers, 26 à 4340 Awans du 20/11 au 01/12/2023.</i>	13/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Arrêté de fermeture du cimetière d’Awans rue de l’Eglise, pris à l’occasion d’une exhumation le 16/11/2023.</i>	14/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Arrêté de fermeture à l’occasion de l’organisation du marché de Noël au hall omnisports d’Awans les 24, 25 et 26/11/2023.</i>	16/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un chantier pour le compte de VOO à 4340 Awans du 25/11 au 05/12/2023.</i>	13/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion des travaux Rue Chaussée 39 – Rond-point rue L. Germeaux du 27/11 au 11/12/2023.</i>	22/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de l’intervention du service communal et de la société Global concept pour l’enlèvement des illuminations de Noël au rond-point de la RN3, le 11/01/2024.</i>	20/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un chantier pour le compte de Voo à 4340 Awans, rue de Villers, du 04 au 15/12/2023.</i>	22/11/2023
	<i>Mesures de police administrative – Ordonnance temporaire – rue de Loncin – Prolongation de la période test de 3 mois à dater du 01/12/2023.</i>	30/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de la parade du Père Noël et du Feu d’artifice le 16/12/2023.</i>	07/12/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un chantier pour le compte du SPW rue de Bruxelles du 1 au 15/03/2023.</i>	20/12/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion du placement d’un conteneur rue Joseph Valleye du 8 au 9/01/2024.</i>	20/12/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux pour le compte de Proximus rue Chaussée 94 du 08 au 19/01/2024.</i>	20/12/2024
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un déménagement rue des écoles le 03/01/2023.</i>	20/12/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesure de circulation prises à l’occasion d’une ouverture sur fuite rue de Loncin du 20 au 25/12/2023.</i>	20/12/2023
<b>BEYNE-HEUSAY</b>	<i>Ordonnance de police temporaire relative à des mesures de circulation dans le cadre des travaux de la phase 4a des</i>	17/11/2023

	<i>travaux des G.C.C. dans le quartier de Heusay, du 21/11 au 12/12/2023.</i>	
	<i>Ordonnance de police temporaire modifiant la vitesse maximale autorisée rue Trou du Renard.</i>	07/12/2023
<b>CHAUDFONTAINE</b>	<i>Arrêté du Collège communal – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux en voirie rue Haute Folie, du 8 au 9/11/2023.</i>	23/10/2023
	<i>Arrêté du Collège communal – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux sur le réseau de téléphonie rue des Anneux, du 6 au 9/11/2023.</i>	23/10/2023
	<i>Arrêté de police – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de marquage en chaussée, rue P. Henvard-N633c, entre le 2 et le 17/11/2023.</i>	31/10/2023
	<i>Arrêté de police – Mesures de circulation rues J. Deflandre, Fond Piquette, Voie de Liège et avenue du Parc suite à des travaux de réfection de chaussée, du 06/11 au 01/12/2023.</i>	04/11/2023
	<i>Arrêté du Collège communal – Mesures de circulation prises à l’occasion de la fête de Noël des seniors au casino, Esplanade de Chaudfontaine-sources, le 16/12/2023.</i>	07/11/2023
	<i>Arrêté du Collège communal – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un chantier de réfection de chaussée, rue de Poperinghe, du 20/11 au 8/12/2023.</i>	07/11/2023
	<i>Arrêté de police – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un chantier de réfection de chaussée, N61 rue Général Jacques, du 31/10 au 3/11/2023.</i>	31/10/2023
	<i>Arrêté de police – Mesures de circulation rue Général Jacques N61 suite à des travaux de marquage en chaussée entre le 20 et le 22/11/2023.</i>	16/11/2023
	<i>Ordonnance de police ayant pour objet : Mesures de circulation avenue du Centenaire suite à un rallye de véhicules ancêtres le 02/06/2024.</i>	27/11/2023
	<i>Ordonnance de police ayant pour objet : Mesures de circulation suite à l’organisation du Marché de Noël place Musch du 06 au 09/12/2023.</i>	27/11/2023
	<i>Ordonnance de police ayant pour objet : Village de Noël à Vaux-sur-Chèvremont. Mesures de circulation générales du 07 au 10/12/2023.</i>	27/11/2023
	<i>Ordonnance de police ayant pour objet : Mesures de circulation place de la Bouxhe – esplanade du château d’eau – à l’occasion du village de Noël du 13 au 17/12/2023.</i>	27/11/2023
<b>ESNEUX</b>	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de réparation de trapillons, rue du Monument, du 23 au 30/10/2023.</i>	23/10/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de changement des avaloirs de voirie sis Avenue Montéfiore, du 23 au 30/10/2023.</i>	23/10/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de renouvellement des égouttages et linéaires de voirie sis rue de Poulseur, du 6/11 au 23/12/2023.</i>	23/10/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion du marquage aux abords de l’école Sainte Marie section maternelle N633 Bk 10.125 sise Avenue des Ardennes 121, du 30/10 au 10/11/2023.</i>	23/10/2023

	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux au home sis Avenue des Trois Couronnes 16, du 6/11 au 01/12/2023.</i>	23/10/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de la fermeture de la rue d’Angleur (prolongation), jusqu’au 8/12/2023.</i>	25/10/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un nouveau raccordement pour le compte de la CILE rue des Trois Mêlées 25, à partir du 6/11/2023.</i>	24/10/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un nouveau raccordement pour le compte de la CILE, Place Jean d’Ardenne 6, à partir du 13/11/2023.</i>	06/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de l’abattage d’arbres rue Fond du Moulin entre la BK 8.1 et la BK 7.9 (prolongation), jusqu’au 8/11/2024.</i>	06/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un chantier rue Chevalier Paul de Sauvage, du 15/11/2023 au 31/03/2024.</i>	06/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de nouveaux raccordements pour le compte de la CILE rue de Limoges n°7A et 7B, du 20/11/2023.</i>	07/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un chantier d’aménagement rue du Monument, 5, du 13/11 au 29/12/2023.</i>	09/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un raccordement au gaz et fouilles localisées, en trottoir, Avenue Neef, 34, du 20/11 au 01/12/2023.</i>	09/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de poses de câbles pour le compte de Proximus Avenue Laboulle et rue Fréson du 24/11 au 31/12/2023.</i>	14/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de pose de câbles pour le compte de Proximus Place du Roi Albert et Place du Saucy, du 24/11 au 31/12/2023.</i>	14/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Horaires du marché de Noël à Esneux les 15, 16 et 17/12/2023.</i>	14/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux pour le compte de Voo Parc de Sainval, 1 du 04 au 15/12/2023.</i>	16/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion du déplacement de câbles et conduites + nouvelle pose Avenue Neef et rue Vieille Montagne – prolongation jusqu’au 29/02/2024.</i>	16/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Pose de câbles pour le compte de Proximus Avenue Laboulle et rue Fréson – Interdiction d’exécution des travaux prévus du 24/11 au 31/12/2023.</i>	20/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulations prises à l’occasion d’un raccordement au gaz et de fouilles localisées, en trottoir, Bld Ed. Lieutenant, 13, du 28/11 au 13/12/2023.</i>	22/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Ancrage et pose d’une dalle pour le placement d’un panneau « Zone Natura 2000 » sur Cortil à hauteur de la bretelle d’accès de l’A26 vers Liège nécessitant la fermeture de la rue des Mésanges – nouvelle date.</i>	23/11/2023

	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Arasement et évacuation de terres sis Avenue de Sur Cortil – rue de Poulseur et Hout-si-Plou – Travaux prévus entre le 24/11 et le 22/12/2023.</i>	23/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Pose de câbles pour le compte de Proximus Avenue Laboulle et rue Fréson, du 08/01 au 29/02/2024.</i>	23/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Remise à niveau d'en trapillon de bouche d'incendie rue de Méry à hauteur des n°20-18 – Travaux prévus 3 jours entre le 04 et le 15/12/2023.</i>	28/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Construction d'une rampe d'accès au nouveau pont rue d'Angleur et chemin du Halage – Travaux prévus du 15 au 31/12/2023.</i>	28/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Travaux au home sis avenue des Trois Couronnes, 16 – prolongation jusqu'au 31/12/2023.</i>	29/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Modification temporaire de la circulation rue J. Waleffe – prolongation jusqu'au 30/09/2024.</i>	27/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Modification de la circulation rue Grandfosse – prolongation jusqu'au 30/09/2024 en attendant la modification du règlement complémentaire de roulage.</i>	27/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Modification de la signalisation Avenue Reine Astrid – prolongation de la période test jusqu'au 30/09/2023.</i>	27/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Restriction de la circulation rue Derrière la Tour – prolongation jusqu'au 30/09/2024.</i>	27/11/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Pose de câbles pour le compte de RESA et VOO rue Heid de Maël du n°60 au 68, les travaux étant prévus environ une semaine entre le 04 et le 22/12/2023.</i>	05/12/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Fermeture (B602) au rond-point de Tilff du boulevard urbain pour plantations du 11 au 15/12/2023.</i>	06/12/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Raccordement électrique + pose de câbles Chemin du Grand Maître du 14 au 22/12/2023.</i>	07/12/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Raccordement électrique + pose de câbles Place du Vieux Tilleul, 12C, du 14 au 22/12/2023.</i>	07/12/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Fermeture rue des Messes pour pose de châssis le 12/01/2024.</i>	13/12/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Fermeture d'une partie du sentier vicinal n°74.</i>	12/12/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Pose de câbles fibre optique dans le quartier du « Bois des Chevreuils », du 08/01 au 08/03/2024.</i>	13/12/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Remplacement de deux poteaux + renouvellement réseau électrique pour le compte de RESA rue d'Avister, 22, du 09 au 26/01/2023.</i>	14/12/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Fermeture de la rue d'Angleur – deuxième prolongation jusqu'au 18/12/2023.</i>	14/12/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Raccordement au gaz et fouilles localisées, en trottoir, Avenue des Ardennes, 63, du 08 au 19/01/2024.</i>	15/12/2023
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Travaux au home sis avenue des Trois Couronnes, 16 – 2<sup>e</sup> prolongation jusqu'au 31/01/2024.</i>	18/12/2023
<b>GRÂCE-HOLLOGNE</b>	<i>Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière – Comité de quartier du Boutte – Cortège d'Halloween, le 28/10/2023.</i>	05/10/2023

<b>VISÉ</b>	<i>Ordonnances de police temporaires relatives à la circulation routière prises en raison de :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Travaux de rénovation de la Place Reine Astrid du 04 au 06/10/2023.</i></li> <li>- <i>Un chantier d'égouttage de l'AIDE à Lixhe le 16/10/2023.</i></li> <li>- <i>Un chantier d'égouttage de l'AIDE à Lixhe le 17/10/2023.</i></li> <li>- <i>Une balade de véhicules militaires anciens le 14/10/2023.</i></li> </ul>	10/10/2023
	<i>Règlement communal en matière de délinquance environnementale.</i>	13/10/2023
	<i>Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière prise en raison d'une manifestation au sein de la salle de la Compagnie des Anciens Arbalétriers, rue Haute, du 4 au 5/11/2023.</i>	16/10/2023
	<i>Ordonnances de police temporaires relatives à la circulation routière prises en raison de :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Un contrôle sur le parking de la gare le 23/11/2023.</i></li> <li>- <i>La venue de Saint-Nicolas (association des commerçants) le 25/11/2023.</i></li> <li>- <i>L'installation d'un Marché de Noël sur le parking et dans le local des associations à Richelle du 06 au 10/12/2023.</i></li> </ul>	20/11/2023
	<i>Ordonnances de police temporaires relatives à la circulation routière prises en raison de :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Du placement d'un car pédagogique pour l'Ecole du Sacré-Cœur sur le parking devant le hall omnisports le 05/02/2024.</i></li> <li>- <i>Un Cortège de Saint-Nicolas Avenue Franklin Roosevelt du 01 au 03/12/2023.</i></li> <li>- <i>Un match du SL16FC au sein du stade communal le 10/11/2023.</i></li> </ul>	14/11/2023
	<i>Ordonnances de police temporaires relatives à la circulation routière prises en raison de :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Du chantier d'égouttage de l'AIDE à Lixhe – prolongation du 11/09 au 06/10/2023.</i></li> <li>- <i>La marche parrainée du Collège Saint-Hadelin le 06/10/2023.</i></li> <li>- <i>Une manifestation au sein de la salle de la Compagnie des Anciens Arbalétriers Visétois les 21 et 22/10/2023.</i></li> <li>- <i>Travaux de rénovation de la place Reine Astrid.</i></li> </ul>	02/10/2023
	<i>Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière prise en raison des travaux de rénovation de la Place Reine Astrid, le 06/12/2023.</i>	04/12/2023

### **ARRONDISSEMENT DE HUY-WAREMME**

<b>BRAIVES</b>	<i>Arrêté de police – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un jogging organisé par le « R.T. Braives, sur la commune de Braives (Brivioulle), Avennes, Ville-en-Hesbaye et Latinne, le 5/11/2023.</i>	23/10/2023
	<i>Arrêté de police – Mesures de circulation prises à l'occasion d'abattage d'arbres par la société « Les Jardins de Benjamin »,</i>	23/10/2023

	<i>le long du sentier situé à 4260 Braives, rue de Falihou, à partir du 6/11/2023.</i>	
	<i>Arrêté de police – Mesures de circulation prises à l’occasion du placement d’un container, rue des Trixhes 10 à 4263 Braives, à partir du 1/11/2023.</i>	23/10/2023
	<i>Arrêté de police – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de raccordement d’eau rue des Demoiselles, 14, du 10 au 17/11/2023.</i>	06/11/2023
	<i>Arrêté de police – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux en demi-chaussée, rue des Trixhes, le 10/11/2023.</i>	06/11/2023
	<i>Arrêté de police – Mesures de circulation prises à l’occasion du stationnement du bus de l’ONE rue de la Justice de Paix, le 09/11/2023.</i>	06/11/2023
	<i>Arrêté de police – Mesures de circulation prises à l’occasion du stationnement du bus de l’ONE Place du Carcan, le 09/11/2023.</i>	06/11/2023
	<i>Arrêté de police – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de raccordement VOO rue Macabioul, 11, du 06 au 17/11/2023.</i>	30/10/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre prolongeant l’autorisation d’occupation temporaire d’un immeuble inhabitable de par caractéristiques intrinsèques – Délais, conditions et mesures.</i>	19/10/2023
	<i>Arrêté de police – Stationnement d’un camion – Rue du Centre, 120 – 22/11/2023.</i>	13/11/2023
	<i>Arrêté de police – Travaux en demi-chaussée régie par feux – route de Namur – du 20/11 au 01/12/2023.</i>	13/11/2023
	<i>Arrêté de police – Remplacement d’un poteau RESA – rue du Centre 56 – du 20/11 au 01/12/2023.</i>	09/11/2023
	<i>Arrêté de police – Travaux en demi-chaussée – Place de Limage, 1 – du 17 au 20/11/2023.</i>	09/11/2023
	<i>Arrêté de police – Travaux RESA – Rue de la Justice de Paix – du 15 au 30/11/2023.</i>	09/11/2023
	<i>Arrêté de police – Fermeture de la voirie – Chemin de Latinne, durant une journée entre le 22/11 et le 08/12/2023.</i>	16/11/2023
	<i>Arrêté de police – Pose de câble en voirie rues Grande, du Tilleul et Allée des Ramonis, du 06 au 15/12/2023.</i>	27/11/2023
	<i>Arrêté de police – Travaux de raccordement d’eau, rue de Macabioul, 1, du 04 au 11/12/2023.</i>	21/11/2023
	<i>Arrêté de police – Travaux de raccordement VOO rue des Demoiselles n°2, du 04 au 15/12/2023.</i>	17/11/2023
	<i>Arrêté de police – Réservation d’un emplacement de stationnement pour le bus de l’ONE place du Carcan le 14/12/2023 de 13 à 14h.</i>	14/12/2023
	<i>Arrêté de police – Réservation d’un emplacement de stationnement pour le bus de l’ONE rue de la Justice de Paix le 14/12/2023 de 14 à 15h30.</i>	14/12/2023
	<i>Arrêté de police – Réservation d’emplacements de stationnement pour un « Drink de Noël » à Ciplet, Place de l’Europe, le 15/12/2023.</i>	07/12/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre autorisant l’occupation d’un bien redevenu habitable.</i>	29/11/2023
	<i>Arrêté de police : Prolongation – Travaux avec feux – Rues du Bolland, Joseph Wauters et Ry d’Ardenne – Phase 1.</i>	14/12/2023
<b>CLAVIER</b>	<i>Zone de police du Condroz – Règlement Général de Police (RGP) – Modifications.</i>	28/11/2023

<b>HUY</b>	<i>Règlement complémentaire à la circulation routière relatif à la création d'une « Fiche rue », pour la rue Joseph Wauters avec la création d'un emplacement de stationnement réservé aux véhicules des personnes handicapées à hauteur de l'immeuble y portant le numéro 91 à Huy.</i>	26/09/2023
	<i>Règlement complémentaire à la circulation routière relatif à la création d'une « Fiche rue », pour la rue Emile Delperée avec la création d'emplacements de stationnement réservés aux véhicules des personnes handicapées.</i>	26/09/2023
	<i>Règlement complémentaire à la circulation routière relatif à la création d'une « Fiche rue », pour la rue Franklin Roosevelt avec la suppression d'un emplacement de stationnement réservé aux véhicules des personnes handicapées.</i>	26/09/2023
	<i>Règlement complémentaire à la circulation routière relatif à la création d'une « Fiche rue », pour la rue Poissonrue.</i>	17/04/2023
	<i>Règlement général de police – Modification.</i>	29/11/2023
	<i>Règlement communal relatif aux heures d'ouverture des débits de boissons et commerces de nuit sur une partie du territoire de la Ville de Huy.</i>	20/11/2023
<b>OREYE</b>	<i>Arrêté de police autorisant l'usage de signaux routiers adéquats rue des Combattants et rue Bois Dam'Zel du 21/06 au 14/07/2023 afin de permettre la réalisation de travaux de raccordement électrique.</i>	15/06/2023
	<i>Arrêté de police autorisant les ouvriers communaux à placer des barrière anti crues rue de Liège après le n°53 du 19 au 22/06/2023 afin d'empêcher des inondations dues aux fortes pluies prévues.</i>	19/06/2023
	<i>Arrêté de police autorisant le placement d'une signalisation rue des Combattants n°211 le 23/06/2023 à l'occasion de la fête des voisins.</i>	20/06/2023
	<i>Arrêté de police autorisant l'usage de signaux routiers adéquats rue de la Westrée 57A du 07 au 14/07/2023 afin de réaliser un raccordement au réseau d'eau pour le compte de la SWDE.</i>	20/06/2023
	<i>Arrêté de police autorisant le placement de barrières Nadar rue du Centenaire 22 afin de sécuriser le placement d'un food truck le 01/07/2023 en raison d'une fête d'anniversaire privée.</i>	29/06/2023
	<i>Arrêté de police autorisant le rétrécissement à 1 bande de la voirie rue des Combattants à hauteur des n°31 et 63 du 03 au 07/07/2023 afin de permettre la démolition d'un bâtiment vétuste.</i>	29/06/2023
	<i>Arrêté de police réservant des emplacements de stationnement rue de la Westrée entre les n°10 et 12 tous les samedis durant le mois de juillet en raison de mariages célébrés à l'administration communale.</i>	29/06/2023
	<i>Arrêté de police adaptant la vitesse de circulation dans diverses rues du village, du 10/07 au 25/08/2023 afin de réserver certaines rues aux jeux pendant les vacances scolaires.</i>	05/07/2023
	<i>Arrêté de police réglementant à sens unique la circulation des véhicules rue Général Lens à hauteur du n°20 (de la placette vers le rue des Champs) afin de simplifier le trafic et augmenter la sécurité des usagers.</i>	10/07/2023
	<i>Arrêté de police réglementant la circulation dans diverses rues de Bergilers du 25 au 30/07/2023 à l'occasion de la traditionnelle fête Saint-Christophe.</i>	13/07/2023

	<i>Arrêté de police autorisant l'usage de signaux routiers adéquats rue de la Centenaire entre les n°31B et 33 afin de bénéficier d'1/2 voirie en vue de placer le nécessaire pour le déroulement d'un chantier de construction de 2 habitations jusqu'au 10/08/2023.</i>	14/07/2023
	<i>Arrêté de police autorisant le stationnement rue de la Westrée n°2 le long de la propriété, le 01/08/2023, en raison de la livraison de panneaux solaires.</i>	25/07/2023
	<i>Arrêté de police interdisant le stationnement rue Louis Maréchal devant les n°115 à 119 le 29/07/2023 en raison de la présence de véhicules liés à un déménagement.</i>	25/07/2023
	<i>Arrêté de police interdisant la circulation et le stationnement dans diverses rues du village, les 05 et 06/08/2023 à l'occasion d'une brocante.</i>	01/08/2023
	<i>Arrêté de police autorisant le placement des panneaux « manifestation » rue des Fontaines à hauteur du potager partagé et au début de la rue du 12 au 13/08/2023 en raison d'une fête de mariage.</i>	09/08/2023
	<i>Arrêté de police réservant des emplacements de stationnement rue de la Westrée entre le n°10 et 12 les 12 et 19/08/2023 en raison de la célébration de mariages à l'administration communale.</i>	09/08/2023
	<i>Arrêté de police autorisant l'usage de signaux routiers adéquats rue Louis Maréchal du n°196 à 199 du 21/08 au 29/09 afin de permettre la réalisation de travaux de raccordement électrique.</i>	10/08/2023
	<i>Arrêté de police interdisant le stationnement rue de la Westrée depuis le carrefour avec le rue de Horpmael jusqu'au n°26 du 16 au 18/08/2023 afin que les ouvriers communaux réalisent un travail en accotement.</i>	11/08/2023
	<i>Arrêté de police autorisant l'usage de signaux routiers adéquats rue sur les Thiers n°48 du 31/08 au 07/09/2023 afin de réaliser un raccordement au réseau d'eau.</i>	16/08/2023
	<i>Arrêté de police autorisant la mise en sens unique du chemin du Bois de Bimblet dans le sens Vechmaal/Oreye, en raison de l'organisation d'un auto cross à Heers les 19 et 20/08/2023.</i>	17/08/2023
	<i>Arrêté de police autorisant l'usage de signaux routiers adéquats du 28/08 au 29/09/2023 afin d'effectuer le placement de câbles haute tension rue du Geer et rue du Bailly.</i>	21/08/2023
	<i>Arrêté de police autorisant l'usage de signaux routiers adéquats Clos du Frenay n°4 du 04 au 15/09/2023 afin de réaliser des travaux de fouille en trottoir pour la réparation d'un câble.</i>	24/08/2023
	<i>Arrêté de police autorisant l'usage de signaux routiers adéquats rue Louis Maréchal en face du n°49 du 01 au 29/09/2023 afin de permettre la réalisation de travaux de raccordement électrique d'un immeuble.</i>	25/08/2023
	<i>Arrêté de police autorisant l'usage de signaux routiers adéquats Grand'route, 112 du 11 au 18/09/2023 afin de réaliser un raccordement au réseau d'eau.</i>	29/08/2023
	<i>Arrêté de police autorisant l'usage de signaux routiers adéquats Ancienne Chaussée romaine et rue des Jacques du 29/08 au 12/09/2023 afin de réaliser la réfection de voiries.</i>	29/08/2023
	<i>Arrêté de police autorisant la circulation de convois exceptionnels sur la N3 depuis Crisnée jusqu'à l'usine Beneo rue Louis Maréchal n°1 la nuit du 14 au 15/09/2023.</i>	05/09/2023



	<i>Arrêté de police interdisant le stationnement rue Louis Maréchal n°177 et du n°56 au 58 le 16/09/2023 en raison d'un déménagement.</i>	08/09/2023
	<i>Arrêté de police autorisant l'usage de signaux routiers adéquats Grand'route à hauteur du n°90 du 25/09 au 13/10/2023 afin de permettre la réalisation des travaux de mise hors service d'une cabine électrique.</i>	14/09/2023
	<i>Arrêté de police autorisant l'usage de signaux routiers adéquats rue Louis Maréchal en face du cimetière du 25 au 29/09/2023 afin de placer 2 bulles à verre enterrées.</i>	15/09/2023
	<i>Arrêté de police autorisant l'usage de signaux routiers adéquats, rue des Fontaines 54A du 16 au 23/11/2023 afin de réaliser un raccordement au réseau d'eau.</i>	23/11/2023
	<i>Arrêté de police autorisant l'usage de signaux routiers adéquats, rue des Fontaines 54A du 21 au 28/11/2023 afin de réaliser un raccordement au réseau d'eau.</i>	23/11/2023
	<i>Arrêté de police autorisant l'usage de signaux routiers adéquats, rue Louis Maréchal entre le 65 et la chapelle, du 14 au 17/11/2023, afin de réaliser des sondages de canalisations.</i>	23/11/2023
	<i>Arrêté de police autorisant l'usage de signaux routiers adéquats, rue Louis Maréchal, en face du cimetière, du 14 au 30/11/2023, afin de placer 2 bulles à verre enterrées.</i>	23/11/2023
<b>REMICOURT</b>	<i>Règlement général de police : Livre I. de la loi sur les sanctions administratives communales – chapitre VI. de la tranquillité publique – Adaptations.</i>	28/09/2023

### **ARRONDISSEMENT DE VERVIERS**

<b>EUPEN</b>	<i>Ordonnance communale concernant les délits environnementaux.</i>	10/10/2023
<b>JALHAY</b>	<i>Arrêté de police – 18<sup>e</sup> JMC Rallye les 21 et 22/10/2023.</i>	10/10/2023
<b>LA CALAMINE</b>	<i>Ordonnance de police portant réglementation de la circulation routière rye d'Aix-la-Chapelle à Hergenrath à l'occasion de la pose d'une pierre commémorative « Stolperstein », le 17/11/2023.</i>	09/11/2023
	<i>Ordonnance de police portant réglementation de la circulation routière sur un tronçon de la RN3 en raison d'un tournage au musée Vieille Montagne, le 22/11/2023.</i>	09/11/2023
	<i>Adaptation du règlement de police spécifique de la commune de La Calamine.</i>	20/11/2023
	<i>Ordonnance communale concernant les délits environnementaux.</i>	18/09/2023
<b>LIMBOURG</b>	<i>Arrêté de police – Mesures de circulation prises Vieille Route en raison d'un risque de chute d'arbres – Prolongation jusqu'au 10/11/2023.</i>	03/11/2023
<b>LONTZEN</b>	<i>Ordonnance communale concernant les délits environnementaux.</i>	09/10/2023
<b>PLOMBIÈRES</b>	<i>Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière – Hombourg et Moresnet : passage du Relais sacré le 05/11/2023 – Interdiction de stationner devant divers monuments.</i>	09/10/2023
	<i>Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière – Moresnet – Tournage d'une série : Réservation stationnement aux véhicules de la production, rues du Village et du Viaduc, le 20/11/2023.</i>	23/10/2023
	<i>Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière – Gemmenich : exposition de modélisme – Interdiction</i>	16/10/2023

	<i>de circuler sur une partie de la voirie desservant le complexe sportif et la salle culturelle le 22/10/2023.</i>	
	<i>Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière – Plombières : réservation des aires de stationnement sur le parking situé rue de l’Eglise, à côté du numéro 18, au profit de participants à la Parade de Noël, le 16/12/2023.</i>	13/11/2023
	<i>Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière : campagne itinérante de dépistage du cancer du sein – réservation d’un emplacement de 25 mètres lors du passage du car, le 29/01/2024.</i>	13/11/2023
	<i>Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière – Moresnet : Limitation de la vitesse à 50 km/h sur un tronçon de Bambusch (N613), entre les points métriques 0.720 et 1.25, en attendant la validation et la mise en œuvre de l’arrêté ministériel y relatif.</i>	27/11/2023
	<i>Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière : Plombières – Organisation de diverses activités par le Bar M&amp;T – Réservation des aires de stationnement du parking situé rue de l’Eglise, à côté du numéro 18.</i>	11/12/2023
<b>RAEREN</b>	<i>Ordonnance communale concernant les délits environnementaux</i>	20/09/2023
<b>THIMISTER-CLERMONT</b>	<i>Ordonnance du Collège communal réglementant la circulation des usagers à l’occasion de travaux de pavage situés Place de la Halle, du 23/10 au 03/11/2023.</i>	17/10/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l’occasion d’un déménagement (camion et élévateur), route de Battice 78, le 4/11/2023.</i>	25/10/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers à l’occasion d’un championnat de Kin-ball au hall omnisports, rue Cavalier Fonck 15, les 4 et 11/02/2024.</i>	25/10/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers à l’occasion de diverses activités prévues au hall omnisports, rue Cavalier Fonck 15, le 02/12/2023.</i>	25/10/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers à l’occasion d’une Battle Open organisée par Smiling Dance au hall omnisports, rue Cavalier Fonck 15, le 16/03/2023.</i>	25/10/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers à l’occasion de tournois de mini-foot organisés par l’Espoir Minerois au hall omnisports, rue Cavalier Fonck 15, les 20, 21, 27 et 28/01/2023.</i>	25/10/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers à l’occasion de forage en voirie, Centre de Thimister, du 27/11 au 01/12/2023.</i>	26/10/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers à l’occasion du remplacement d’un pylône d’éclairage accidenté situé Chaussée Charlemagne, du 9 au 10/11/2023.</i>	27/10/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers à l’occasion d’un chantier en voirie – Froidthier 9-16 – Eiffage Energie Systèmes pour le compte d’ORES, du 13 au 17/11/2023.</i>	08/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers à l’occasion d’un chantier en voirie, Rue des Trois Entités, du 20 au 24/11/2023.</i>	08/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers à l’occasion d’un chantier ne voirie- Route de Battice – Eiffage</i>	08/11/2023

	<i>Energie Systèmes pour le compte d'ORES, entre le 20/11 au 01/12/2023.</i>	
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures à prendre à l'égard d'un arbre menaçant la sécurité publique – Route de Val Dieu.</i>	08/11/2023
	<i>Ordonnance du Collège communal réglementant la circulation routière des usagers à l'occasion de la Triplette du running 'Thim', le 18/11/2023.</i>	07/11/2023
	<i>Ordonnance du Collège communal réglementant la circulation des usagers à l'occasion du 11<sup>e</sup> marché alsacien du 17 au 19/11/2023.</i>	07/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'un chantier en voirie pour le compte de VOO et ORES ; Chemin du Bois du 20/11 au 22/12/2023.</i>	13/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion du 11<sup>e</sup> Marché Alsacien – Jeunesse de Thimister – du 17 au 19/11/2023 – Mesures complémentaires à l'ordonnance du 07/11/2023.</i>	13/11/2023
	<i>Ordonnance de police du Collège communale réglementant la circulation des usagers : Spa Rally Edition 2023 (étape spéciale Renouprez) le 26/11/2023.</i>	14/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers à l'occasion d'un chantier – Froidthier, 11 – du 27/11 au 15/12/2023.</i>	20/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers à l'occasion d'un chantier en voirie – Chapelle des Anges – du 24/11 au 08/12/2023.</i>	20/11/2023
	<i>Ordonnance du Collège communal réglementant la circulation des usagers : Saint-Eloi – Jeunesse d'Elsaute – 03/12/2023.</i>	21/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'un chantier en voirie – Chaussée Charlemagne (RN32) – les 11 et 12/12/2023 (de nuit).</i>	29/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'un chantier en voirie – Les Plénesses, 68 – du 04 au 21/12/2023.</i>	29/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'un chantier en voirie – Les Plénesses, 70 – du 04 au 21/12/2023.</i>	29/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion de la balade de Noël organisée par la Jeunesse de Clermont le 01/12/2023.</i>	29/11/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'un chantier en voirie – Elsaute, 42 – du 07 au 08/12/2023.</i>	04/12/2023
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'un chantier en voirie – RN3 et RN648 – Bail de propriété du SPW – Toute l'année 2024.</i>	06/12/2023
<b>TROIS-PONTS</b>	<i>Règlement complémentaire de circulation routière. Réalisation d'une zone 30 dans le centre de Trois-Ponts.</i>	26/07/2023
<b>VERVIERS</b>	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet les règlements complémentaires de la circulation routière (Modification - Globalisation - Montagne de l'Invasion – Approbation).</i>	25/09/2023

	<i>Arrêté du Collège communal relatif à la réglementation provisoire à l'occasion d'une manifestation publique (Samedi des producteurs), le 2/12/2023.</i>	12/10/2023
	<i>Arrêté du Collège communal relatif à la réglementation provisoire à l'occasion d'une manifestation publique (Vin chaud de Noël, avenue Peltzer), le 15/12/2023.</i>	19/10/2023
	<i>Arrêté du Collège communal relatif à la réglementation provisoire à l'occasion d'une manifestation publique (Saint-Nicolas des rhétos, édition 2023), le 24/12/2023.</i>	19/10/2023
	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet les règlements complémentaires de la circulation routière (Modification – Globalisation – Rue Lucien Defays – Approbation).</i>	25/09/2023
	<i>Ordonnance du Bourgmestre f.f. concernant le contrôle systématique de personne.</i>	13/11/2023
	<i>Délibération du Conseil communal concernant la dénomination des voies et places publiques (Attribution de noms – Parcs, plaines et espaces de jeux – Approbation).</i>	30/10/2023
	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet les règlements complémentaires de la circulation routière (Modification – Globalisation – Rue des Alliés – Approbation)</i>	30/10/2023
	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet les règlements complémentaires de la circulation routière (Modification – Globalisation – Rue Carl Grün – Approbation)</i>	30/10/2023
	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet les règlements complémentaires de la circulation routière (Modification – Globalisation – Rue des Raines – Approbation)</i>	30/10/2023
	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet les règlements complémentaires de la circulation routière (Modification – Globalisation – Rue Saint-Remacle – Approbation)</i>	30/10/2023
	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet les règlements complémentaires de la circulation routière (Modification – Globalisation – Rue Darimont – Approbation)</i>	30/10/2023
	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet les règlements complémentaires de la circulation routière (Modification – Globalisation – Rue Jules Ferrer – Approbation)</i>	30/10/2023
	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet les règlements complémentaires de la circulation routière (Modification – Globalisation – Rue des Carmes – Approbation)</i>	30/10/2023
	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet les règlements complémentaires de la circulation routière (Modification – Globalisation – Place Natalis – Approbation)</i>	30/10/2023
	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet les règlements complémentaires de la circulation routière (Modification – Globalisation – Rue Léopold Mallar – Approbation)</i>	30/10/2023
	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet la réglementation provisoire en raison de l'organisation d'une manifestation publique (L'Or Bleu, du 30/11 au 03/12/2023).</i>	16/11/2023

	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet la réglementation provisoire en raison de l'organisation d'une manifestation publique (Balade aux lampions, le 17/12/2023).</i>	16/11/2023
	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet la réglementation provisoire en raison de l'organisation d'une manifestation publique (Saint-Nicolas au Centre-Ville, le 02/12/2023).</i>	16/11/2023
	<i>Délibération du conseil communale ayant pour objet les règlements complémentaires de la circulation routière (Modification – Globalisation – Chaussée de Heusy – Approbation).</i>	30/10/2023
	<i>Délibération du Collège communal ayant pour objet la réglementation provisoire en raison de l'organisation d'une manifestation publique (L'Or Bleu, du 30 novembre au 3 décembre 2023).</i>	16/11/2023
	<i>Arrêté du Collège communal relatif à la réglementation provisoire en raison de l'organisation d'une manifestation sur la voie publique (tournage « Truly Naked », du 18 au 22 décembre 2023 et du 2 au 7 janvier 2024).</i>	23/11/2023
	<i>Arrêté du Collège communal relatif à la réglementation provisoire en raison de l'organisation d'une manifestation publique (« Marché de Noël des Minières », le 10 décembre 2023).</i>	23/11/2023
	<i>Règlement du Conseil communal arrêtant la taxe sur la collecte et le Traitement des déchets ménagers et des déchets assimilés (exercice 2024).</i>	30/10/2023
	<i>Règlements du Conseil communal arrêtant les taux additionnelles :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- À l'impôt des personnes physiques (8,5%) ;</li> <li>- Au précompte immobilier (2.800 centimes additionnels).</li> </ul>	30/10/2023
	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet les règlements complémentaires de la circulation routière (Modification – Globalisation – Rue des Hougnes – Approbation).</i>	30/10/2023
	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet les règlements complémentaires de la circulation routière (Modification – Globalisation – Avenue Nicolai – Approbation).</i>	30/10/2023
	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet les règlements complémentaires de la circulation routière (Modification – Globalisation – Rue de Hodimont – Approbation).</i>	30/10/2023
	<i>Ordonnance du Bourgmestre f.f. concernant la réglementation provisoire visant à la protection des personnes sans abri sur le territoire communal en raison des conditions climatiques (Sécurité publique).</i>	30/11/2023
	<i>Délibération du Conseil communal ayant pour objet la délinquance environnementale (Règlement coordonné au niveau de la Zone de Police « Vesdre » - Adaptation aux nouvelles dispositions légales – Abrogation et adoption).</i>	27/11/2023
	<i>Arrêté du Collège communal relatif à la réglementation provisoire en raison de l'organisation d'une manifestation publique (Corrida de Verviers, le 16/12/2023).</i>	30/11/2023
	<i>Arrêté du Collège communal relatif à la réglementation provisoire en raison de l'organisation d'une manifestation publique (Jogging de la Saint-Sylvestre, le 31/12/2023).</i>	07/12/2023
<b>WELKENRAEDT</b>	<i>Ordonnance de police relative au stationnement d'un car et la mise en place d'une tonnelle sur le parking du centre culturel, le 10/11/2023.</i>	31/10/2023

	<i>Ordonnance de police relative aux interdictions de stationnement place des Combattants pour l'organisation d'un marché de Noël du 08 au 10/12/2023.</i>	<i>05/12/2023</i>
	<i>Ordonnance de police relative à la circulation et au stationnement des véhicules dans le cadre du marché hebdomadaire du lundi.</i>	<i>12/12/2023</i>